

Annual Report 2011 | Rapport annuel 2011

Avant-propos du Secrétaire général Hans van Loon

Il y a cent ans, le 10 décembre 1911, Tobias M.C. Asser recevait le prix Nobel de la paix pour son œuvre de pionnier dans le domaine du droit international privé – notamment pour avoir jeté les fondements de ce qui allait devenir une organisation permanente, la Conférence de La Haye de droit international privé. Treize États, tous d'Europe continentale, participèrent à la première session de la Conférence réunie par le Gouvernement des Pays-Bas en 1893. Une conférence commémorative de cet événement a été organisée le 9 décembre 2011 au Palais de la Paix. Elle a montré que la mission de la Conférence reste profondément imprégnée de la vision de Tobias Asser, mais aussi le long chemin que nous avons parcouru depuis !

Avec 72 Membres de toutes les régions du monde et près de 140 États parties à une ou plusieurs des 38 Conventions de La Haye adoptées depuis 1951, la Conférence de La Haye est aujourd'hui une organisation véritablement mondiale aux multiples facettes. Elle n'est plus la petite organisation réunissant principalement des pays économiquement développés qu'elle était encore il y a vingt ans ; elle suscite un intérêt grandissant auprès de pays à tous les stades de développement économique et de traditions culturelles différentes.

En 2011, la Conférence de La Haye a continué de promouvoir la vision de Tobias Asser tout en manifestant de nombreuses caractéristiques nouvelles, nécessaires pour accompagner l'évolution et la diversité des besoins de ses Membres toujours plus nombreux et du groupe grandissant des États contractants à ses Conventions.

La Sixième Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 et de la Convention Protection des enfants de 1996 réunie en juin 2011 a accueilli un nombre record de 260 participants venus de 69 États et 19 organisations internationales. Elle a longuement discuté de la violence conjugale et familiale, a approuvé le projet de Guide de bonnes pratiques sur la médiation en vertu de la Convention de 1980, le projet de Manuel pratique sur la Convention de 1996 et les Principes pour la mise en œuvre de structures de médiation dans le cadre du Processus de Malte et souscrit aux Lignes de conduite émergentes et Principes généraux relatifs aux communications judiciaires.

Le 5 octobre 1961, la Convention Apostille a fêté son 50e anniversaire. Cette Convention était conçue pour des documents sur support papier, mais grâce à l'incorporation de nouvelles technologies – l'e-APP – dans son cadre de fonctionnement, elle conserve toute sa pertinence pour la production d'actes publics à l'étranger, même dans un environnement numérique.

Au niveau mondial, les travaux de la Conférence de La Haye font l'objet d'une application croissante aux politiques commerciales – témoin le rapport *Investing Across Borders* publié par la Banque mondiale en 2010, qui mentionne la Convention Apostille comme un instrument favorisant un environnement réglementaire plus propice à l'investissement direct étranger – mais aussi au respect des droits de l'Homme. Avec le soutien de l'Unicef et de plusieurs de ses Membres, la Conférence de La Haye a continué d'apporter son assistance à plusieurs pays dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention Adoption internationale de 1993, qui promet entre autres les objectifs de la *Convention relative aux droits de l'enfant* des Nations Unies.

La prise en compte de la diversité croissante de ses Membres conduit naturellement la Conférence à développer son travail régional. La quatrième conférence régionale Asie-Pacifique tenue à Manille, aux Philippines, a réuni plus de 230 délégués, tandis qu'une première réunion prometteuse sur l'intérêt et la mise en œuvre possible dans la région du Golfe des Conventions de La Haye relatives à l'entraide judiciaire, au contentieux international et à la protection des enfants a été organisée à Doha, au Qatar. Enfin, la poursuite du développement du Programme pour l'Amérique latine favorise la participation croissante des États latino-américains aux travaux de la Conférence.

Aujourd'hui, la Conférence de La Haye est de plus en plus au service d'innombrables citoyens sur tous les continents. Son évolution montre toute la force de la devise de Tobias Asser : « avec patience et courage ».

Foreword by Secretary General Hans van Loon

A century ago, on 10 December 1911, Tobias M.C. Asser received the Nobel Peace Prize, notably for his pioneering work in the field of private international law – work that included laying the foundations for what would, following the Second World War, become the permanent organisation the Hague Conference on Private International Law. Thirteen States, all continental European, attended the first ad hoc session of the Conference convened by the Government of The Netherlands in 1893. On 9 December 2011 a commemorative symposium took place at the Peace Palace. It showed how Asser's vision continues to inspire the current mission of the Conference, but also: what a long way we have come since then!



With 72 Members from all regions of the world and almost 140 States Parties to one or more of the 38 Hague Conventions adopted since 1951, today's Hague Conference has become a truly global, multifaceted organisation. No longer the small organisation, mostly composed of economically developed countries as it was just twenty years ago, the Hague Conference has become an organisation which increasingly attracts interest from countries in all stages of economic development and from different cultural traditions.

The work of the Hague Conference in 2011 continued to promote Asser's vision while manifesting many new features necessary to adapt to the evolving and varying needs of its increasing membership and expanding group of Contracting States.

The Sixth Special Commission to review the practical operation of the 1980 Child Abduction Convention and 1996 Child Protection Convention convened in June 2011 drew a record attendance of 260 participants from 69 States and 19 international organisations. It devoted a full discussion to domestic and family violence; welcomed the draft Guide to Good Practice on Mediation under the 1980 Convention and the draft Practical Handbook on the 1996 Convention, as well as the Principles for the establishment of mediation structures in the context of the Malta Process; and endorsed the Emerging Guidance and General Principles for Judicial Communications.

On 5 October 2011, the 1961 Apostille Convention celebrated its 50th anniversary. This Convention was designed to operate in a paper world. With the incorporation of new technologies – the e-APP – into the framework of the Convention's operation, however, the Apostille Convention remains as relevant as ever to the production of public documents abroad, even in a digital environment.

At the global level, the Hague Conference has seen the increasing application of its work to trade policies – witness mention of the Apostille Convention by the World Bank in its 2010 *Investing Across Borders Report* as an instrument promoting a regulatory environment more conducive to foreign direct investment – but also to the human rights agenda. With the support of UNICEF and several of its Members, the Hague Conference continued its important work in providing assistance to countries in respect of the implementation of the 1993 Hague Intercountry Adoption Convention, which furthers the objectives of the United Nations *Convention on the Rights of the Child*, among others.

As the Hague Conference takes into account the growing diversity of its membership, the Organisation's work at a regional level continues to expand. The Fourth Asia Pacific Regional Conference was convened in Manila, the Philippines and attracted over 230 delegates. In the Gulf Region, a promising first meeting on the relevance and possible implementation of the Hague Legal Co-operation and Litigation and Child Protection Conventions within the region was held in Doha, Qatar. The Latin American Programme continued to expand, leading to the increasing involvement of Latin American States in the work of the Conference.

The Hague Conference today is increasingly at the service of countless citizens in all continents. Its evolution shows the strength of Asser's saying “*avec patience et courage*”.

Table des matières

Temps forts de l'année 2011 7

Organisation 13

- Conseil sur les affaires générales et la politique 14
- Conseil des Représentants diplomatiques 16
- Commission d'État néerlandaise de droit international privé 16
- Bureau Permanent 16
- Membres de la Conférence et adoption des Conventions de La Haye 18
- Coopération avec les gouvernements et d'autres organisations et institutions internationales 20

Élaboration de nouveaux instruments 25

- Travaux en cours 26
- Travaux futurs 28

Services post-conventionnels 35

- Protection internationale des enfants et des adultes vulnérables, relations familiales et patrimoniales internationales 38
- Entraide judiciaire et administrative et contentieux international 48
- Droit commercial et financier international 54

Développements régionaux / Centre international d'études judiciaires et d'assistance technique 57

- Développements régionaux 58
- Le Centre et ses programmes d'assistance technique spécifiques aux Conventions 68
- Financement du Centre 80

Annexes 82

Contents

Highlights of 2011 7

Organisation 13

- Council on General Affairs and Policy 15
- Council of Diplomatic Representatives 17
- Standing Government Committee on Private International Law 17
- Permanent Bureau 17
- Membership of the Conference and acceptance of Hague Conventions 19
- Co-operation with governments and with other international organisations and institutions 21

Development of new instruments 25

- Current work 27
- Future work 29

Post-Convention Services 35

- International Protection of Children and Vulnerable Adults, International Family and Family Property Relations 39
- International Legal Co-operation and Litigation 49
- International Commercial and Financial Law 55

Developments at the regional level / International Centre for Judicial Studies and Technical Assistance 57

- Regional developments 59
- The Centre and its Convention-specific Technical Assistance Programmes 69
- Centre funding 81

Annexes 83



Highlights of 2011

Temps forts de l'année 2011

Les événements ci-dessous ont marqué le programme de travail de la Conférence de La Haye en 2011. Ils sont repris plus loin dans les parties auxquelles ils se rapportent.

Sixième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 et de la Convention Protection des enfants de 1996 (première partie)¹

8

Du 1er au 10 juin 2011, la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 et de la Convention Protection des enfants de 1996 s'est réunie à La Haye. Ces deux Conventions sont d'importants instruments multilatéraux ratifiés par de nombreux États, qui visent à protéger la sécurité et le bien-être des enfants dans le monde entier. Les discussions ont porté sur la coopération entre les Autorités centrales, le traitement des demandes de retour fondées sur la Convention de 1980, le rôle des Autorités centrales en vertu des Conventions de 1980 et de 1996, le droit de visite / droit d'entretenir un contact et la formation en vertu de ces deux Conventions, les problèmes de violence conjugale dans le cadre des procédures de retour, l'accès à la justice, la voix de l'enfant sur les questions concernant les deux Conventions, les communications judiciaires directes et les réseaux judiciaires, l'utilisation des Guides de bonnes pratiques et du Manuel pratique sur la Convention de 1996 et la médiation en cas de problèmes transfrontières concernant des enfants.

Réunion interaméricaine de juges du Réseau international de La Haye et d'Autorités centrales concernant l'enlèvement international d'enfants²

La réunion interaméricaine du Réseau international de juges de La Haye et des Autorités centrales sur l'enlèvement international d'enfants s'est tenue à Mexico du 23 au 25 février 2011 afin d'étudier les améliorations qui pourraient être apportées au fonctionnement de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 et à la mise en œuvre de la Convention Protection des enfants de 1996 entre les vingt et un pays représentés.

Premier séminaire judiciaire sur la coopération judiciaire internationale en matière civile et commerciale dans la région du Golfe³

Le premier séminaire judiciaire sur la coopération judiciaire internationale en matière civile et commerciale dans la région du Golfe s'est tenu à Doha (Qatar) du 20 au 22 juin 2011. Environ 80 participants d'États membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) se sont réunis pour discuter de l'intérêt et de la mise en œuvre éventuelle des Conventions relatives à l'entraide judiciaire et administrative, au contentieux international et à la protection des enfants dans la région du Golfe.

À la lumière des échanges, les participants sont convenus d'étudier la possibilité de faire traduire en arabe toutes les Conventions de La Haye et les documents associés tels les Rapports explicatifs, ainsi que l'intégralité du site Internet de la Conférence, et de faire part des informations et des autres avantages procurés par le séminaire aux organismes et autorités responsables dans les différents États.

Quatrième conférence Asie-Pacifique⁴

Après trois conférences régionales fructueuses organisées dans la région Asie-Pacifique sur le travail de la Conférence (Malaisie en 2005, Australie en 2007 et Hong Kong en 2008), une quatrième conférence régionale s'est tenue à Manille, Philippines, du 26 au 28 octobre 2011 pour débattre de l'intérêt, de la mise en œuvre et du fonctionnement pratique de plusieurs Conventions de La Haye importantes dans la région Asie-Pacifique.

1 Voir p. 38.
2 Voir p. 60.
3 Voir p. 66.
4 Voir p. 62.

The following presents some of the highlights of the Hague Conference's 2011 work programme. These events are also listed under the relevant sections in the subsequent text of this report.

Sixth Meeting of the Special Commission on the Practical Operation of the 1980 Child Abduction Convention and the 1996 Child Protection Convention (Part I)¹

9

From 1 to 10 June 2011, Part I of the Sixth Meeting of the Special Commission to review the practical operation of the 1980 Child Abduction Convention and the 1996 Child Protection Convention was convened in The Hague. Both Conventions are important, widely ratified multilateral instruments which protect the safety and welfare of children all over the world. Part I of this meeting included discussions on co-operation among Central Authorities; processing return applications under the 1980 Convention; the role of Central Authorities under the 1980 and 1996 Conventions; access / contact and training under both Conventions; domestic violence issues in connection with return proceedings; access to justice; the voice of children in matters concerning both Conventions; direct judicial communications and judicial networking; the use of Guides to Good Practice and the Handbook on the 1996 Convention; and mediation on cross-border issues concerning children.

Inter-American Meeting of International Hague Network Judges and Central Authorities on International Child Abduction²

The Inter-American Meeting of International Hague Network Judges and Central Authorities on International Child Abduction was held in Mexico City from 23 to 25 February 2011 to discuss how to improve the operation of the 1980 Child Abduction Convention and the implementation of the 1996 Child Protection Convention among the twenty-one countries represented.

First Gulf Judicial Seminar on Cross-Frontier Legal Co-operation in Civil and Commercial Matters³

The First Gulf Judicial Seminar on Cross-Frontier Legal Co-operation in Civil and Commercial Matters was held in Doha, Qatar from 20 to 22 June 2011. Approximately 80 participants from Member States of the Gulf Cooperation Council (GCC) met to discuss the relevance and possible implementation of the Hague Legal Co-operation and Litigation and Child Protection Conventions within the GCC region.

In light of the topics discussed, participants agreed to explore possibilities of providing a translation in Arabic of all the Hague Conventions and related documents, such as Explanatory Reports, as well as of the full Hague Conference website, and to share the information and other benefits obtained from the Seminar with the responsible bodies and authorities in the relevant States.

Fourth Asia Pacific Conference⁴

Following the success of three regional conferences in the Asia Pacific on the work of the Hague Conference (Malaysia, 2005; Australia, 2007; and Hong Kong, 2008), a fourth regional conference was convened in Manila, the Philippines from 26 to 28 October 2011 to discuss the relevance, implementation and practical operation of a number of important Hague Conventions within the Asia Pacific region.

1 See p. 39.
2 See p. 61.
3 See p. 67.
4 See p. 63.

Plus de 230 délégués et participants ont assisté à cette manifestation qui était consacrée au droit de la famille, à l'entraide judiciaire et au contentieux international, et plus particulièrement aux Conventions Adoption internationale de 1993 et Apostille de 1961. Les aspects de droit international privé des migrations économiques temporaires et circulaires ont été également évoqués.

Choix de la loi dans les contrats internationaux⁵

Le groupe de travail sur le choix de la loi applicable aux contrats internationaux s'est réuni pour la troisième fois du 28 au 30 juin 2011 à La Haye et a apporté la dernière touche au texte des projets d'articles des futurs Principes de La Haye.

10

Groupe de travail sur l'assistance technique⁶

Les 17 et 18 novembre 2011, à la demande du Conseil sur les affaires générales et la politique, un groupe de travail sur l'assistance technique s'est réuni à La Haye pour examiner le travail de la Conférence en matière d'assistance technique et les problèmes qui se posent dans ce cadre et formuler des recommandations en la matière à l'intention du Conseil sur les affaires générales et la politique.

50e anniversaire de la conclusion de la Convention Apostille de 1961⁷

Le 5 octobre 2011 a marqué le cinquantenaire de la conclusion de la Convention Apostille de 1961. Cet événement a été commémoré à Paris par une manifestation sous les auspices du Ministère français de la Justice et des Libertés, officiellement ouverte par le Ministre français de la Justice et le Secrétaire général de la Conférence. Il coïncidait avec le troisième atelier régional du projet de l'e-App pour l'Europe (après Helsinki et Prague).

Assistance technique au Cambodge⁸

En 2011, le Bureau Permanent a prolongé son assistance au Ministère cambodgien des Affaires sociales, des Vétérans et de la Réhabilitation des jeunes (Autorité centrale du pays pour l'adoption) dans le cadre du Programme d'assistance technique en matière d'adoption internationale (ICATAP). Pendant plusieurs mois, une consultante extérieure a travaillé directement avec l'Autorité centrale afin de former son personnel et de rédiger un manuel de procédure pour aider celui-ci à appliquer la législation et la réglementation aux affaires d'adoption. De plus, le Bureau Permanent a examiné les règlements d'application (Prakas) de la Loi de 2009 sur l'adoption internationale.

5 Voir p. 26.
6 Voir p. 14 et 68.
7 Voir p. 50.
8 Voir p. 70.

Over 230 delegates and participants attended the Manila Conference, which focused specifically on the areas of family law and legal co-operation and litigation, with particular emphasis on the 1993 Intercountry Adoption Convention and the 1961 Apostille Convention. The Conference also considered private international law aspects of temporary and circular economic migration.

Choice of Law in International Contracts⁵

The third meeting of the Working Group on Choice of Law in International Contracts took place in The Hague from 28 to 30 June 2011, where participating experts finalised the text of the draft articles of the future Hague Principles.

Technical Assistance Working Group⁶

On 17 and 18 November 2011, at the request of the Council on General Affairs and Policy, a Working Group on Technical Assistance was convened in The Hague. The Working Group was asked to address several issues involved in the provision of technical assistance by the Hague Conference and to examine and make recommendations to the Council on General Affairs and Policy pertaining to Hague Conference technical assistance work.

50th Anniversary of the Conclusion of the 1961 Apostille Convention⁷

The 50th anniversary of the conclusion of the 1961 Apostille Convention took place on 5 October 2011. The occasion was commemorated by an event in Paris hosted by the Ministry of Justice and Liberties of France and opened by the French Justice Minister and the Secretary General of the Hague Conference. This event coincided with the third regional meeting of the e-APP for Europe project (following previous meetings in Helsinki and Prague).

Technical Assistance in Cambodia⁸

During 2011, the Permanent Bureau continued to provide assistance to Cambodia's Ministry of Social Affairs, Veterans and Youth Rehabilitation (the country's designated Central Authority for adoption) under the Intercountry Adoption Technical Assistance Programme (ICATAP). An external consultant worked for several months directly with the Central Authority, training its staff and drafting a Procedure Manual to assist Central Authority staff apply the law and regulations to adoption cases. In addition, the Permanent Bureau reviewed the regulations (Prakas) for implementing the 2009 law on intercountry adoption.

5 See p. 27.
6 See pp. 15 and 69.
7 See p. 51.
8 See p. 71.

11



Organisation

Conseil sur les affaires générales et la politique

Le Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence (ci-après « le Conseil ») s’est réuni du 5 au 7 avril 2011 dans les locaux de l’Académie, dans l’enceinte du Palais de la Paix, sous la présidence de M. Antti Leinonen, expert de la Finlande.

Parmi de nombreuses activités et discussions, le Conseil a assisté à la signature de la *Convention du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d’autres membres de la famille* par l’Union européenne, à sa ratification par la Norvège, à l’adhésion d’Andorre à la *Convention du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l’exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires* et à la *Convention du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l’enlèvement international d’enfants* ainsi qu’à l’adhésion du Costa Rica à la *Convention du 5 octobre 1961 supprimant l’exigence de la légalisation des actes publics étrangers*, ce pays devenant ainsi le 100^e État contractant à cette Convention.

Le Conseil a également pris des décisions concernant le programme de travail en cours et les travaux futurs de la Conférence. Après avoir examiné et approuvé le large éventail d’activités menées par le Bureau Permanent en 2010 pour promouvoir et garantir la mise en œuvre efficace et le bon fonctionnement des Conventions de La Haye, il a chargé le Bureau Permanent de poursuivre les travaux sur les projets suivants :

- le choix de la loi dans les contrats commerciaux internationaux ;
- les préparatifs de la Sixième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique des Conventions de La Haye de 1980 et 1996, comprenant l’examen de l’opportunité et de la faisabilité d’un protocole à la Convention de 1980 ;
- la médiation dans le cadre du Processus de Malte – le Bureau Permanent étant chargé de faciliter l’adoption et l’application plus générales des Principes pour la mise en œuvre de structures de médiation dans le cadre du Processus de Malte, qui constituent un cadre élémentaire permettant de progresser, et d’étudier la possibilité de développer les Principes ;
- la reconnaissance et l’exécution des jugements à l’étranger – constitution d’un petit groupe d’experts pour étudier le contexte du projet sur les jugements et les récents développements dans ce domaine ;
- les questions de droit international privé concernant le statut des enfants, notamment celles résultant des accords de maternité de substitution à caractère international. S’agissant de ces derniers, le Bureau Permanent a été chargé de recueillir des informations sur les besoins pratiques dans ce domaine, d’étudier les développements comparatifs en droit interne et en droit international privé et d’évaluer les perspectives de consensus sur une approche mondiale dans un rapport préliminaire à présenter au Conseil d’avril 2012.

Outre les éléments précités, le Conseil a décidé d’ajouter au programme de la Conférence le sujet de la reconnaissance des ordonnances de protection rendues par des juridictions civiles étrangères, par exemple dans le contexte de violences conjugales, et a demandé au Bureau Permanent de préparer une note succincte sur le sujet à lui soumettre à sa prochaine réunion afin de l’aider à déterminer s’il convient de poursuivre les travaux dans ce domaine.

Le Conseil a également nommé un groupe de travail à composition non limitée de Membres géographiquement représentatifs de la Conférence⁹ pour examiner les enjeux de l’assistance technique (voir le **Chapitre IV** sur les **Services post-conventionnels**). Le texte complet des Conclusions et Recommandations adoptées par le Conseil est disponible sur le site Internet de la Conférence¹⁰.

9 Les Membres suivants ont été invités à participer au groupe de travail (par région) : Union européenne, Allemagne, Pays-Bas, Suisse, Canada, États-Unis d’Amérique, Argentine, Afrique du Sud, Chine et Australie.

10 Le texte intégral des Conclusions et Recommandations adoptées par le Conseil est disponible sur le site de la Conférence à l’adresse < http://www.hcch.net/upload/wop/genaff_concl2011f.pdf >.

Council on General Affairs and Policy

The Council on General Affairs and Policy (hereinafter “the Council”) of the Hague Conference met from 5 to 7 April 2011 in the Academy Building on the grounds of the Peace Palace in The Hague under the chairmanship of Mr Antti Leinonen, expert from Finland.

Among many other activities and discussions, the Council witnessed the signing of the *Convention of 23 November 2007 on the International Recovery of Child Support and Other Forms of Family Maintenance* by the European Union and its ratification by Norway; the accession to the *Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations* and to the *Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction* by Andorra; and the accession to the *Convention of 5 October 1961 Abolishing the Requirement of Legalisation for Foreign Public Documents* by Costa Rica, which thus became the 100th Contracting State of that Convention.

The Council also took decisions relating to the current and future work of the Conference. It reviewed and approved the wide range of activities undertaken by the Permanent Bureau in 2010 to promote and ensure the effective implementation and operation of the Hague Conventions. The Council also instructed the Permanent Bureau to continue work on the following projects:

- Choice of law in international commercial contracts;
- Preparation for the Sixth Meeting of the Special Commission on the practical operation of the 1980 and 1996 Hague Conventions, including examination of the desirability and feasibility of a protocol to the 1980 Convention;
- Mediation in the context of the Malta Process, *i.e.*, to facilitate wider acceptance and implementation of the Principles for the establishment of mediation structures in the context of the Malta Process as a basic framework for progress and to consider further elaboration of the Malta Principles;
- International recognition and enforcement of judgments, *i.e.*, by setting up a small expert group to explore the background of the Judgments Project and recent developments in this area; and
- Private international law issues surrounding the status of children, including issues arising from international surrogacy arrangements. With regard to the latter, the Permanent Bureau should gather information on the practical needs in the area, examine comparative developments in domestic and private international law, and assess the prospects of achieving consensus on a global approach in a preliminary report to the Council on the issue in April 2012.

In addition to the above items, the Council decided to add to the Agenda of the Hague Conference the topic of the recognition of foreign civil protection orders made, for example, in the context of domestic violence cases, and instructed the Permanent Bureau to prepare a short note on the subject to assist the Council in deciding whether further work on this subject is warranted.

The Council also appointed a geographically-representative⁹ open-ended Working Group to address the issues involved in the provision of technical assistance (see **Chapter IV on Post-Convention Services**). The full text of the Conclusions and Recommendations adopted by the Council is available on the Hague Conference website.¹⁰

9 The following Members were invited to participate in the Working Group (by region): the European Union, Germany, the Netherlands, Switzerland, Canada, the United States of America, Argentina, South Africa, China and Australia.

10 For the full text of the Conclusions and Recommendations adopted by the Council see the Hague Conference website at < http://www.hcch.net/upload/wop/genaff_concl2011e.pdf >.

Conseil des Représentants diplomatiques

Le Conseil des Représentants diplomatiques s’est réuni le 1er juillet 2011 sous la présidence de M. E. Kronenburg, Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères, qui représentait le Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. Le Conseil a approuvé les comptes de l’Exercice financier LV (premier juillet 2009 – 30 juin 2010) présentés par le Secrétaire général de la Conférence et a examiné et validé le projet de budget de l’Exercice LVII (premier juillet 2011 – 30 juin 2012). Il a d’autre part adopté le plan annuel d’allocation d’actifs stratégique et décidé que le groupe de travail sur les pensions l’immeuble examinerait les questions en suspens telles que l’opportunité de vendre l’immeuble ou de verser un loyer au Fonds de réserve des pensions au titre de son occupation par le Bureau Permanent.

16

Le Budget supplémentaire des Exercices financiers LVII-LIX, qui est financé par les contributions volontaires des Membres, a également été examiné. Le projet de budget était auparavant élaboré annuellement, mais le Bureau Permanent a adopté un programme pluriannuel en 2010 afin de favoriser une planification à plus long terme. Le Président a encouragé les États à poursuivre leurs contributions libérales à ce Budget et ce d’autant plus que la généreuse subvention de 500 000 euros versée par les Pays-Bas aux fins de l’assistance technique expire le 30 juin 2012.

Commission d’État néerlandaise de droit international privé

Comme l’indiquait le Rapport annuel 2010, le Professeur Teun Struycken a quitté la Présidence de la Commission d’État néerlandaise de droit international privé le 30 décembre 2010 pour prendre sa retraite. Le Professeur Paul Vlas lui a succédé. Une réception en l’honneur du Professeur Struycken a été donnée au Palais de la Paix lors de la réunion du Conseil sur les affaires générales et la politique. À cette occasion, le Président du Conseil en exercice, M. Antti Leinonen, et l’ancienne Présidente du Conseil, Mme Monique Jametti-Greiner, ont prononcé un discours. Le Professeur Struycken a été décoré de la médaille du mérite du Ministère des Affaires étrangères par le Secrétaire général du Ministère.

Bureau Permanent

M. William Duncan, Secrétaire général adjoint de la Conférence, a pris sa retraite le 30 juin 2011. Dès 1989, le Professeur Duncan a apporté sa longue expérience d’universitaire et de membre de la Commission sur la réforme du droit irlandais à la Conférence, d’abord en tant qu’expert et délégué de l’Irlande puis, à partir de décembre 1997, au sein du Bureau Permanent. M. Duncan a travaillé sans relâche pour les enfants et les familles à la tête du programme de droit de la famille du Bureau Permanent et son expertise et ses précieuses contributions au domaine, ainsi que sa grande sagesse et son soutien seront vivement regrettés. M. Christophe Bernasconi, anciennement Premier Secrétaire, a succédé à M. Duncan au poste de Secrétaire général adjoint.

Mme Frederike Stikkelbroeck a elle aussi quitté le Bureau Permanent au cours de l’été 2011. Mme Stikkelbroeck était Attachée de direction auprès du Secrétaire général et Directeur du Centre international d’études judiciaires et d’assistance technique. Son énergie, sa diligence et son idéalisme étaient, pour l’Organisation, de considérables atouts qui seront regrettés longtemps. Mme Micah Thorner, ancienne Collaboratrice juridique, a repris la direction du Centre.

Deux autres membres du personnel, M. Nicolas Sauvage (septembre 2011) et Mme Sandrine Pépit (avril 2011), ont également quitté le Bureau Permanent cette année. Ces deux Collaborateurs juridiques, qui travaillaient respectivement pour les programmes d’assistance en matière de protection des enfants et en matière d’adoption internationale, ont beaucoup apporté à l’Organisation.

Council of Diplomatic Representatives

The Council of Diplomatic Representatives met on 1 July 2011 and was chaired by Mr E. Kronenburg, Secretary General, Ministry of Foreign Affairs, on behalf of the Minister of Foreign Affairs of the Netherlands. The Council approved the accounts submitted by the Secretary General of the Hague Conference for Financial Year LV (1 July 2009 – 30 June 2010) and discussed and approved the draft Budget for Financial Year LVII (1 July 2011 – 30 June 2012). The Council adopted the Strategic Asset Allocation (SAA) plan for one year and agreed to have the Pensions / Building Working Group examine outstanding issues, such as whether to sell the building or pay rent to the Pension Reserve Fund for the use of the office building occupied by the Permanent Bureau.

The Supplementary Budget for Financial Years LVII-LIX, which seeks voluntary contributions from Members, was also discussed. In the past, the proposed budget was done on an annual basis. In an attempt to foster longer term planning, however, the Permanent Bureau transitioned in 2010 to a multi-year plan. States were encouraged by the Chair to continue to generously contribute to this Budget, particularly because the generous grant from the Netherlands of 500,000 Euros for technical assistance expires on 30 June 2012.

17

Standing Government Committee on Private International Law

As mentioned in the Annual Report 2010, Professor Teun Struycken retired as President of the Standing Government Committee on Private International Law on 30 December 2010 and was succeeded by Professor Paul Vlas. A reception in honour of Professor Struycken took place in the Peace Palace during the meeting of the Council on General Affairs. On this occasion speeches were held by both the current and the previous Chairs of the Council, Mr Antti Leinonen and Mrs Monique Jametti-Greiner. Professor Struycken received the Medal of Merit of the Ministry of Foreign Affairs from the Secretary General of the Ministry.

Permanent Bureau

In 2011, Mr William Duncan, Deputy Secretary General, retired from the Permanent Bureau. Professor Duncan, from 1989 onwards, brought his experience as a long-standing academic and member of the Irish Law Reform Commission to the Conference, initially as an expert and delegate for Ireland. In December 1997 he joined the staff of the Permanent Bureau until his retirement on 30 June 2011. Mr Duncan worked tirelessly for children and families at the helm of the Permanent Bureau’s family law programme and his expertise and invaluable contributions to the field, as well as his general wisdom and support, will be sorely missed. Mr Christophe Bernasconi, formerly First Secretary, assumed the role of Deputy Secretary General following Mr Duncan’s departure.

Ms Frederike Stikkelbroeck also left over the summer of 2011. Ms Stikkelbroeck combined the functions of Attaché to the Secretary General and Director of the International Centre for Judicial Studies and Technical Assistance. Ms Stikkelbroeck’s energy, diligence and idealism were enormous assets to the Organisation which will be missed for years to come. Ms Micah Thorner, a former Legal Officer, assumed Ms Stikkelbroeck’s role as Director of the Centre.

Two additional staff members, Mr Nicolas Sauvage (September 2011) and Ms Sandrine Pepit (April 2011) also departed this past year. As Legal Officers with the Child Protection and Intercountry Adoption programmes respectively, both made important contributions to the Organisation during their tenures.

En juillet 2011, le Bureau Permanent a accueilli Mme Louise Ellen Teitz en qualité de Premier Secrétaire chargée des Conventions Enlèvement d’enfants de 1980 et Protection des enfants de 1996. L’Organisation a également accueilli deux Collaborateurs juridiques : Mme Joëlle Küng (de nationalité suisse) et Mme Emmanuelle Harang (de nationalité française). De plus, Mme Bernadine Rinkel-Teggelaar (de nationalité néerlandaise) a rejoint l’équipe en qualité d’aide-comptable à temps partiel.

Mme Marta Pertegás a été nommée Premier secrétaire en février 2011. Mme Laura Martinez, Coordinatrice du Programme d’assistance technique en matière d’adoption internationale, et M. Ignacio Goicoechea, Collaborateur juridique de liaison pour l’Amérique latine, ont été tous deux promus au rang de Collaborateurs juridiques principaux. Mme Juliane Hirsch, Mme Mayela Celis et Mme Hannah Baker ont été promues Collaborateurs juridiques seniors en 2011.

Au 31 décembre 2011, le Bureau Permanent comptait 25,7 équivalents temps plein (ETP) financés par le Budget régulier (soit 1,2 de moins qu’en 2010) et 1,8 ETP financé par le Budget supplémentaire (soit 1,4 de moins qu’en 2010), originaires de 14 pays.

Le Bureau Permanent a reçu deux fonctionnaires en détachement en 2011, le Juge Jung Hoon Park, du tribunal du district sud de Séoul, Corée du Sud (qui avait commencé son stage en 2010) et Mme Carine Rosalia, des États-Unis d’Amérique (Département d’État américain), ainsi que des stagiaires originaires des pays suivants : Australie (Programme de stages Peter Nygh), Canada, Espagne, États-Unis d’Amérique (Université de New York)¹¹, France, Italie, Japon (Université de Tokyo), Kazakhstan et Vietnam. Une coopération suivie a été maintenue tout au long de l’année avec des établissements d’enseignement supérieur de plusieurs pays.

Membres de la Conférence et adoption des Conventions de La Haye

Le Bureau Permanent, en concertation avec les Membres de la Conférence, continue d’œuvrer à l’expansion raisonnée de celle-ci dans toutes les régions du monde.

Le 19 janvier 2011, Maurice a accepté le Statut de la Conférence, devenant ainsi son 71^e Membre.

Le 27 janvier 2011, le Costa Rica a accepté le Statut de la Conférence, devenant ainsi son 72^e Membre.

Au 31 décembre 2011, la Zambie (15 mars 2004), la Colombie (17 juillet 2006), la République du Liban (28 mai 2010) et le Burkina Faso (7 octobre 2011) étaient également admis en qualité de Membres ; ils rejoindront l’Organisation dès qu’ils auront accepté le Statut.

En outre, le Bureau Permanent a poursuivi son travail de promotion des Conventions de La Haye. Au 31 décembre 2011, 71 Membres et 68 États non membres étaient parties à une ou plusieurs des Conventions de La Haye adoptées depuis 1951¹².

11 Outre un stagiaire de la Faculté de droit de l’Université de New York, le Centre international d’études judiciaires et d’assistance technique de la Conférence a accueilli un stagiaire américain de l’Université d’Oxford, qui prévoit de s’inscrire en doctorat aux États-Unis d’Amérique à l’automne 2012.

12 Les informations sur les signatures, ratifications ou adhésions intervenues en 2011 sont présentées au chapitre intitulé Services post-conventionnels.

The Permanent Bureau welcomed Ms Louise Ellen Teitz as First Secretary for the 1980 Child Abduction Convention and 1996 Child Protection Convention in July 2011. The Organisation also welcomed two new Legal Officers to its team in July 2011: Ms Joëlle Küng (Swiss nationality) and Ms Emmanuelle Harang (French nationality). In addition, Ms Bernadine Rinkel-Teggelaar (Dutch nationality) joined the staff as a part-time Financial Assistant.

Ms Marta Pertegás became First Secretary in February 2011. Intercountry Adoption Technical Assistance Programme Co-ordinator Ms Laura Martínez-Mora and Latin American Liason Legal Officer Mr Ignacio Goicoechea were both promoted to the rank of Principal Legal Officer. Ms Juliane Hirsch, Ms Mayela Celis and Ms Hannah Baker became Senior Legal Officers in 2011.

As of 31 December 2011, the Permanent Bureau consisted of 25.7 Full-Time Equivalent (FTE) staff members funded through the Regular Budget (a reduction of 1.2 from 2010) and 1.8 FTE funded through the Supplementary Budget (a reduction of 1.4 from 2010) from 14 different countries around the world.

The Permanent Bureau hosted in 2011 two officials on secondment, Judge Jung Hoon Park from the Seoul Southern District Court in South Korea (who began his secondment in 2010) and Ms Carine Rosalia from the United States of America (US Department of State), as well as interns from the following countries: Australia (Peter Nygh Internship Programme), Canada, France, Italy, Japan (University of Tokyo), Kazakhstan, Spain, Vietnam and the United States of America (New York University).¹¹ Throughout 2011, the Permanent Bureau maintained ongoing co-operation with a number of academic institutions in several countries.

Membership of the Conference and acceptance of Hague Conventions

The Permanent Bureau, in consultation with its Members, continues to work towards strategically increasing the membership of the Organisation in all regions of the world.

On 19 January 2011, Mauritius accepted the Statute of the Organisation and became the Hague Conference’s 71st Member.

On 27 January 2011, Costa Rica accepted the Statute of the Organisation and became the Hague Conference’s 72nd Member.

As of 31 December 2011, Zambia (15 March 2004), Colombia (17 July 2006), the Republic of Lebanon (28 May 2010) and Burkina Faso (7 October 2011) have also been admitted as Members and will join the Organisation upon acceptance of the Statute.

In addition, the Permanent Bureau continued to devote resources to promoting wider acceptance of the Hague Conventions. By 31 December 2011, 71 Members and 68 non-Member States were Parties to one or more of the Hague Conventions adopted since 1951.¹²

11 In addition to one intern from New York University School of Law, the Hague Conference International Centre for Judicial Studies and Technical Assistance hosted an American intern from Oxford University who plans to matriculate to an American Juris Doctorate programme in the Fall of 2012.

12 For information regarding the signatures, ratifications and accessions that occurred in 2011, see below under Post-Convention Services.

Coopération avec les gouvernements et d’autres organisations et institutions internationales

En 2011, le Secrétaire général a effectué des visites officielles au Costa Rica, aux Philippines, au Qatar et en Russie. De plus, lui-même et d’autres membres du Bureau Permanent se sont rendus, ont donné des conférences ou ont animé des séminaires dans les pays suivants : Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Cambodge, Canada, Chili, Costa Rica, Chypre, Danemark, Équateur, Espagne, États-Unis d’Amérique, Éthiopie, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Irlande, Italie, Kazakhstan, Kenya, Lituanie, Mexique, Oman, Panama, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Qatar, Royaume-Uni, Fédération de Russie, Serbie, Suède, Suisse, République tchèque, Uruguay, Vietnam et Zambie.

20

Le Bureau Permanent a poursuivi sa coopération avec de nombreuses organisations internationales intergouvernementales et non gouvernementales. Le maintien de l’étroite collaboration avec la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) et l’Institut international pour l’unification du droit privé (UNIDROIT) mérite à ce titre une mention particulière¹³. Les chefs des Secrétariats des trois organisations se sont rencontrés à Vienne en mai 2011 pour leur réunion annuelle de coordination et se sont entretenus notamment du projet de « *Publication on Security Interests : Texts of the Hague Conference, UNIDROIT and UNCITRAL* », de la Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises, du choix de la loi applicable aux contrats internationaux, de la version 2010 des Principes UNIDROIT relatifs aux contrats du commerce international (notamment de leur possible application aux contrats de fourniture internationaux), de la formation des juges, de l’assistance technique et de la présence régionale de ces trois organisations dans le monde.

Le Secrétaire général a également participé en qualité d’observateur à la 90^e session du Conseil de direction d’UNIDROIT en mai 2011 (Rome). Dans le cadre de la CNUDCI, le Bureau Permanent a suivi attentivement les développements du Groupe de travail II sur l’arbitrage et la conciliation et a pris une part active aux discussions du Groupe de travail VI sur les aspects de droit international privé du Projet d’annexe au Guide législatif de la CNUDCI consacré aux opérations garanties traitant des sûretés réelles mobilières sur la propriété intellectuelle, et à celles du Groupe de travail III sur le règlement des litiges en ligne.

Au cours de l’année écoulée, le Bureau Permanent a poursuivi son étroite coopération avec de nombreuses autres organisations internationales et nationales. Les organisations avec lesquelles il a travaillé par le passé sont les suivantes :

Académie de droit européen (ERA) • *American Bar Association* (ABA) • *Asian-African Legal Consultative Organization* (AALCO) • *Asociación Americana de Derecho Internacional Privado* (ASADIP) • Association africaine des hautes juridictions francophones (AA-HJF) • Association internationale des femmes juges (AIFJ) • Association des Nations de l’Asie du Sud-Est (ANASE) • *Centre for International Legal Co-operation* (CILC) • Centre UE-Ukraine de conseil stratégique et juridique (UEPLAC) • Chambre de commerce internationale (CCI) • Commission européenne • Commission internationale de l’état civil (CIEC) • Comité des droits de l’enfant des Nations Unies • Conférence spécialisée interaméricaine sur le droit international privé (CIDIP) • Conseil de l’Europe • *Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit* (GTZ) • *Deutsche Stiftung für Internationale rechtliche Zusammenarbeit* (IRZ) • *East African Community* (EAC) • Euromed • *European Association for International Education* (EAIE) • Fédération interaméricaine

13 Voir aussi Doc. info. No 1 de mars 2011 à l’intention du Conseil d’avril 2011 sur les affaires générales et la politique : Aperçu des Conventions et autres instruments établis sous les auspices de la CNUDCI, d’UNIDROIT et de la Conférence de La Haye de droit international privé. Ce document est disponible sur le site de la Conférence à l’adresse < <http://www.hcch.net/upload/wop/gapriinfoif.pdf> >.

Co-operation with governments and with other international organisations and institutions

In 2011, the Secretary General made official visits to Costa Rica, the Philippines, Qatar and Russia. In addition, the Secretary General and other members of the Permanent Bureau made visits to, lectured or gave seminars in: Argentina, Australia, Austria, Belgium, Brazil, Cambodia, Canada, Chile, Costa Rica, Cyprus, the Czech Republic, Denmark, Ecuador, Ethiopia, Finland, France, Germany, Greece, Guatemala, Haiti, Ireland, Italy, Kazakhstan, Kenya, Lithuania, Mexico, the Netherlands, Oman, Panama, the Philippines, Poland, Qatar, the Russian Federation, Serbia, Spain, Sweden, Switzerland, the United Kingdom, the United States of America, Uruguay, Vietnam and Zambia.

21

The Permanent Bureau also continued its co-operation with a large number of intergovernmental as well as non-governmental international organisations. Special mention should be made of the continued close co-operation with the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL) and the International Institute for the Unification of Private Law (UNIDROIT).¹³ The annual co-ordination meeting of the heads of the Secretariats of the three organisations took place in Vienna in May 2011. Among other items, the “Publication on Security Interests Texts of the Hague Conference, UNIDROIT and UNCITRAL”; the Convention on the Limitation Period in the International Sale of Goods; choice of law in international contracts; the 2010 version of the UNIDROIT Principles of Commercial Contracts (including possible relevance for cross-border procurement contracts); judicial training and technical assistance; and each organisation’s regional presence throughout the world were discussed.

The Secretary General also participated as an observer in the 90th session of the UNIDROIT Governing Council in May 2011 (Rome). In the framework of UNCITRAL, the Permanent Bureau closely followed the developments of Working Group II on Arbitration and Conciliation and participated actively in the discussion on the private international law aspects of the Draft Supplement to the UNCITRAL Legislative Guide on Secured Transactions dealing with security rights in intellectual property within Working Group IV and Online Dispute Resolution within Working Group III.

During the past year, the Permanent Bureau continued to work closely with many other international and national organisations. Organisations with which the Permanent Bureau has worked with in the past include:

Academy of European Law (ERA) • African Union • American Bar Association (ABA) • Asian-African Legal Consultative Organization (AALCO) • *Asociación Americana de Derecho Internacional Privado* (ASADIP) • *Association Africaine des Hautes Juridictions Francophones* (AA-HJF) • Association of Southeast Asian Nations (ASEAN) • Centre for International Legal Co-operation (CILC) • *Commission Internationale de l’État Civil* (CIEC) • Commonwealth Secretariat • Council of Europe • *Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit* (GTZ) • *Deutsche Stiftung für Internationale rechtliche Zusammenarbeit* (IRZ) • East African Community (EAC) • Euromed • European Association for International Education (EAIE) • European Commission • European Institute of Public Administration (EIPA) • HiiL (Hague Institute for the Internationalisation of Law) • IberRed (Ibero-American Network on Private International Law) • Inter-American Bar Association (IABA) • Inter-American Children’s Institute (IIN) • Inter-American Specialised Conference on Private International Law (CIDIP) • International

13 See also Info Doc No 1 of March 2011 for the Council on General Affairs and Policy: Overview of Conventions and other instruments, drawn up under the auspices of UNCITRAL, UNIDROIT and the Hague Conference. This document is available on the Hague Conference website at < <http://www.hcch.net/upload/wop/gapriinfoie.pdf> >.

des avocats (FIA) • Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef) • *Hague Institute for the Internationalisation of Law* (HiIL) • IberRed (*Ibero-American Network on Private International Law*) • Institut européen d'administration publique (IEAP) • Institut interaméricain de l'enfant (IIN) • Institut T.M.C. Asser • *International Bar Association* (IBA) • *International Centre for Missing & Exploited Children* (ICMEC) • *International Law Association* (ILA) • *International Swaps and Derivatives Association Inc.* (ISDA) • LegaCarta • *Mercado Común del Sur* (Mercosur) • *National Association of Secretaries of States* (NASS) • *National Child Support Enforcement Association* (NCSEA) • *National Notary Association of the United States of America* (NNA) • *Notary Public Administrators* (NPA) • Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) • Organisation internationale de la francophonie (OIF) • Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) • Organisation des États américains (OEA) • Secrétariat du Commonwealth • Service social international (SSI) • *The Hague Institute for Global Justice* • *TradeMark East Africa* • Union africaine • Union internationale des huissiers de justice (UIHJ) • Union internationale du notariat (UINL) •

Le Bureau Permanent maintient également une coopération fructueuse avec les fonctionnaires de la Municipalité de La Haye. Deux manifestations soutenues par cette dernière méritent une mention particulière :

- Le 21 septembre 2011, le Professeur Paul Lagarde a reçu le Prix de La Haye de droit international. Cette récompense a été instituée en 2002 pour illustrer le statut particulier de « Ville de paix et de justice » de la ville de La Haye. Le Professeur Lagarde a beaucoup apporté à différents titres au travail de la Conférence.
- Une conférence a été organisée le 9 décembre 2011 au Palais de la Paix à La Haye pour commémorer le centième anniversaire du prix Nobel de la paix décerné à Tobias M.C. Asser. La Conférence de La Haye de droit international privé doit son origine à M. Asser, qui a présidé ses quatre premières sessions (1893, 1894, 1900 et 1904).

Association of Women Judges (IAWJ) • International Bar Association (IBA) • International Centre for Missing & Exploited Children (ICMEC) • International Chamber of Commerce (ICC) • International Civil Aviation Organisation (ICAO) • International Law Association (ILA) • International Social Service (ISS) • International Swaps and Derivatives Association Inc. (ISDA) • International Union of Judicial Officers (UIHJ) • International Union of Latin Notaries (UINL) • LegaCarta • *Mercado Común del Sur* (MERCOSUR) • National Association of Secretaries of States (NASS) • National Child Support Enforcement Association (NCSEA) • National Notary Association of the United States of America (NNA) • Notaries Public Administrators (NPA) • Organisation for Security and Co-operation in Europe (OSCE) • *Organisation internationale de la Francophonie* (OIF) • Organization of American States (OAS) • T.M.C. Asser Institute • The Hague Institute for Global Justice • TradeMark East Africa • Ukraine-European Policy and Legal Advice Centre (UEPLAC) • United Nations Children's Fund (UNICEF) • United Nations Committee on the Rights of the Child.

The Permanent Bureau also continues its fruitful co-operation with officials from the Municipality of The Hague. Two manifestations supported by the Municipality deserve to be mentioned in particular:

- On 21 September 2011, Professor Paul Lagarde was awarded the Hague Prize for International Law. This award was established in 2002 to reflect the special position of the city of The Hague as “City of Peace and Justice”. Professor Lagarde has made in different capacities an enormous contribution to the work of the Conference.
- A conference took place on 9 December 2011 in the Peace Palace in The Hague to commemorate the centennial of the award of the Nobel Peace Prize to Tobias M.C. Asser. Asser laid the foundation for the Hague Conference on Private International Law and presided over its first four sessions (1893, 1894, 1900 and 1904).



Élaboration de nouveaux instruments

Development of new instruments

Travaux en cours

La Conférence de La Haye joue un rôle de premier plan dans l’élaboration du droit international privé en répondant à de nouveaux besoins mondiaux, son principal instrument à cet égard étant le traité multilatéral ou Convention. De plus – et souvent en sus des instruments contraignants – la Conférence peut travailler sur des règles non contraignantes ou Guides de bonnes pratiques. Lors de sa réunion d’avril 2011, le Conseil a examiné les activités du Bureau Permanent et pris plusieurs décisions concernant ses travaux en cours et futurs.

I Médiation transfrontière en matière familiale

26

La rédaction du Guide de bonnes pratiques sur la médiation en vertu de la Convention Enlèvement d’enfants de 1980 s’est poursuivie en 2011. Après une réunion du groupe de travail d’experts chargé d’examiner le projet à La Haye en février 2011, le Bureau Permanent a établi le projet de guide et l’a diffusé en mai 2011 aux Membres de la Conférence et aux États contractants à la Convention dans la perspective de la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention Enlèvement d’enfants de 1980 et de la Convention Protection des enfants de 1996¹⁴. La Commission spéciale de juin 2011 a réservé un bon accueil au projet de Guide. De plus, les experts ont demandé au Bureau Permanent d’y apporter des révisions à la lumière de leurs commentaires et avis. La version révisée sera diffusée au premier semestre 2012 aux Membres et aux États contractants pour une dernière consultation avant publication¹⁵.

2 Choix de la loi dans les contrats internationaux¹⁶

La Convention Élection de for de 2005¹⁷ a marqué une étape importante dans les travaux en cours en vue de promouvoir l’autonomie de la volonté dans les contrats internationaux à l’échelle mondiale. Cependant, si la Convention garantit aux parties la liberté de choisir une juridiction compétente, elle ne règle pas la question du choix de la loi applicable dans les contrats internationaux. C’est sur cette dimension de l’autonomie de la volonté que le Bureau Permanent axe ses recherches depuis 2006.

Un groupe de travail composé d’experts du droit international privé et du droit commercial international a été constitué en 2010. Le Conseil de 2011 a salué les avancées réalisées par ce groupe de travail, notamment l’adoption de projets d’articles, et l’a encouragé à poursuivre ses travaux. Lors d’une troisième réunion à La Haye du 28 au 30 juin 2011¹⁸, le groupe de travail a finalisé le texte des projets d’articles des futurs Principes (« projet de Principes de La Haye ») et recensé les points justifiant un complément de discussion dans un commentaire et un document sur les choix législatifs en annexe. Les points sur lesquels il convient de revenir comprenaient notamment : la justification sous-jacente au principe de l’autonomie de la volonté, les considérations d’intérêt public, la notion de consentement, le rôle des règles supplétives, le choix de règles non étatiques, la pertinence de la loi interrégionale, le champ d’application de la loi choisie, la validité formelle du contrat, les tiers et la cession de créances.

14 Voir aussi p. 38.

15 Voir Conclusions et Recommandations de la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l’enlèvement international d’enfants* et de la *Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l’exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants*, disponibles sur le site de la Conférence à l’adresse < http://www.hcch.net/upload/wop/concl28sc6_f.pdf > para. 58 et 59.

16 Tous les documents préparatoires relatifs à ce projet sont disponibles sur le site de la Conférence à l’adresse < http://www.hcch.net/index_fr.php?act=text.display&tid=49 >.

17 Convention de La Haye du 30 juin 2005 sur les accords d’élection de for.

18 Le Groupe de travail sur le choix de la loi applicable aux contrats internationaux s’est réuni une première fois le 21 et le 22 janvier 2010, puis du 15 au 17 novembre 2010.

Current work

The Hague Conference plays a leadership role in the development of private international law by responding to new global needs. Its principal vehicle in this regard is the multilateral treaty or Convention. In addition – and often as a supplement to binding instruments – the Conference may work on non-binding rules or Guides to Good Practice. At its April 2011 meeting, the Council reviewed the activities of the Permanent Bureau and took a number of decisions concerning current and future work.

I Cross-border mediation in family matters

In 2011 progress was made in the development of the Guide to Good Practice on Mediation under the 1980 Child Abduction Convention. A meeting of the Expert Working Group to discuss the draft Guide took place in The Hague in February 2011. Following the meeting, the draft Guide was prepared by the Permanent Bureau and was circulated in May 2011 to the Members of the Conference and Contracting States to the 1980 Convention in advance of Part I of the Sixth Meeting of the Special Commission to review the practical operation of the 1980 Convention and the 1996 Child Protection Convention.¹⁴ The Special Commission of June 2011 welcomed the draft Guide. In addition, the experts asked the Permanent Bureau to make revisions in light of their comments. The revised version will be circulated in the first part of 2012 to Members and Contracting States for final consultations before publication.¹⁵

27

2 Choice of law in international contracts¹⁶

The 2005 Choice of Court Convention¹⁷ marked a significant step in the work currently underway to promote party autonomy in international contracts on a global scale. However, while the Convention guarantees the parties’ freedom to choose a jurisdiction, it does not settle the issue of the choice of the applicable law in international contracts. It is this aspect of party autonomy that has been the subject of research by the Permanent Bureau since 2006.

In 2010, a Working Group consisting of experts in the field of private international law and international commercial law was established. The 2011 Council welcomed the progress made by the Working Group, notably the adoption of draft articles, and encouraged the continuation of the work. The third meeting of this Working Group took place in The Hague from 28 to 30 June 2011.¹⁸ The participating experts finalised the text of the draft articles of the future Principles (“draft Hague Principles”) and identified issues that warrant further discussion in an accompanying commentary and / or a policy document. Issues to be elaborated on included, among others: the justification for party autonomy; public interest considerations; the notion of consent; the role of gap-filling rules; the choice of non-State law; the relevance of inter-regional law; the scope of the chosen law; the formal validity of the contract; third parties; and assignment.

14 See also p. 39.

15 See Conclusions and Recommendations of Part I of the Sixth Meeting of the Special Commission to review the operation of the *Hague Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction* and the *Hague Convention of 19 October 1996 on Jurisdiction, Applicable Law, Recognition, Enforcement and Co-operation in respect of Parental Responsibility and Measures for the Protection of Children*, available at < http://www.hcch.net/upload/wop/concl28sc6_e.pdf > paras. 58 and 59.

16 For all preparatory documents related to this project see the Hague Conference website at < http://www.hcch.net/index_en.php?act=text.display&tid=49 >.

17 *Hague Convention of 30 June 2005 on Choice of Court Agreements*.

18 The first and second meetings of the Working Group on Choice of Law in International Contracts took place on 21 and 22 January 2010 and from 15 to 17 November 2010, respectively.

En fin d'année, le groupe de travail a établi un document décrivant la substance des projets d'articles et indiquant les choix législatifs sous-jacents, conformément à la demande du Conseil de 2011.

3 Lignes de conduite émergentes et Principes généraux relatifs aux communications judiciaires

La première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 et de la Convention Protection des enfants de 1996 a donné son aval de principe aux Lignes de conduite émergentes et Principes généraux relatifs aux communications judiciaires, comprenant les garanties communément acceptées pour les communications judiciaires directes dans des affaires particulières, dans le contexte du Réseau international de juges de La Haye, sous réserve que le Bureau Permanent révisé le document à la lumière des discussions de la Commission spéciale (voir p. 38 pour plus d'informations sur la Commission spéciale.)

Travaux futurs

Le Conseil sur les affaires générales et la politique de 2011 a examiné les domaines possibles de travaux ci-dessous en réservant sa position quant à leur priorité en dernière instance pour la Conférence.

1 Opportunité et faisabilité d'un protocole à la Convention Enlèvement d'enfants de 1980

En 2011, le Bureau Permanent a poursuivi ses consultations sur l'opportunité et la faisabilité d'un protocole à la Convention Enlèvement d'enfants de 1980, qui prévoirait des règles auxiliaires destinées à améliorer son fonctionnement¹⁹. Plusieurs experts universitaires, judiciaires et d'autres horizons ont soumis leurs vues sur cette question. Ces consultations ont été suivies de la diffusion, en décembre 2010, d'un questionnaire adressé aux États parties et aux Membres. Cependant, compte tenu des réponses au questionnaire et des réunions avec plusieurs Membres et États parties, il n'a pas semblé possible de trouver un consensus pour solliciter à ce jour un mandat du Conseil afin de travailler sur un protocole²⁰.

2 Accès au contenu du droit étranger

Plusieurs parties prenantes ont été consultées sur la nécessité d'un instrument susceptible d'aider les juridictions ayant à connaître d'affaires impliquant l'administration d'un droit étranger à y accéder facilement et à déterminer son contenu. Les résultats ont été présentés au Conseil en 2010. À l'invitation de celui-ci, le Bureau Permanent a poursuivi ses travaux tout au long de l'année afin de faciliter l'échange d'informations relatives au droit étranger et l'accès à celles-ci dans le contexte des Conventions de La Haye. Le Conseil a été informé de la tenue d'une conférence conjointe avec la Commission européenne sur l'accès au droit étranger, prévue début 2012. Aucune décision n'a été prise quant à l'élaboration éventuelle d'un instrument dans ce domaine.

19 Doc. pré-l. No 14 de février 2011 à l'intention du Conseil d'avril 2011 sur les affaires générales et la politique de la Conférence, disponible sur le site de la Conférence < <http://www.hcch.net/upload/wop/genaff2011pd14f.pdf> >. Cette question a été examinée à la lumière d'une proposition présentée par la Suisse en 2006 lors de la Commission spéciale sur la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 et dans le contexte des travaux réalisés par la Conférence sur les contacts transfrontières. Voir aussi les Conclusions et Recommandations adoptées par le Conseil d'avril 2010 sur le site de la Conférence à l'adresse < http://www.hcch.net/upload/wop/genaff_concl2011f.pdf >.

20 Doc. pré-l. No 13 de mars 2011 à l'intention du Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence, disponible sur le site de la Conférence à l'adresse <<http://www.hcch.net/upload/wop/genaff2011pd13f.pdf>>. Il faut souligner en outre que la Suisse, qui avait initialement proposé un protocole, a indiqué qu'elle ne souhaite pas que le projet de protocole de 2007 soit considéré comme un document de travail en janvier 2012.

Towards the end of 2011, the Working Group prepared a succinct document highlighting the substance of the draft articles and indicating the policy choices involved, as requested by the 2011 Council.

3 Emerging Guidance and General Principles for Judicial Communications

Part I of the Sixth Meeting of the Special Commission to review the practical operation of the 1980 Child Abduction Convention and the 1996 Child Protection Convention gave its general endorsement to the Emerging Guidance and General Principles for Judicial Communications, including Commonly Accepted Safeguards for Direct Judicial Communications in Specific Cases, within the context of the International Hague Network of Judges, subject to the Permanent Bureau revising the document in light of the discussions at the Special Commission. (See p. 39 for more information on the Special Commission.)

Future work

The 2011 Council on General Affairs and Policy discussed the following possible topics for future work, reserving its position on their ultimate priority for the Hague Conference.

1 Desirability and feasibility of a protocol to the 1980 Child Abduction Convention

In 2011 the Permanent Bureau continued consultations concerning the desirability and feasibility of a protocol to the 1980 Child Abduction Convention, which would contain auxiliary rules intended to improve the Convention's operation.¹⁹ A number of academics and judicial and other professional experts submitted their views on this issue. These consultations were followed by the circulation of a questionnaire in December 2010 to Members and States Parties in order to include their views as well. Based on the outcome of responses to the questionnaire and meetings with several Members and States Parties, however, it did not appear possible to achieve consensus in seeking a mandate from the Council to work on a protocol at this time.²⁰

2 Accessing the content of foreign law

Consultations were held with various stakeholders to solicit their views on the need for an instrument that could assist courts that hear cases involving the application of foreign law to have easy access to this law and ascertain its content. The results were reported to the Council in 2010. Upon the Council's invitation, the Permanent Bureau continued its work to facilitate access to, and exchange of information concerning, foreign law in the context of existing Hague Conventions through 2011. The Council was informed of a joint Conference with the European Commission on access to foreign law, scheduled to take place in early 2012. No decision has been taken on the possible development of an instrument in this area.

19 Prel. Doc. No 14 of February 2011 for the attention of the Council of April 2011 on General Affairs and Policy of the Conference, available on the Hague Conference website at < <http://www.hcch.net/upload/wop/genaff2011pd14e.pdf> >. This matter was considered in the light of a specific proposal made by Switzerland in 2006 during the Special Commission on the 1980 Child Abduction Convention, as well as in the context of the work carried out by the Hague Conference on transfrontier contact. See also the Conclusions and Recommendations adopted by the Council of April 2011 on the Hague Conference website at < http://www.hcch.net/upload/wop/genaff_concl2011e.pdf >.

20 Prel. Doc. No 13 of March 2011 for the attention of the Council of General Affairs and Policy of the Conference, available on the Hague Conference website at < <http://www.hcch.net/upload/wop/genaff2011pd13e.pdf> >. In addition, it should be noted that Switzerland, the original proponent of a protocol, has indicated that it does not at this time seek to have the draft protocol of 2007 considered as a working document in January 2012.

3 *Poursuite du projet sur les jugements*

Lors de sa réunion de 2010, le Conseil a décidé d’attendre l’entrée en vigueur de la Convention Élection de for de 2005 pour reprendre sa réflexion sur l’opportunité de travaux exploratoires concernant les jugements en matière civile et commerciale. Au vu des activités de promotion et des développements régionaux qui ont suivi²¹, le Conseil a décidé en 2011 qu’il conviendrait de constituer un petit groupe d’experts pour examiner le contexte du projet sur les jugements et les récents développements afin de déterminer les suites à donner au projet. À cette occasion, le Conseil a souligné que les futurs travaux éventuels ne doivent pas interférer avec les efforts du Bureau Permanent pour promouvoir l’entrée en vigueur de la Convention Élection de for de 2005²².

30

À la suite de la décision du Conseil, le Bureau Permanent a pris plusieurs mesures pour faciliter le travail du groupe d’experts, à commencer par la création d’un nouvel espace spécialisé consacré au projet sur les jugements sur le site de la Conférence en décembre 2011, afin de fournir des informations utiles et aisément accessibles sur l’ample documentation produite par la Conférence dans le cadre de ce projet. Cet espace spécialisé présente une chronologie détaillée du projet, des liens vers la documentation utile et les travaux antérieurs, un résumé des travaux conduits depuis 2010 et une abondante bibliographie. Ensuite, le Bureau Permanent a suivi les récents développements bilatéraux et régionaux relatifs aux jugements en matière civile et commerciale. Enfin, il a pris contact avec diverses parties prenantes concernant la composition du groupe d’experts et le calendrier de ses travaux. Le groupe d’experts doit se réunir en 2012 et devrait présenter ses conclusions au Conseil, qui statuera sur les travaux futurs en la matière.

4 *Questions de droit international privé concernant le statut des enfants, notamment celles résultant des accords de maternité de substitution à caractère international*

Le Conseil de 2011 a invité le Bureau Permanent à entreprendre des travaux approfondis sur le large éventail de questions découlant des accords de maternité de substitution à caractère international, lesquels impliquent souvent des problèmes d’établissement ou de reconnaissance de la filiation légale de l’enfant, outre les conséquences juridiques d’une telle décision (par exemple, la nationalité de l’enfant, le statut en matière d’immigration, la personne ayant la responsabilité parentale de l’enfant, celle qui a une obligation alimentaire vis-à-vis de l’enfant, etc.). Des problèmes se posent également parce qu’il est fréquent que les parties à ces accords soient vulnérables ou se mettent en danger. Il est indéniable que la maternité de substitution est aujourd’hui une pratique mondiale en plein essor qui a engendré tout un ensemble de problèmes, en particulier lorsque les parties aux accords de maternité de substitution résident dans des pays différents.

Le nouveau mandat donné par le Conseil de la Conférence charge le Bureau Permanent de recueillir des informations sur les besoins juridiques pratiques en la matière, sur les développements comparatifs en droit interne et en droit international privé et sur les perspectives de consensus autour d’une approche mondiale face à la problématique des accords de maternité de substitution à caractère international.

21 Ces développements sont retracés dans le Doc. préI. No 12 de mars 2011 à l’intention du Conseil d’avril 2011 sur les affaires générales et la politique de la Conférence, disponible sur le site de la Conférence à l’adresse < <http://www.hcch.net/upload/wop/genaff2011pd12f.pdf> >.

22 Tous les documents relatifs à cette réunion sont disponibles sur le site de la Conférence, sous la rubrique « Travaux en cours », puis « Affaires générales » à l’adresse < http://www.hcch.net/index_fr.php?act=progress.listing&cat=5 >.

3 *Continuation of the Judgments Project*

At its meeting in 2010, the Council had concluded that any exploratory work on judgments in civil and commercial matters would be further considered following the entry into force of the 2005 Choice of Court Convention. In view of subsequent promotional activities and regional developments,²¹ the Council decided at its meeting in 2011 that it would be appropriate to assemble a small expert group to explore the background of the Judgments Project and recent developments, with the aim of assessing the possible merits of resuming the Project. In coming to this decision, the Council stressed that any future work in the area should not interfere with the ongoing efforts of the Permanent Bureau to promote the entry into force of the 2005 Choice of Court Convention.²²

31

In response to the Council’s decision, the Permanent Bureau has taken a number of steps to facilitate the work of the expert group. First, the Permanent Bureau launched a new “Judgments Project Section” of the Hague Conference website in December 2011 to provide useful and readily accessible information on the abundant materials produced by the Hague Conference over the course of the Judgments Project. The specialised section comprises a detailed chronology of the Judgments Project; links to relevant documentation and previous work; a summary of work carried out since 2010; and an extensive bibliography. Second, the Permanent Bureau has been monitoring recent bilateral and regional developments relating to judgments in civil and commercial matters. Finally, the Permanent Bureau has been liaising with various stakeholders regarding the composition of the expert group and a timetable for its work. It is expected that the expert group will meet in 2012 and report its findings to Council for a decision regarding future work on this topic.

4 *Private international law issues surrounding the status of children, including issues arising from international surrogacy arrangements*

The 2011 Council invited the Permanent Bureau to begin detailed work on the broad range of issues arising from international surrogacy arrangements. International surrogacy cases often involve problems concerning the establishment or recognition of the child’s legal parentage in addition to the legal consequences which flow from such a determination (e.g., the child’s nationality, immigration status, who has parental responsibility for the child, who is under a duty to maintain the child, etc.). Problems also arise because the parties involved in such an arrangement may often be vulnerable or put themselves at risk of harm. It is now a simple fact that surrogacy is a booming, global practice which has created a host of problems, particularly when surrogacy arrangements involve parties in different countries throughout the world.

The new mandate issued by the Hague Conference’s Council requires the Permanent Bureau to gather information on the practical legal needs in the area; comparative developments in domestic and private international law; and the prospects of achieving consensus on a global approach to addressing international surrogacy issues.

21 These developments are documented in Prel. Doc. No 12 of March 2011 for the attention of the Council of General Affairs and Policy of the Conference, available on the Hague Conference website at < <http://www.hcch.net/upload/wop/genaff2011pd12e.pdf> >.

22 All documents related to this meeting are available on the Hague Conference website under “Work in Progress” then “General Affairs” at < http://www.hcch.net/index_en.php?act=progress.listing&cat=5 >.

5 Application de techniques de droit international privé à certains aspects des migrations internationales

32

Le Bureau Permanent a suggéré au Conseil que certaines des techniques mises au point par la Conférence aux fins de la coopération transfrontière en matière administrative et judiciaire, et appliquées et étendues par la suite à la protection des enfants et des adultes vulnérables, pourraient se prêter à une application graduelle à un nombre limité de questions précises qui se posent dans le contexte des migrations internationales. Il est proposé d'établir un mécanisme de coopération qui ne modifierait pas les conditions de fond et n'aurait pas d'incidence sur les droits souverains des États de contrôler le nombre et les catégories de migrants admis sur leur territoire ni la durée de leur séjour. Les principaux points abordés sont les suivants : (i) l'agrément des intermédiaires, (ii) les envois de fonds effectués par les travailleurs à l'étranger et (iii) la coopération administrative en matière de programmes de migration circulaire ou temporaire. Toute organisation désireuse d'établir un cadre de gouvernance mondiale dans ce domaine pourrait adopter le « modèle de La Haye » d'entraide internationale.

6 Reconnaissance internationale des ordonnances de protection rendues par une juridiction civile étrangère

En 2011, le Conseil ajouté un nouveau thème au programme de la Conférence concernant la reconnaissance internationale des ordonnances de protection rendues par une juridiction civile étrangère, par exemple en cas de violence conjugale. Le Bureau Permanent a reçu instruction d'établir une brève note sur le sujet pour aider le Conseil à se prononcer sur l'opportunité de travaux dans ce domaine.

7 Autres travaux possibles

Le Conseil a invité le Bureau Permanent à suivre les développements dans les domaines suivants :

- a les questions de droit international privé soulevées par la société de l'information, notamment le commerce électronique, l'e-justice et la protection des données²³ ;
- b la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de succession ;
- c la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des jugements relatifs aux couples non mariés ; et
- d l'évaluation et l'analyse des questions juridiques transfrontières relatives aux sûretés, en tenant compte des travaux menés par d'autres organisations internationales.

23 La question de la protection des données a été ajoutée à la suite d'une discussion sur les flux transfrontaliers de données et la protection de la vie privée ; voir Doc. pré-l. No 13 de mars 2010 à l'intention du conseil d'avril 2010 sur les affaires générales et la politique de la Conférence, disponible sur le site de la Conférence à l'adresse < <http://www.hcch.net/upload/wop/genaff2010pd13f.pdf> >.

5 The application of certain private international law techniques to aspects of international migration

33

The Permanent Bureau has suggested to the Council that some of the techniques developed by the Hague Conference for cross-border co-operation in the context of international judicial and administrative co-operation, and later applied and extended to the area of protection of children and vulnerable adults, might lend themselves to an incremental and progressive application to a limited number of specific issues that arise in the context of international migration. The proposal is to establish a co-operative framework which would leave substantive law requirements and States' sovereign rights to control the numbers and categories of migrants admitted to their territories or the duration of their stay completely intact. The principal topics addressed are: (i) the licensing of intermediaries; (ii) remittances; and (iii) administrative co-operation in respect of circular or temporary migration programmes. The "Hague model" for cross-border co-operation might be taken up by any organisation interested in developing a framework for global governance in this field.

6 Cross-border recognition of civil protective orders

In 2011 the Council added a new topic to the Agenda of the Hague Conference concerning the cross-border recognition of foreign civil protection orders made, for example, in the context of domestic violence cases. The Permanent Bureau was instructed to prepare a short note on the subject to assist the Council in deciding whether future work on this subject is warranted.

7 Other possible future work

The Council invited the Permanent Bureau to continue to follow developments in the following areas:

- a questions of private international law raised by the information society, including electronic commerce, e-justice and data protection;²³
- b jurisdiction, and recognition and enforcement of decisions in matters of succession upon death;
- c jurisdiction, applicable law and recognition and enforcement of judgments in respect of unmarried couples; and
- d assessment and analysis of transnational legal issues relating to security interests, specifically taking into account the work undertaken by other international organisations.

23 The issue of data protection was added following a discussion on the note on cross-border data flows and protection of privacy, Prel. Doc. No 13 of March 2010 for the attention of the Council of April 2010 on General Affairs and Policy of the Conference, available on the Hague Conference website at < <http://www.hcch.net/upload/wop/genaff2010pd13e.pdf> >.



Services Post-Conventionnels |
**Protection internationale des enfants et
des adultes vulnérables, relations
familiales et patrimoniales
internationales**

Services Post-Conventionnels |
**Entraide judiciaire et administrative et
contentieux international**

Services Post-Conventionnels |
**Droit commercial et financier
international**

Post-Convention Services |
**International Protection of Children and
Vulnerable Adults, International Family
and Family Property Relations**

Post-Convention Services |
**International Legal Co-operation
and Litigation**

Post-Convention Services |
**International Commercial and
Financial Law**

> Services Post-Conventionnels

La Conférence a accompli un véritable travail de pionnier en élaborant diverses méthodes de suivi, de soutien et d'examen du fonctionnement des Conventions, en particulier celles qui régissent l'entraide administrative et judiciaire transfrontière. Les services post-conventionnels décrits dans ce chapitre se déclinent en quatre grandes activités :

- administration des traités et gestion des réseaux internationaux d'Autorités centrales et d'autres organismes chargés de la mise en œuvre des Conventions de La Haye²⁴ ;
- suivi, examen et adaptation des Conventions²⁵ ;
- promotion et développement²⁶ ; et
- mise à disposition d'outils à caractère général afin de faciliter la mise en œuvre et le fonctionnement pratique des Conventions de La Haye²⁷.

Plusieurs activités post-conventionnelles de la Conférence s'inscrivent aujourd'hui dans le cadre de programmes régionaux ou de programmes d'assistance technique dédiés à certaines Conventions, qui desservent un État ou des groupes d'États précis et visent à faciliter la mise en œuvre et le fonctionnement des Conventions. Ces programmes sont conduits avec l'appui du Centre international d'études judiciaires et d'assistance technique.

En 2011, le Bureau Permanent a continué à étoffer ses services post-conventionnels dans ses trois grands domaines de travail : la protection internationale des enfants et des adultes vulnérables et les relations familiales et patrimoniales internationales, l'entraide judiciaire et administrative et le contentieux international, le droit commercial et financier international.

> Post-Convention Services

The Hague Conference has been a pioneer in developing various methods of monitoring, supporting and reviewing the operation of its Conventions, in particular those providing for cross-border judicial and administrative co-operation. The Post-Convention Services described in this chapter are divided into four main activities:

- treaty administration and maintaining the international networks of Central Authorities and other bodies charged with implementation of the Hague Conventions;²⁴
- monitoring, review and adaptation of Hague Conventions;²⁵
- promotion and development;²⁶ and
- providing general tools to facilitate the implementation and practical operation of Hague Conventions.²⁷

Several of the Conference's post-Convention activities now take the form of regional programmes or are Convention-specific technical assistance programmes for targeted States or groups of States to facilitate the implementation and operation of the Conventions. Such programmes are undertaken with the support of the International Centre for Judicial Studies and Technical Assistance.

During 2011 the Permanent Bureau continued its development of Post-Convention Services in its three main areas of work: international protection of children and vulnerable adults, international family and family property relations; international legal co-operation and litigation; and international commercial and finance law.

24 Le site de la Conférence est à cet égard un outil d'information important ; une base de données permet d'accéder à toutes les informations, y compris aux documents qui ne sont pas rédigés dans les langues officielles de la Conférence.

25 Ces activités recouvrent les réunions de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique d'une Convention, des séminaires avec les Autorités centrales ou le corps judiciaire ou d'autres réunions d'experts, des recherches conduites au moyen de questionnaires et de projets de recherche collaboratifs, la mise à jour des bases de données statistiques INCASTAT et INCADAT (voir p. 40 et 42) et l'actualisation régulière des bibliographies des Conventions de La Haye.

26 Ces activités recouvrent la promotion des ratifications et des adhésions aux Conventions de La Haye par des séminaires régionaux, des déplacements dans les pays, des brochures, des articles, la participation à des conférences et travaux exploratoires, l'expansion des réseaux par des publications, des séminaires, des communications judiciaires directes par le biais des juges de réseau, des réunions d'associations de Barreaux, des conférences universitaires et des réunions d'ONG.

27 Les principaux outils d'aide à la mise en œuvre sont les Guides de bonnes pratiques, les sessions d'information, d'assistance technique et de formation, l'aide à la rédaction ou l'examen des projets de loi et les Commission spéciales sur la mise en œuvre des Conventions de La Haye. Les outils favorisant une interprétation homogène et les bonnes pratiques sont les Manuels pratiques, une base de données des décisions judiciaires (INCADAT) et les séminaires de formation. Les problèmes peuvent être résolus par des conseils techniques et juridiques et des conseils ou l'intervention d'un *amicus curiae* dans le cadre des procédures judiciaires.

24 An important information tool in this respect is the website of the Conference, which makes all information accessible through a database, including documents in languages other than the official languages of the Conference.

25 These activities include meetings of the Special Commission to review the practical operation of a Convention or seminars with Central Authorities or the judiciary, or other expert meetings; research through questionnaires and research collaborations; updating of statistics through INCASTAT and INCADAT (see page 41 and 43); and regular updating of bibliographies of the Hague Conventions.

26 These activities include the promotion of ratifications and accessions to Hague Conventions through regional seminars, country visits, brochures and articles, and exploratory work; and the development of networks through publications, seminars, direct judicial communications through network judges, bar association meetings, academic conferences and NGO meetings.

27 Important tools for supporting implementation are the Guides to Good Practice, education, training, technical assistance and familiarisation sessions including drafting assistance or review of draft laws / acts, and Special Commissions on implementation of the Hague Conventions. Tools that help promote consistent interpretation and good practices are the Practical Handbooks, a database of court decisions (INCADAT) and training seminars. Problem solving can be done through the provision of technical and legal advice and advice / amicus intervention in relation to legal proceedings.

> Protection internationale des enfants et des adultes vulnérables, relations familiales et patrimoniales internationales

Conventions Enlèvement d'enfants (1980)²⁸ et Protection des enfants (1996)²⁹

a Promotion des ratifications et des adhésions

En 2011, Andorre, la Guinée et la Fédération de Russie ont adhéré à la Convention Enlèvement d'enfants de 1980. Le 31 décembre 2011, les Conventions Enlèvement d'enfants de 1980 et Protection des enfants de 1996 comptaient respectivement 87 et 33 États contractants. En 2011, l'Union européenne a encouragé ses États membres non parties à la Convention de 1996 à poursuivre leurs travaux préparatoires à l'adhésion à cet important instrument ou à sa ratification. Le Danemark, Malte, les Pays-Bas et le Portugal ont ratifié cette Convention cette année³⁰. La Belgique, la Grèce³¹, l'Italie et le Royaume-Uni sont à ce jour les seuls États membres de l'Union européenne qui n'y sont pas encore parties ; ils devraient y adhérer prochainement.

b Guides de bonnes pratiques et Manuel pratique

Le Bureau Permanent a poursuivi la rédaction du Manuel pratique sur le fonctionnement de la Convention Protection des enfants de 1996, qui donne des conseils sur les facteurs à envisager lors de la mise en œuvre de la Convention en droit interne et des explications sur son application pratique. Le projet de Manuel pratique a été examiné lors de la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale, qui s'est tenue en juin 2011³², et a été bien accueilli par les experts et les délégués. Ceux-ci ont également demandé au Bureau Permanent d'apporter des modifications au projet à la lumière des commentaires recueillis lors de la réunion de la Commission spéciale.

La Commission spéciale a également réservé un bon accueil au projet de *Guide de bonnes pratiques sur la médiation en vertu de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980*. Ce projet de Guide encourage les bonnes pratiques dans le cadre de la médiation et des autres mécanismes de résolution amiable des conflits familiaux internationaux concernant des enfants qui relèvent du champ d'application de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980. Une nouvelle version, révisée à la lumière des récentes discussions et d'autres avis d'experts, sera diffusée aux Membres et aux États contractants pour une dernière consultation.

c Préparatifs de la Sixième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique des Conventions de 1980 et de 1996

En raison du volume et de la complexité des questions à examiner, il a été exceptionnellement décidé d'organiser la Sixième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique des Conventions Enlèvement d'enfants de 1980 et Protection des enfants de 1996 en

28 Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants.
29 Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants.
30 Le Conseil de l'Union européenne du 5 juin 2008 a autorisé certains États membres à ratifier la Convention Protection des enfants de 1996 ou à y adhérer dans l'intérêt de (ce qui était alors) la Communauté européenne. *Journal officiel de l'Union européenne*, L-151, p. 36 (2008/431/CE).
31 La Grèce a déposé son instrument de ratification le 7 février 2012.
32 Voir section c, *infra*.

> International Protection of Children and Vulnerable Adults, International Family and Family Property Relations

Child Abduction Convention (1980)²⁸ and Child Protection Convention (1996)²⁹

a Promoting ratifications and accessions

In 2011, Andorra, Guinea and the Russian Federation acceded to the 1980 Child Abduction Convention. On 31 December 2011, the 1980 Child Abduction Convention counted 87 Contracting States and the 1996 Child Protection Convention had 33 Contracting States. During 2011 the European Union encouraged those EU Member States that were not yet Party to the 1996 Convention to continue the preparations for ratification or accession to this important instrument. In 2011, Denmark, Malta, the Netherlands and Portugal ratified this Convention.³⁰ This leaves Belgium, Greece,³¹ Italy and the United Kingdom as the remaining EU Member States that are expected to join the Convention shortly.

b Guides to Good Practice and Practical Handbook

Progress was made in 2011 on the draft Practical Handbook on the operation of the 1996 Child Protection Convention. The Handbook provides advice on the factors to be considered in the process of implementing the Convention into national law, and assists in explaining the practical application of the Convention. The draft Practical Handbook was discussed at Part I of the Sixth Meeting of the Special Commission held in June 2011³² and was welcomed by experts and delegates. Experts and delegates also asked the Permanent Bureau to make amendments to the draft Practical Handbook in light of the comments provided at the Special Commission meeting.

The Special Commission also welcomed and discussed the draft Guide to Good Practice on Mediation under the 1980 Child Abduction Convention. The draft Guide promotes good practice in mediation and other processes to bring about the agreed resolution of international family disputes concerning children which fall within the scope of the 1980 Child Abduction Convention. A new version, revised in light of recent discussions and additional advice from experts, will be circulated to Members and Contracting States for final consultations.

c Preparations for the Sixth Meeting of the Special Commission on the practical operation of the 1980 and 1996 Conventions

In view of the volume and complexity of issues to be examined, the exceptional decision was made to divide into two parts the Sixth Special Commission Meeting on the practical operation of the 1980 Child Abduction and the 1996 Child Protection Conventions. The first

28 Hague Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction.
29 Hague Convention of 19 October 1996 on Jurisdiction, Applicable Law, Recognition, Enforcement and Co-operation in Respect of Parental Responsibility and Measures for the Protection of Children.
30 The Council of the European Union on 5 June 2008 authorised certain EU States to ratify, or accede to, in the interest of the (then) European Community, the 1996 Child Protection Convention. *Official Journal of the European Union*, L-151, p. 36 (2008/431/EC).
31 Greece deposited its instrument of ratification on 7 February 2012.
32 See section c, *infra*.

deux temps, la première partie en juin 2011, la seconde en janvier 2012. La Commission spéciale de 2011 (première partie), qui a réuni plus de 260 experts et observateurs de 69 pays et de 19 organisations à La Haye du 1^{er} au 10 juin 2011, était la plus importante jamais organisée jusque là par le Bureau Permanent. Grâce au généreux soutien de l'Argentine, de l'Espagne et du Panama, une interprétation simultanée en espagnol a pu être assurée. Les débats se sont déroulés sous la présidence du Juge Jacques Chamberland (Canada) et la vice-présidence du Professeur Alegria Borrás. En prévision de la première partie, le Bureau Permanent a mené des consultations auprès des États parties à la Convention de 1980 et des Membres de la Conférence et a diffusé en novembre 2010 un questionnaire sur certains aspects précis du fonctionnement pratique des Conventions de 1980 et de 1996³³. La Commission spéciale de 2011 (première partie) a porté principalement sur le fonctionnement pratique de ces Conventions, notamment sur les activités des Autorités centrales, les allégations de violence conjugale et les procédures de retour, le projet de Manuel pratique relatif à la Convention de 1996, les communications judiciaires et le projet de *Guide de bonnes pratiques sur la médiation en vertu de la Convention de 1980*. Les 75 Conclusions et Recommandations de la Commission spéciale sont disponibles sur le site Internet de la Conférence.

La Commission spéciale de 2012 (deuxième partie) examinera s'il est opportun et possible de poursuivre certains axes de travaux concernant les Conventions de 1980 et 1996. Elle étudiera également des questions qui étaient initialement à l'ordre du jour de la première partie de sa Sixième réunion, à savoir : le déménagement familial international, l'avenir du « Processus de Malte » et le rôle de la Conférence dans l'accompagnement de la mise en œuvre des Conventions de 1980 et de 1996. Un Guide relatif au projet d'ordre du jour de la deuxième partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale a été établi et diffusé en décembre 2011.

d Profils des États

Dans la perspective de la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale, un Profil des États aux fins de la Convention de 1980 élaboré par un groupe d'experts a été envoyé en décembre 2010 aux États parties afin qu'ils le complètent. Destiné à faciliter le fonctionnement pratique de la Convention, ce document devrait simplifier les échanges d'informations entre les États contractants et les communications avec et entre les Autorités centrales en vertu de la Convention de 1980. La Commission spéciale de juin 2011 a bien accueilli le Profil des États et a vivement encouragé tous les États contractants à le compléter³⁴. Au 31 décembre 2011, 47 profils étaient disponibles sur le site Internet de la Conférence.

e Outils électroniques

INCADAT | La base de données sur l'enlèvement international d'enfants (INCADAT, < www.incadat.com >) a été créée en 1999 par le Bureau Permanent pour permettre la consultation des nombreuses décisions importantes rendues par les juridictions nationales sur le fondement de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980. Utilisée par les juges, les Autorités centrales, des praticiens du droit, des chercheurs et d'autres personnes intéressées par cette branche du droit en rapide évolution, INCADAT a déjà considérablement contribué à la compréhension mutuelle et à l'uniformisation des interprétations entre les 87 États parties à la Convention de 1980, qui sont indispensables au bon fonctionnement de cette Convention, et à sa promotion auprès des États qui n'y sont pas (encore) parties. L'équipe éditoriale fait appel à M. Peter McLeavy, avocat et professeur de droit de la famille international à

part was held in The Hague from 1 to 10 June 2011 and the other part will be held in January 2012. The 2011 Special Commission Part I included more than 260 experts and observers from 69 States and 19 organisations and was the largest ever Special Commission to date hosted by the Permanent Bureau. Spanish simultaneous interpretation was made possible by the generous support of Argentina, Panama and Spain. Justice Jacques Chamberland (Canada) served as chair, with Professor Alegria Borrás as vice-chair. In preparation for Part I, the Permanent Bureau carried out consultations with States Parties to the 1980 Convention as well as Members of the Hague Conference, circulating in November 2010 a questionnaire concerning specific aspects of the practical operation of the 1980 Convention and the 1996 Convention.³³ The 2011 Special Commission (Part I) addressed primarily the practical operation of the Conventions, including the activities of Central Authorities, domestic violence allegations and return proceedings, the draft Practical Handbook on the 1996 Convention, judicial communications and the draft Guide to Good Practice on Mediation under the 1980 Convention. The 75 Conclusions and Recommendations of the Special Commission are available on the Hague Conference website.

The 2012 Special Commission meeting (Part II) will consider the desirability and feasibility of specific areas of further work in connection with the 1980 and 1996 Conventions. It will also consider the matters originally scheduled for discussion at Part I of the meeting: that is, international family relocation, the future of the “Malta Process” and the role of the Hague Conference in monitoring and supporting the 1980 and 1996 Conventions. A Guide to the Proposed Draft Agenda for Part II of the Sixth Meeting of the Special Commission was prepared and circulated in December 2011.

d Country Profiles

In preparation for Part I of the Sixth Meeting of the Special Commission, a Country Profile for the 1980 Convention, developed by an Expert Working Group, was sent in December 2010 to States Parties for completion. The Country Profile is intended to assist with the practical operation of the Convention. It is hoped that it will facilitate information exchanges between Contracting States and aid communications with and among Central Authorities under the 1980 Convention. The Country Profile was welcomed by the June 2011 Special Commission, which strongly encouraged all Contracting States to complete it.³⁴ As of 31 December 2011, responses from 47 States were available on the Hague Conference website.

e Electronic tools

INCADAT | The International Child Abduction Database (INCADAT, < www.incadat.com >) was established by the Permanent Bureau in 1999 to make publicly accessible leading decisions rendered by national courts in respect of the 1980 Child Abduction Convention. INCADAT is used by judges, Central Authorities, legal practitioners, researchers and interested individuals. INCADAT has already contributed considerably to effective operation of the 1980 Convention by promoting mutual understanding and consistent interpretation among the 87 States Parties to the 1980 Convention. The database also assists with the promotion of the 1980 Convention among States that are not (yet) a Party. The editorial team includes as legal consultants Mr Peter McLeavy, Barrister and Professor of International Family Law and Ms Aude Fiorini, Lecturer in Law, both of the University of Dundee, United Kingdom. In addition, a full time intern, Ms Caroline Cotta, was recruited to work on the database from 22 August 2011 to 15 February 2012 to provide additional assistance with case law analysis.³⁵

33 Tous les documents relatifs à la Commission spéciale sont disponibles sur le site de la Conférence, sous la rubrique « Espace Enlèvement d'enfants », puis « Commissions spéciales ».

34 Voir Conclusions et Recommandations No 24 à 27 de la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale.

33 All documents for the Special Commission are available on the Hague Conference website under “Child Abduction Section” then “Special Commission Meetings”.

34 See Conclusions and Recommendations Nos 24 to 27 of Part I of the Sixth Meeting of the Special Commission.

35 Ms Cotta will continue with the Permanent Bureau as a consultant for three months beyond the conclusion of her internship.

l’Université de Dundee, Royaume-Uni, et à Mme Aude Fiorini, maître de conférences en droit, également de l’Université de Dundee, en qualité de consultants. De plus, une stagiaire à temps complet, Mme Caroline Cotta, a été recrutée pour travailler sur la base de données du 22 août 2011 au 15 février 2012 et apporter une assistance complémentaire à l’analyse de la jurisprudence³⁵.

INCASTAT | Le déploiement d’INCASTAT, la base de données sur les statistiques concernant l’enlèvement international d’enfants, s’est poursuivi en 2011. Ce système permet aux Autorités centrales en vertu de la Convention Enlèvement d’enfants de 1980 de saisir des données concernant les demandes reçues et de produire différents types d’analyses statistiques et de graphiques.

iChild | Le système iChild de gestion électronique des dossiers pour la Convention Enlèvement d’enfants de 1980 est destiné à l’enregistrement et au suivi de toutes les informations essentielles sur les enlèvements d’enfants. Cet outil gratuit est accessible en anglais, en français et en espagnol.

42

f *La Lettre des juges sur la protection internationale de l'enfant*

En 2011, le Bureau Permanent s’est entretenu avec le Comité international des consultants juridiques, a recueilli des articles en vue de leur publication, rédigé et édité des textes, et actualisé la liste de diffusion. Le tome XVII a été publié avec le généreux soutien de Lexis Nexis ; il est consacré à la Troisième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention Adoption internationale de 1993, qui s’est tenue en juin 2010. Tous les autres tomes de *La Lettre des juges* sont publiés en anglais et en français, voire en espagnol pour certains, et sont accessibles sur le site de la Conférence³⁶.

g *Communications judiciaires internationales directes*

En 2011, le Réseau international de juges de La Haye (RIJH) spécialistes du droit de la famille s’est considérablement développé. Au 31 décembre 2011, il fédérait 68 juges des pays suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chine (Région administrative spéciale de Hong Kong), Chypre, Colombie, Costa Rica, Danemark, République dominicaine, El Salvador, Équateur, Espagne, États-Unis d’Amérique, Finlande, France, Gabon, Guatemala, Honduras, Irlande, Israël, Kenya, Luxembourg, Malte, Mexique, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Roumanie, Royaume-Uni (Angleterre et Pays de Galles, Irlande du Nord et Écosse), Singapour, Suède, République tchèque, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela, ainsi que les îles Caïman. La reconnaissance croissante de l’importance de ce réseau s’accompagne d’une augmentation régulière de ses membres. Lors de sa Sixième réunion, la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention Enlèvement d’enfants de 1980 et de la Convention Protection des enfants de 1996 a donné son aval général aux Lignes de conduite émergentes et Principes généraux relatifs aux communications judiciaires.

Convention Adoption internationale (1993)³⁷

a *Promotion des ratifications et des adhésions*

En 2011, le Vietnam a ratifié la Convention Adoption internationale de 1993, le Sénégal y a adhéré et Haïti l’a signée. Le 31 décembre 2011, le réseau mondial de La Haye en matière d’adoption internationale comptait 85 États parties. Le réseau mondial d’entraide administrative comprend plus de 1 000 Autorités centrales, autorités compétentes et organismes agréés qui œuvrent ensemble à la protection des enfants dans le monde entier.

35 Mme Cotta demeurera au Bureau Permanent en qualité de consultante pendant trois mois après la conclusion de son stage.

36 Pour une liste complète des tomes publiés à ce jour (y compris la version arabe du tome Automne 2004), voir le site de la Conférence, rubrique « Publications ».

37 *Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d’adoption internationale.*

INCASTAT | Implementation of INCASTAT, the international child abduction statistical database, continued during 2011. The system allows Central Authorities designated under the 1980 Child Abduction Convention to enter data concerning their incoming cases and to generate different types of statistical analyses and graphs.

iChild | The iChild case management system for the 1980 Child Abduction Convention is designed to store and keep track of all essential information concerning child abduction cases. This tool is available free of licence cost in English, French and Spanish.

f *The Judges’ Newsletter on International Child Protection*

Ongoing work regarding *The Judges’ Newsletter on International Child Protection* throughout 2011 included consultation with the international board of judicial advisers, collating material for publication, writing and editing and maintenance of a distribution list. In 2011, one volume of *The Judges’ Newsletter* was published by the Permanent Bureau. Volume XVII, published with the generous support of Lexis Nexis, focuses on the Third Meeting of the Special Commission on the practical operation of the 1993 Intercountry Adoption Convention held in June 2010. All volumes of *The Judges’ Newsletter*, with the exception of the Special Edition No 1 published in 2010, are available in English and French, as well as various volumes in Spanish. All volumes are also available on the Hague Conference website.³⁶

43

g *Direct international judicial communications*

In 2011, considerable progress was made in respect of the regional development of the family law focused International Hague Network of Judges (IHNJ). As of 31 December 2011, the IHNJ included the formal designations of 68 Network Judges from Argentina, Australia, Austria, Belgium, Brazil, Bulgaria, Canada, Chile, China (Hong Kong SAR), Colombia, Costa Rica, Cyprus, the Czech Republic, Denmark, the Dominican Republic, Ecuador, El Salvador, Finland, France, Gabon, Germany, Guatemala, Honduras, Ireland, Israel, Kenya, Luxembourg, Malta, Mexico, the Netherlands, New Zealand, Nicaragua, Norway, Panama, Paraguay, Peru, Romania, Singapore, South Africa, Spain, Sweden, Trinidad and Tobago, the United Kingdom (England and Wales, Northern Ireland and Scotland) and Oversees Territories (Cayman Islands), the United States of America, Uruguay and Venezuela. The number of judges that are a part of the Hague Network is steadily growing as the importance of this network is increasingly acknowledged. At the Sixth Meeting of the Special Commission to review the practical operation of the 1980 Child Abduction and 1996 Child Protection Conventions, the Special Commission gave its general endorsement of the Emerging Guidance and General Principles for Judicial Communications.

Intercountry Adoption Convention (1993)³⁷

a *Promoting ratifications and accessions*

Vietnam ratified, Senegal acceded to and Haiti signed the 1993 Intercountry Adoption Convention in 2011. On 31 December 2011, the Hague global network in the field of intercountry adoption consisted of 85 States that are Party to this Convention. The global network for administrative co-operation includes over 1000 Central Authorities, competent authorities and accredited bodies co-operating to protect children worldwide.

36 For a complete list of volumes published so far (including the Arabic version of the autumn 2004 edition), see the Hague Conference website under “Publications”.

37 *Hague Convention of 29 May 1993 on Protection of Children and Co-operation in Respect of Intercountry Adoption.*

Dans le cadre des examens qu’il conduit État par État, le Comité des droits de l’enfant des Nations Unies recommande souvent aux États qui ne sont pas parties à la Convention de 1993 de la ratifier ou d’y adhérer dès que possible car il reconnaît que les garanties qu’elle instaure sont des compléments essentiels aux dispositions de la *Convention relative aux droits de l’enfant* concernant la protection des enfants adoptés à l’étranger, en particulier contre l’enlèvement, la vente et la traite³⁸.

b *Guides de bonnes pratiques*

En 2011, le premier *Guide de bonnes pratiques sur la mise en œuvre et le fonctionnement de la Convention de La Haye de 1993 sur l’adoption internationale* a été publié en russe et en khmer³⁹.

44

Conformément aux recommandations de la Commission spéciale de 2010 sur le fonctionnement pratique de la Convention Adoption internationale de 1993, le Bureau Permanent a révisé le projet de texte du deuxième guide, *L’agrément et les organismes agréés en matière d’adoption : principes généraux et Guide de bonnes pratiques*, et l’a envoyé pour commentaires au groupe de travail qui a assisté le Bureau Permanent dans son travail de rédaction. Le texte révisé sera diffusé début 2012 aux États contractants, aux Membres de la Conférence et aux États et organisations représentés à la Commission spéciale pour solliciter leurs derniers commentaires. Le Bureau Permanent établira ensuite la version définitive, qui sera publiée courant 2012.

c *Groupes de travail*

Conformément aux recommandations de la Commission spéciale de 2010, un groupe informel coordonné par l’Autorité centrale australienne avec la participation du Bureau Permanent étudie la mise en place de formes de coopération plus efficaces et plus pragmatiques entre les États afin de prévenir et régler les problèmes de traite d’enfants en vue de l’adoption et les abus. Un document a été adressé aux membres du groupe pour commentaires. Le Bureau Permanent soumettra les résultats de ce travail à tous les États contractants.

Afin de progresser sur la question des frais et dépenses en matière d’adoption internationale, de promouvoir la transparence et de lutter contre les gains indus, la Commission spéciale de 2010 a également recommandé au Bureau Permanent d’étudier la faisabilité d’une mise en ligne sur le site de la Conférence de grilles indiquant pour chaque État contractant les coûts associés à l’adoption internationale et les prix facturés aux futurs parents adoptifs. Sous réserve des ressources disponibles, ce travail sera mené par un futur groupe de travail sur les aspects financiers de l’adoption internationale, dont le Conseil sur les affaires générales de 2011 a recommandé la constitution. Ce groupe de travail se réunira pour la première fois en 2012 et les États d’accueil, les États d’origine et les experts indépendants qui y participeront s’attacheront à la définition des frais et dépenses de l’adoption internationale et effectueront une analyse approfondie de la question des contributions, des dons et de l’aide au développement dans le contexte de l’adoption internationale. Un document préliminaire est en préparation pour cette réunion.

38 Voir le site du Comité des droits de l’enfant des Nations Unies à l’adresse < <http://www2.ohchr.org/french/bodies/crc/> > (dernière consultation le 13 décembre 2011). En 2011, le Comité des droits de l’enfant a recommandé à la République démocratique populaire lao, à Singapour, à l’Ukraine (56^e Session), à l’Égypte (57^e Session) et à la Corée du Sud (58^e Session) de ratifier la Convention Adoption internationale de 1993 ou d’y adhérer. Il a également recommandé au Costa Rica d’harmoniser sa législation avec la Convention Adoption internationale de 1993 (57^e Session).

39 Toutes les versions publiées du Guide de bonnes pratiques sont disponibles sur le site de la Conférence sous la rubrique « Publications ».

In its State-by-State reviews, the United Nations Committee on the Rights of the Child (CRC Committee) often recommends to States which are not Party to the 1993 Convention to ratify or accede to it as quickly as possible, as the CRC Committee recognises that the safeguards in the Convention are essential complements to the recommendations of the CRC Committee concerning the protection of children who are the subject of intercountry adoptions, in particular from abduction, sale or trafficking.³⁸

b *Guides to Good Practice*

During 2011, the Guide to Good Practice No 1 on the implementation and operation of the 1993 Intercountry Adoption Convention was published in Russian and in Khmer.³⁹

As recommended by the 2010 Special Commission to review the practical operation of the 1993 Intercountry Adoption Convention, the Permanent Bureau revised the text of the Draft Guide No 2 on Accreditation and Adoption Accredited Bodies: General Principles and Guide to Good Practice, and sent it for comments to the Working Group which assisted the Permanent Bureau in the drafting of the Guide. The revised text will be circulated in early 2012 to all Contracting States, Members of the Hague Conference and States and organisations represented at the Special Commission for their final comments. The final version will then be prepared for publication by the Permanent Bureau in 2012.

45

c *Working groups*

Following the recommendations of the 2010 Special Commission, an informal group co-ordinated by the Australian Central Authority with the participation of the Permanent Bureau is considering the development of more effective and practical forms of co-operation between States to prevent and address specific instances of trafficking for adoption and related abuses. A paper has been circulated among the group members for comments. The result of this work will be circulated by the Permanent Bureau for consideration by all Contracting States.

In order to make progress on the issue of costs and expenses in intercountry adoption, to promote transparency and to fight against improper gains, the 2010 Special Commission also recommended that the Permanent Bureau examine the feasibility of posting on the Hague Conference website tables indicating for each Contracting State the costs associated with intercountry adoption and the charges imposed on prospective adoptive parents. Subject to available resources, this work will be conducted by a future Working Group on financial aspects on intercountry adoption, the establishment of which was a recommendation of the 2011 Council for General Affairs. The first meeting of the Working Group will be held in 2012, and participating receiving States, States of origin and independent experts will focus on the definition of costs and expenses in intercountry adoptions and will examine in depth the issue of contributions, donations and development aid in the context of intercountry adoptions. A preliminary document is currently being prepared for Working Group experts.

38 See the website of the United Nations Committee on the Rights of the Child at < <http://www2.ohchr.org/english/bodies/crc/> > (last consulted on 13 December 2011). In 2011, the Committee recommended ratification or accession to the 1993 Intercountry Adoption Convention to the Lao People’s Democratic Republic, Singapore, Ukraine (56th Session), Egypt (57th Session) and South Korea (58th Session). It also recommended to Costa Rica to harmonise its legislation with the 1993 Intercountry Adoption Convention (57th Session).

39 All published versions of the Guide to Good Practice are available on the Hague Conference website under “Publications”.

d Participation à des séminaires et réunions d'experts

Le Bureau Permanent a pris une part active à plusieurs réunions et séminaires internationaux et y a effectué des présentations. Citons par exemple, la Quatrième Conférence de LawAsia sur les enfants et le droit (Cambodge, 27 au 29 mai), la Onzième consultation mondiale de l'Autorité centrale philippine sur les services de protection de l'enfance (Manille, Philippines, 17 au 19 août), la Rencontre nordique sur l'approche nordique de l'adoption (Stockholm, Suède, 30 septembre et 1er octobre), la Quatrième conférence régionale d'Asie-Pacifique sur la coopération internationale à travers les Conventions de La Haye en Asie-Pacifique (Manille, Philippines, 24 au 28 octobre), le Premier séminaire international des pays d'Europe de l'Est sur les perspectives des enfants abandonnés et les questions d'adoption (Vilnius, Lituanie, 9 et 10 novembre) et la 17e réunion informelle des Autorités centrales européennes (Rome, Italie, 1er et 2 décembre).

Un membre du Bureau Permanent a été invité par le *Congressional Coalition on Adoption Institute* (CCAI) des États-Unis à participer au projet « *The Way Forward* ». Ce projet réunit des experts internationaux pour réfléchir aux opportunités et aux difficultés qui se présentent aux chefs d'organisations gouvernementales et non gouvernementales de six États africains (Éthiopie, Ghana, Kenya, Malawi, Ouganda et Rwanda) dans leurs efforts pour mettre en place des systèmes destinés à protéger les enfants au sein de leurs familles et à travers elles. Deux réunions ont été organisées en 2011, l'une en février à Washington DC (États-Unis), l'autre en mai à Addis Abeba (Éthiopie). L'expert du Bureau Permanent a pris part aux discussions d'un groupe de travail s'attachant à la permanence : liens familiaux, tutelle et adoption nationale et internationale. Un compte-rendu du projet, qui reconnaissait l'importance de poursuivre l'assistance technique apportée par le Bureau Permanent, a été présenté à Washington, DC en novembre au Secrétaire d'État américain, Hillary Rodham Clinton.

Le Bureau Permanent a également participé à d'autres réunions, notamment une table ronde sur l'adoption internationale en Belgique (25 février) à l'issue de laquelle un rapport mettant en lumière les points à réformer dans le système d'adoption a été établi et présenté au Ministère de la Justice de la Communauté française de Belgique, une réunion à Florence autour d'un projet d'étude rédigé par ChildONEurope sur la gestion de la demande d'adoption internationale (15 avril), une réunion avec des représentants d'Ambassades de différents États d'origine à Washington (13 avril) et Paris (31 mai), une réunion sur le thème « Devenir des parents adoptifs suffisamment compétents » à Florence (13 et 14 juin) et une conférence sur le thème « Humanitaire et adoption internationale » à Paris (19 novembre).

Convention Recouvrement des aliments et Protocole sur la loi applicable (2007)⁴⁰

En 2011, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et l'Union européenne ont signé la Convention Recouvrement des aliments de 2007. La Norvège l'a ratifiée le 6 avril 2011. En octobre, les versions française et anglaise du Profil des États pour la Convention Recouvrement des aliments de 2007 ont été achevées et diffusées aux États. La version espagnole sera parachevée prochainement. Une grande partie de l'année a été consacrée à la recherche de financements pour le développement d'iSupport (le logiciel de gestion électronique des dossiers et de communication à l'appui de la Convention) et de la version électronique du Profil des États. En décembre, la Norvège a annoncé qu'elle financerait la totalité de cette dernière. Enfin, l'élaboration du Manuel pratique à l'intention des responsables de dossiers concernant la Convention Recouvrement des aliments de 2007 s'est poursuivie en 2011. Une version modifiée du Manuel pratique sera diffusée aux États pour adoption courant 2012.

40 Convention de La Haye du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille et Protocole de La Haye du 23 novembre 2007 sur la loi applicable aux obligations alimentaires.

d Participation in seminars and experts meetings

The Permanent Bureau actively participated in and made presentations at regional meetings and seminars, such as the 4th LawAsia Conference on Children and the Law (Cambodia, 27 to 29 May); the Philippines Central Authority's 11th Global Consultation on Child Welfare Services (Manila, the Philippines, 17 to 19 August); the Nordic Meeting on the Nordic Adoption Approach (Stockholm, Sweden, 30 September to 1 October); the Fourth Asia Pacific Regional Conference on International Co-operation through Hague Conventions in the Asia Pacific (Manila, the Philippines, 24 to 28 October); the 1st International Seminar of East European Countries on the perspectives of abandoned children and adoption issues (Vilnius, Lithuania, 9 to 10 November); and the 17th informal meeting of European Central Authorities (Rome, Italy, 1 to 2 December).

A member of the Permanent Bureau was invited by the United States Congressional Coalition on Adoption Institute (CCAI) to participate in "The Way Forward Project". This Project brought together international experts to discuss opportunities and challenges facing governmental and non-government organisational leaders in six African States (Ethiopia, Ghana, Kenya, Malawi, Rwanda and Uganda) as they work to develop systems of care that serve children in and through their families. A first meeting was held in February in Washington DC (USA) and a second one in May in Addis Ababa (Ethiopia). The expert from the Permanent Bureau took part in the discussion of a Working Group focusing on Permanency: Kinship, Guardianship, and Domestic and International Adoption. A report of the project, which recognised the importance of continuing technical assistance provided by the Permanent Bureau, was presented in Washington, DC in November to United States Secretary of State Hillary Rodham Clinton.

The Permanent Bureau also participated in other meetings, such as a round table on "Intercountry Adoption" in Belgium (25 February) which was the basis for a report highlighting the issues that should be reformed in the current adoption system, and which was presented to the Belgian French Community Ministry of Justice; a meeting in Florence to discuss a draft study written by ChildONEurope on managing the demand of intercountry adoption (15 April); a meeting with representatives of different State of origin Embassies in Washington (13 April) and Paris (31 May); a Conference about "Becoming good enough adoptive parents" in Florence (13 to 14 June); and a Conference about "Humanitarian aid and intercountry adoption" in Paris (19 November).

Child Support Convention and Protocol on Applicable Law (2007)⁴⁰

In 2011 Albania, Bosnia and Herzegovina and the European Union signed the 2007 Child Support Convention. Norway ratified the Convention on 6 April 2011.

In October, the English and French versions of the Country Profile for the 2007 Child Support Convention were finalised and circulated to States. The Spanish version of the Country Profile will soon be completed. During most of the year, work took place to secure funding for the development of iSupport (the electronic case management and communication software to support the Convention) and the electronic version of the Country Profile. In December, Norway announced it will fully fund the latter project. Finally, work on the Practical Handbook for Caseworkers on the 2007 Child Support Convention continued during 2011. An amended version of the Practical Handbook will be circulated to States for adoption during the course of 2012.

40 Hague Convention of 23 November 2007 on the International Recovery of Child Support and Other Forms of Family Maintenance and Hague Protocol of 23 November 2007 on the Law Applicable to Maintenance Obligations.

> Entraide judiciaire et administrative et contentieux international

Convention Apostille (1961)⁴¹

a *Promotion des ratifications et des adhésions*

48

En 2011, le Costa Rica, Oman et l'Ouzbékistan ont adhéré à la Convention Apostille de 1961. Le 31 décembre 2011, cette Convention comptait 102 États contractants, parmi lesquels figuraient les 27 États membres de l'Union européenne. C'est aujourd'hui encore la Convention de La Haye qui rallie le plus grand nombre d'États et avec plusieurs millions d'Apostilles émises chaque année dans le monde, c'est aussi la plus utilisée.

L'adhésion d'Oman est particulièrement emblématique, car c'est le premier État contractant de la région du Golfe, dont l'importance a été abordée lors du Premier séminaire judiciaire sur l'entraide judiciaire transfrontière en matière civile et commerciale dans la région du Golfe organisé au Qatar (voir p. 46 pour plus d'informations).

En 2011, le Bureau Permanent a pris part à une consultation publique lancée par la Direction générale Justice de la Commission européenne sur la promotion de la libre circulation des actes publics et la reconnaissance des effets des actes d'état civil en soumettant une réponse au Livre vert intitulé *Moins de démarches administratives pour les citoyens*. Le Bureau Permanent a saisi cette occasion pour rappeler les avantages de la Convention Apostille dans la promotion de la libre circulation internationale des actes publics et l'établissement de système d'entraide administrative et pour suggérer que les décideurs politiques considèrent l'e-APP (voir plus loin) dans le cadre de futures réformes.

Le Bureau Permanent a également reçu des manifestations d'intérêt pour la Convention Apostille de la part d'États membres de la Communauté d'Afrique de l'Est. Après un séminaire à Nairobi en mars (voir p. 62 et 76), le Bureau Permanent, avec le soutien de TradeMark East Africa et l'aide généreuse du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, a animé une série de visioconférences avec des fonctionnaires du Burundi, du Kenya, de l'Ouganda, du Rwanda et de Tanzanie pour promouvoir l'adhésion à la Convention.

b *Manuel pratique / Guide succinct concernant la mise en œuvre / ABC de l'Apostille*

En 2011, le Bureau Permanent a publié (sous forme électronique et imprimée) un guide succinct intitulé *Comment devenir partie à la Convention Apostille et comment la mettre en œuvre*⁴². Cet ouvrage est destiné à aider les autorités des nouveaux États contractants et de ceux qui envisagent d'adhérer à la Convention ou préparent activement sa mise en œuvre. Il s'est également avéré très utile lors des activités promotionnelles conduites tout au long de l'année par le Bureau Permanent.

> International Legal Co-operation and Litigation

Apostille Convention (1961)⁴¹

a *Promoting ratifications and accessions*

49

In 2011, Costa Rica, Oman and Uzbekistan acceded to the 1961 Apostille Convention. On 31 December 2011, the Convention counted 102 Contracting States, including all 27 European Union Member States. The Apostille Convention remains the most widely ratified or acceded to Hague Convention. With several million Apostilles issued every year around the globe, the Apostille Convention is also the most widely used of all the Hague Conventions.

The accession of Oman is particularly significant as the first Contracting State in the Gulf region, the significance of which was discussed at the First Gulf Judicial Seminar on Cross-Frontier Legal Co-operation in Civil and Commercial Matters held in Qatar (discussed in detail at p. 67).

In 2011 the Permanent Bureau participated in a public consultation launched by the European Commission Directorate-General for Justice on promoting free movement of public documents and recognition of the effects of civil status records by submitting a response to the Green Paper entitled *Less Bureaucracy for Citizens*. The submission was an opportunity for the Permanent Bureau to recall the benefits of the Apostille Convention in promoting the cross-border circulation of public documents and establishing systems of administrative co-operation, and to put forward the e-APP (discussed below) as a possible solution to be considered by policy makers as part of future reforms.

The Permanent Bureau has also received expressions of interest in the Apostille Convention from Member States of the East African Community. Following a seminar in Nairobi in March (discussed at p. 63 and 77), the Permanent Bureau, with the support of TradeMark East Africa, has held a series of videoconferences with officials from Burundi, Kenya, Rwanda, Tanzania and Uganda to promote accession to the Convention, made possible with the generous support of the Netherlands Ministry of Foreign Affairs.

b *Practical Handbook / Brief Implementation Guide / ABCs of Apostilles*

In 2011, the Permanent Bureau published (in electronic and printed version) a brief implementation guide entitled "How to join and implement the Hague Apostille Convention".⁴² The Guide is designed to assist the authorities in new or potential Contracting States that are assessing the possibility of acceding to the Apostille Convention or that are actively preparing its implementation. The Guide has already proved to be a very useful resource in promotional activities conducted by the Permanent Bureau through the year.

⁴¹ Convention de La Haye du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers.
⁴² La version électronique est disponible à l'adresse < <http://www.hcch.net/upload/guide12f.pdf> >. Ce Guide a été traduit en arabe et en espagnol (traductions respectivement financées par le Ministère de la Justice qatari et le Ministère de la Justice espagnol) et certaines parties ont été traduites en russe.

⁴¹ Hague Convention of 5 October 1961 Abolishing the Requirement of Legalisation for Foreign Public Documents.
⁴² The electronic version is at < <http://www.hcch.net/upload/guide12e.pdf> >. The Guide has so far been translated into Arabic and Spanish (courtesy of the Qatari Ministry of Justice and the Spanish Ministry of Justice respectively) and parts of the Guide have been translated into Russian.

Après la publication de la brochure *L'ABC de l'Apostille* en 2010, la parution de ce Guide est la deuxième des trois étapes prévues dans l'élaboration d'une documentation adaptée pour la promotion, la mise en œuvre et le fonctionnement pratique de la Convention Apostille. Ces deux ouvrages seront complétés par un Manuel pratique destiné aux Autorités compétentes, qui couvrira les aspects techniques du fonctionnement de la Convention et développera certains points couverts dans la brochure et le guide. Le Bureau Permanent prévoit de présenter un projet aux Membres et aux États contractants en amont de la Commission spéciale de novembre 2012 sur le fonctionnement pratique de la Convention Apostille, puis établir la version définitive à la lumière des commentaires reçus.

c Programme pilote d'Apostilles électroniques (e-APP)⁴³

50

Au 31 décembre 2011, plus de 60 Autorités compétentes de 12 États contractants avaient mis en œuvre au moins une des deux composantes du Programme pilote d'Apostilles électroniques (e-APP)⁴⁴.

Le Projet de l'*e-APP pour l'Europe*⁴⁵ a connu plusieurs développements importants en 2011. Le premier a été le lancement, en mai 2011, du système e-App espagnol, lequel était déployé dans 42 Autorités compétentes judiciaires et administratives à la fin 2011. Le deuxième temps fort a été la tenue d'une série de rencontres régionales à Helsinki (14 février), Prague (27 mai) et Paris (5 octobre) consacrées à l'e-APP en général, à la mise en œuvre de ses deux composantes en Espagne et aux possibilités d'exporter le système espagnol dans d'autres États⁴⁶. Le Bureau Permanent continue de réfléchir aux possibilités de promouvoir l'e-APP en Europe et ailleurs.

Afin de promouvoir et d'encourager l'utilisation de l'e-APP, le Bureau Permanent a participé à plusieurs réunions organisées par des organismes notariaux tels que *l'Australian and New Zealand College of Notaries* et la *Notaries Society of England and Wales*.

d Célébration du cinquantième anniversaire de la Convention Apostille

Le 5 octobre 2011 a marqué le cinquantième de la Convention Apostille. Cet événement a été commémoré à Paris sous l'égide du Ministère français de la Justice et des Libertés, lors d'une manifestation qui a été officiellement ouverte par le Ministre français de la Justice, M. Michel Mercier, et le Secrétaire général de la Conférence. Le Secrétaire de la Justice de la Région administrative spéciale de Hong Kong, M. Wong Yan Lung, s'est également exprimé et a souligné l'importance de la Convention Apostille pour la région Asie-Pacifique. Cet événement, qui coïncidait avec la troisième réunion régionale du projet de l'*e-APP pour l'Europe*, a réuni plus de 100 représentants de gouvernements, de notaires, d'huissiers, de dignitaires et d'autres experts du sujet de 29 pays et organisations internationales.

The publication of the Guide is the second of a three-stage approach to developing adequate support documentation for the promotion, implementation and practical operation of the Apostille Convention. The first stage was the publication of the *ABCs of Apostille* brochure, which appeared in 2010. The final stage will be the production of a Practical Handbook addressed to Competent Authorities, which will cover technical aspects of the Convention's operation, and build on relevant matters covered in the Brochure and Guide. The Permanent Bureau expects to present a draft to Members and Contracting States in advance of the November 2012 Special Commission on the practical operation of the Apostille Convention. The final draft will then be prepared based on feedback received.

c Electronic Apostille Pilot Program (e-APP)⁴³

51

As of 31 December 2011, over 60 Competent Authorities in 12 Contacting States had implemented one or both of the electronic Apostille Pilot Program (e-APP) components.⁴⁴

The e-APP achieved a number of milestones in 2011 as part of the *e-APP for Europe* project.⁴⁵ First was the launch of the Spanish e-APP system in May 2011, which by the end of 2011 had been rolled out in 42 judicial and administrative Competent Authorities. Second was the holding of a series of regional meetings in Helsinki (14 February), Prague (27 May) and Paris (5 October) to discuss the e-APP in general, the implementation of both its components in Spain and the exportability of the Spanish system to other jurisdictions.⁴⁶ The Permanent Bureau continues to examine possibilities to further promote the e-APP in Europe and other parts of the world.

With a view to promoting and encouraging the use of the e-APP, the Permanent Bureau participated in several meetings organised by notarial bodies such as the Australian and New Zealand College of Notaries and the Notaries Society of England and Wales.

d Celebrating 50 years of the Apostille Convention

On 5 October 2011, the Apostille Convention marked its 50th Anniversary. The occasion was commemorated by an event in Paris hosted by the Ministry of Justice and Liberties of France, which was opened by the French Justice Minister, Mr Michel Mercier and the Secretary General of the Hague Conference. The Secretary for Justice of the Hong Kong Special Administrative Region, Mr Wong Yan Lung, also spoke and highlighted the importance of the Apostille Convention for the Asia Pacific region. The event, which coincided with the third regional meeting of the *e-APP for Europe* project, was attended by almost 100 government representatives, notaries, judicial officers (*huissiers*), dignitaries and other subject-matter experts from 29 countries and international organisations.

43 Pour le site officiel de l'e-APP, voir < www.e-APP.info >.

44 Pour consulter l'état de mise en œuvre de l'e-APP, voir < http://www.hcch.net/upload/impl_chrt_f.pdf >.

45 *L'e-APP pour l'Europe* est un projet international relatif à l'administration / la justice électronique conçu pour développer de bonnes pratiques dans le cadre de la Convention Apostille en promouvant l'e-APP. Ce projet est une initiative conjointe du Bureau Permanent et du Ministère de la Justice espagnol en association avec les Ministères de la Justice finlandais, français et tchèque.

46 Les Conclusions et Recommandations de chaque réunion régionale sont disponibles dans l'« Espace Apostille » du site de la Conférence.

43 For the official website of the e-APP, see < www.e-APP.info >.

44 For a current status chart on the implementation of the e-APP, see < http://www.hcch.net/upload/impl_chrt_e.pdf >.

45 The *e-APP for Europe* is a transnational e-justice / e-administration project designed to develop best practices in relation to the Apostille Convention by promoting the e-APP. The project is a joint initiative of the Permanent Bureau and the Ministry of Justice of Spain in association with the Ministries of Justice of Finland, France and the Czech Republic.

46 The Conclusions and Recommendations of each regional meeting are available on the "Apostille Section" of the Hague Conference website.

Les participants ont pu faire le point sur la Convention Apostille et réfléchir à son avenir. Ils ont relevé la contribution précieuse et continue de la Convention Apostille à la libre circulation des actes publics et les importants avantages qu'elle apporte aux particuliers et aux entreprises pour leurs déplacements et leurs activités transfrontières. Ils se sont aussi félicités de l'intérêt croissant que suscite la Convention Apostille dans des régions actuellement sous-représentées parmi les États contractants telles que le Moyen-Orient, l'Asie du Sud-Est et l'Afrique de l'Est. Ils ont noté par ailleurs que cette Convention peut aider les États à instaurer des conditions plus propices à l'investissement direct étranger et au commerce international. À cet égard, ils ont noté avec intérêt le rapport intitulé *Investing Across Borders* publié par la Banque mondiale en 2010, qui examine la réglementation applicable à l'investissement direct étranger dans 87 économies et reconnaît l'impact positif de la Convention Apostille sur la capacité des entreprises à démarrer des activités à l'étranger. Ils ont conclu en relevant que bien que 50 ans se soient écoulés depuis sa conclusion, la Convention Apostille n'a rien perdu de son intérêt pour la production des actes publics à l'étranger ; ils ont également encouragé tous les États contractants à sérieusement envisager de mettre en œuvre l'e-APP, car c'est un outil efficace pour conforter le fonctionnement sûr et efficace de la Convention Apostille⁴⁷.

Convention Notification (1965)⁴⁸

a Promotion des ratifications et des adhésions

En 2011, Malte et le Maroc ont adhéré à la Convention Notification de 1965, ce qui porte à 64 le nombre total d'États contractants à cette Convention. L'adhésion à cette Convention et sa ratification ont été promues tout au long de l'année lors de plusieurs manifestations régionales organisées par le Bureau Permanent, notamment la Quatrième conférence Asie-Pacifique et le Premier séminaire judiciaire sur l'entraide judiciaire transfrontière en matière civile et commerciale dans la région du Golfe, et de missions en Amérique latine.

b Manuel pratique sur la Convention Notification de 1965

La troisième édition du Manuel pratique sur le fonctionnement de la Convention Notification de La Haye est désormais disponible en plusieurs langues : anglais, français, russe⁴⁹, espagnol⁵⁰, chinois traditionnel⁵¹, chinois simplifié⁵² et portugais⁵³. La version espagnole a été présentée en novembre 2011 lors d'un atelier à Mexico sur le fonctionnement pratique de la Convention (voir p. 78).

Convention Obtention des preuves (1970)⁵⁴

En 2011, Malte et le Maroc ont adhéré à la Convention Obtention des preuves de 1970, ce qui porte à 54 le nombre d'États contractants à cette Convention. L'adhésion à cette Convention et sa ratification ont été promues tout au long de l'année en même temps que la Convention Notification (voir plus haut).

47 Le texte complet des Conclusions et Recommandations de cette manifestation est disponible sur le site de la Conférence, à l'adresse : < http://www.hcch.net/upload/e-app2011cz_concl_f.pdf >.

48 *Convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale.*

49 Grâce à la généreuse contribution du Gouvernement canadien.

50 Grâce à la généreuse contribution du Gouvernement américain.

51 Les versions chinoise et portugaise ont été publiées grâce à la généreuse contribution du Gouvernement de la Région administrative spéciale de Macao.

52 Ibid.

53 Ibid.

54 *Convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale.*

The event offered participants an occasion to take stock of the Apostille Convention and consider its future direction. Participants noted the invaluable and ongoing contribution of the Apostille Convention to the international circulation of public documents and the important advantages it brings to individuals and businesses in the course of their cross-border movements and activities. They also welcomed the growing interest in the Apostille Convention among States in regions that are currently under-represented among Contracting States, such as the Middle East, Southeast Asia and East Africa. In addition, the participants noted that the Apostille Convention may assist States in establishing conditions more amenable to foreign direct investment and international trade. In this regard, the participants noted with interest the 2010 report of the World Bank entitled *Investing Across Borders*, which surveys foreign direct investment regulation across 87 economies, and which acknowledges the positive impact of the Apostille Convention on the ability of companies to start up foreign businesses. The participants concluded by noting that notwithstanding the passage of 50 years since its conclusion, the Apostille Convention remains as relevant as ever to the production of public documents abroad; in doing so, they also encouraged all Contracting States to actively consider implementing the e-APP as an effective tool to further enhance the secure and effective operation of the Apostille Convention.⁴⁷

Service Convention (1965)⁴⁸

a Promoting ratifications and accessions

In 2011, Malta and Morocco acceded to the 1965 Service Convention, bringing the total number of Contracting States to the Convention to 64. Ratification of and accession to the Service Convention were promoted throughout the year at a number of regional events organised by the Permanent Bureau, including the Fourth Asia Pacific Conference and the First Gulf Judicial Seminar on Cross-Frontier Legal Co-operation in Civil and Commercial Matters, as well as missions in Latin America.

b Practical Handbook on the 1965 Service Convention

The third edition of the Practical Handbook on the Operation of the 1965 Service Convention is now available in multiple languages: English, French, Russian,⁴⁹ Spanish,⁵⁰ traditional Chinese,⁵¹ simplified Chinese⁵² and Portuguese⁵³. The Spanish version was launched in November 2011 at a workshop in Mexico City on the practical operation of the Service Convention (discussed in more detail at p. 79).

Evidence Convention (1970)⁵⁴

In 2011, Malta and Morocco acceded to the 1970 Evidence Convention, bringing the total number of Contracting States to the Convention to 54. Ratification of and accession to the Evidence Convention were promoted throughout the year alongside the Service Convention (see above).

47 The full text of the Conclusions and Recommendations of the event are available on the of the Hague Conference website at < <http://www.hcchnet/upload/e-app2011cz-conel-en.pdf> >.

48 *Hague Convention of 15 November 1965 on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters.*

49 Thanks to the generous contribution of the Government of Canada.

50 Thanks to the generous contribution of the Government of the United States of America.

51 Both Chinese and the Portuguese versions were published thanks to the generous contribution of the Government of the Macau Special Administrative Region.

52 Ibid.

53 Ibid.

54 *Hague Convention of 18 March 1970 on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters.*

Convention Accès à la justice (1980)⁵⁵

Le Brésil ayant adhéré à la Convention Accès à la justice en 2011, cette Convention comptait 26 États contractants au 31 décembre 2011.

Convention Élection de for (2005)⁵⁶

Le Bureau Permanent a suivi les développements au sein de plusieurs Membres qui prennent des mesures en vue de la ratification de la Convention Élection de for. En novembre 2011, il a participé à une série de rencontres en Nouvelle-Zélande et en Australie avec des juges, des fonctionnaires et des universitaires afin de promouvoir la Convention dans ces États (voir p. 64). Il a également pris part à plusieurs réunions avec des fonctionnaires d’États membres de l’Union européenne et de la Commission européenne au cours desquelles a été abordée la conclusion de la Convention Élection de for de 2005 dans le contexte de l’examen actuellement en cours du Règlement (CE) du Conseil No 44/2001 du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l’exécution des décisions en matière civile et commerciale (« Bruxelles I »).

En septembre 2011, le Bureau Permanent a publié une Liste récapitulative annotée sur la Convention Élection de for, téléchargeable sur le site de la Conférence. Cette publication, dont la version finale a été établie en concertation avec les Membres, souligne les questions que les États peuvent avoir besoin d’examiner lors de la mise en œuvre de la Convention. Elle s’inspire de récentes publications du Bureau Permanent concernant les Conventions Apostille de 1961, Protection des enfants de 1996 et Recouvrement des aliments de 2007.

La publication de cette liste a coïncidé avec l’ouverture de l’Espace Élection de for sur le site de la Conférence. Ce nouvel espace spécialisé présente des informations utiles et aisément accessibles sur la Convention Élection de for, notamment son texte intégral (avec des traductions en plusieurs langues), une liste à jour des États contractants, des outils de mise en œuvre (liste récapitulative et dialogue sur la mise en œuvre facilité par une liste de diffusion électronique), documents explicatifs, résumé des activités de promotion conduites par le Bureau Permanent et liens vers des documents importants, dont les travaux préparatoires à la Convention.

> Droit commercial et financier international

Convention Accidents de la circulation routière (1971)⁵⁷

L’Ukraine ayant adhéré à la Convention Accidents de la circulation routière en 2011, cette Convention comptait 21 États contractants au 31 décembre 2011. La Conférence suit attentivement l’étude sur les relations entre la Convention Accidents de la circulation routière de 1971 et le Règlement (CE) No 864/2007 du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (« Rome II »), qui ne prévoit pas de règles spécifiques pour les accidents de la circulation.

Convention Titres (2006)⁵⁸

En 2011, le Bureau Permanent a poursuivi la promotion de la Convention Titres de 2006, qui vise à conférer certitude et prévisibilité juridiques quant à la loi régissant certains aspects revêtant une importance pratique cruciale pour la détention et le transfert de titres intermédiés (c’est-à-dire de titres crédités sur un compte ouvert auprès d’un courtier, d’une chambre de compensation ou d’un autre intermédiaire).

55 Convention de La Haye du 25 octobre 1980 tendant à faciliter l'accès international à la justice.
56 Convention de La Haye du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for.
57 Convention de La Haye du 4 mai 1971 sur la loi applicable en matière d'accidents de la circulation routière.
58 Convention de La Haye du 5 juillet 2006 sur la loi applicable à certains droits sur des titres détenus auprès d'un intermédiaire.

Access to Justice (1980)⁵⁵

Brazil acceded in 2011 to the 1980 Access to Justice Convention. On 31 December 2011, the Convention counted 26 Contracting States.

Choice of Court Convention (2005)⁵⁶

The Permanent Bureau has been monitoring developments within several Members that are taking steps towards ratification of the Choice of Court Convention. In November 2011, the Permanent Bureau attended a series of meetings in New Zealand and Australia with judges, government officials, and academics to promote the Convention in these States (see p. 65). It has also attended a number of meetings with officials from European Union Member States and the European Commission in which the conclusion of the 2005 Choice of Court Convention in the context of the ongoing review of the Council Regulation (EC) No 44/2001 of 22 December 2000 on jurisdiction and the recognition and enforcement of judgments in civil and commercial matters (“Brussels I”) has been discussed.

In September 2011, the Permanent Bureau published an annotated implementation checklist on the Choice of Court Convention. The publication is currently available in electronic version and may be downloaded from the Hague Conference website. The checklist, which has been finalised in consultation with Members, is designed to highlight issues that States may need to consider when implementing the Convention. The checklist follows from similar recent publications prepared by the Permanent Bureau in respect of the 1961 Apostille Convention, the 1996 Child Protection Convention and the 2007 Child Support Convention.

The publication of the implementation checklist coincided with the launch of the Choice of Court Section of the Hague Conference website. The new specialised section provides useful and readily accessible information on the Choice of Court Convention, including its full text (with translations into several languages); an up-to-date list of Contracting States; implementation tools (including the checklist and the implementation dialogue facilitated through an e-mail distribution list); explanatory documents; a summary of relevant promotional activities conducted by the Permanent Bureau; and links to key documents comprising the preparatory work for the Convention.

> International Commercial and Finance Law

Traffic Accidents Convention (1971)⁵⁷

In 2011, Ukraine acceded to the 1971 Traffic Accidents Convention. On 31 December 2011, there were 21 Contracting States to this Convention. The Conference is closely following the study on the relationship between the 1971 Traffic Accidents Convention and Regulation (EC) No 864/2007 of the European Parliament and of the Council on the law applicable to non-contractual obligations (“Rome II”), which does not contain specific rules for traffic accidents.

Securities Convention (2006)⁵⁸

The Permanent Bureau continued to promote the 2006 Securities Convention in 2011. The Convention is designed to provide legal certainty and predictability as to the law governing issues that are of crucial practical importance for the holding and transfer of intermediated securities (i.e., securities that are credited to an account with a broker, bank, clearing agency or other intermediary).

55 Hague Convention of 25 October 1980 on International Access to Justice.
56 Hague Convention of 30 June 2005 on Choice of Court Agreements.
57 Hague Convention of 4 May 1971 on the Law Applicable to Traffic Accidents.
58 Hague Convention of 5 July 2006 on the Law Applicable to Certain Rights in Respect of Securities held with an Intermediary.



**Développements régionaux | Centre international
d'études judiciaires et d'assistance technique**

**Regional Developments | International Centre
for Judicial Studies and Technical Assistance**

Développements régionaux

En 2011, le Bureau Permanent a poursuivi son expansion dans certaines régions ciblées : Amériques, Afrique, Asie-Pacifique, Communauté des États indépendants et Europe de l’Est. Les activités régionales encouragent la coopération et la coordination entre les États unis par des liens culturels, géographiques ou linguistiques particuliers, ce qui facilite une adaptation plus efficace des Conventions de La Haye aux cadres juridiques qu’ils ont en partage. Outre ses programmes régionaux, le Bureau Permanent a également poursuivi le projet de création de bureaux régionaux, qui facilitent l’accès des États à la Conférence. Les activités décrites ci-après ont été soutenues par le Centre international d’études judiciaires et d’assistance technique.

I Amériques

Le Programme spécial pour les États d’Amérique latine engagé par la Conférence en 2005⁵⁹ s’est considérablement développé en sept ans grâce au soutien et à la coordination assurés par le Collaborateur juridique de liaison pour l’Amérique latine, M. Ignacio Goicoechea, qui est aidé depuis 2009 par une Assistante juridique à temps partiel, Mme Florencia Castro. Ensemble, ils répondent aux demandes de fonctionnaires, de juges, de praticiens et d’universitaires de la région, aident à la préparation des séminaires régionaux et apportent un soutien logistique et organisationnel, assurent la révision et la traduction des documents et communiquent avec les Organes nationaux et les Autorités centrales afin d’encourager une plus forte participation aux activités de la Conférence telles que les questionnaires et les Commission spéciales, tous ces services apportant un appui essentiel aux activités menées dans la région.

Dans le cadre des actions de renforcement des relations avec d’autres organisations et de la promotion de partenariats de travail, la Conférence, sous l’égide de l’Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) et en coopération avec le Ministère de la Justice espagnol, a aidé à organiser un séminaire consacré aux nouvelles technologies et à l’e-Apostille au Guatemala en juillet 2011. Ce séminaire – auquel ont participé des experts de l’Argentine, de Bolivie, du Chili, du Costa Rica, de la République dominicaine, de l’Équateur, de l’Espagne, du Guatemala, du Mexique, du Pérou, du Salvador et de l’Uruguay – est un exemple d’initiative prise par l’agence nationale d’aide au développement d’un Membre de la Conférence pour organiser, concevoir et financer une manifestation régionale en vue de garantir la mise en œuvre efficace d’une Convention⁶⁰. Pour le Bureau Permanent, cette manifestation, qui a eu peu d’incidences sur ses ressources, est un modèle qu’il souhaiterait voir imiter dans d’autres parties du monde, d’une part pour l’utilisation efficace des ressources et, d’autre part, parce que c’est une émanation d’un projet antérieur (en l’occurrence le Programme pilote d’Apostilles électroniques pour l’Europe).

Le 28 novembre 2011, plus de 140 experts, juges, fonctionnaires, huissiers de justice, universitaires et membres du Bureau Permanent de la Conférence ont participé à un atelier à Mexico sur le fonctionnement pratique de la Convention Notification. Cet atelier, qui s’est déroulé à la *Consultoría Jurídica* du Ministère des Affaires étrangères mexicain, était coorganisé par le Bureau Permanent et l’Autorité centrale mexicaine (Direction générale des affaires juridiques du Ministère des Affaires étrangères). Son objectif était d’examiner le fonctionnement de la Convention au Mexique et de promouvoir de bonnes pratiques au sein des Autorités centrales en matière de gestion des demandes de notification.

59 Les États qui participent encore au programme sont l’Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, la République dominicaine, l’Équateur, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Pérou, le Salvador, l’Uruguay et le Venezuela, ainsi que le Canada, l’Espagne et les États-Unis d’Amérique.

60 L’AECID a également apporté un soutien important à l’Amérique latine dans le domaine de l’enlèvement international d’enfants et de l’adoption internationale, en particulier en organisant des réunions bisannuelles des Autorités centrales et des autres acteurs concernés.

Regional developments

In 2011 the Permanent Bureau continued to expand its regional presence in certain targeted areas: the Americas, Africa, Asia Pacific, the Commonwealth of Independent States and Eastern Europe. Activities on a regional level encourage co-operation and co-ordination among States with special cultural, geographic and linguistic ties. In turn, this facilitates more effective adaptation of the Hague Conventions to the particular legal environments shared by States in a region. In addition to its regional programmes, the Permanent Bureau has also continued to pursue the establishment of regional offices as a means of providing greater access for States to the Hague Conference. The International Centre for Judicial Studies and Technical Assistance supported the activities described below.

I The Americas

Beginning in 2005, the Hague Conference embarked on a Special Programme for Latin American States.⁵⁹ The expansion of this programme over the past seven years was made possible by the support and co-ordination of the Liaison Legal Officer for Latin America, Mr Ignacio Goicoechea. In addition, the Special Programme for Latin America has benefitted from the work of a part-time Legal Assistant, Ms Florencia Castro, since 2009. They continue to provide essential support to activities in the region by providing the following services: responding to requests from officials, judges, practitioners and academics in the region; assisting with the preparation of regional seminars and providing logistical and organisational support; revising and translating documents; and communicating with National Organs and Central Authorities in the region to encourage greater participation in Hague Conference activities such as the completion of questionnaires and attending Special Commissions.

In the context of actively strengthening relations with other organisations and promoting collaborative partnerships, the Hague Conference, under the aegis of the Spanish Agency for International Development Co-operation (AECID), and in co-operation with the Ministry of Justice of Spain, helped to organise the New Technologies and e-Apostille Seminar held in Guatemala in July 2011. The Seminar – attended by experts from Argentina, Bolivia, Chile, Costa Rica, the Dominican Republic, Ecuador, El Salvador, Guatemala, Mexico, Nicaragua, Peru, Spain and Uruguay – provides an example of a national development aid agency of one of the Conference’s Members taking the initiative in organising, developing and financing a regional event to ensure effective implementation of a Hague Convention.⁶⁰ This event, which had a minimal impact on Permanent Bureau resources, is very much a model the Hague Conference would like to see replicated in other parts of the world, both in terms of effective use of resources and as an example of a spinoff of a prior project (in this case the e-APP Pilot Programme for Europe).

On 28 November 2011, over 140 experts, judges, government officials, process servers, academics and members of the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law attended a workshop in Mexico City on the practical operation of the Service Convention. The workshop was hosted by the *Consultoría Jurídica* of the Ministry of Foreign Affairs of Mexico and organised in collaboration with the Permanent Bureau and the Central Authority of Mexico (Directorate-General of Legal Affairs of the Ministry of Foreign Affairs). The main purpose of the workshop was to review the operation of the Convention in Mexico and promote good practice in the handling of requests for service by Central Authorities.

59 States which continue to be involved in the Special Programme include Argentina, Bolivia, Brazil, Chile, Colombia, Costa Rica, Cuba, the Dominican Republic, Ecuador, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico, Nicaragua, Panama, Paraguay, Peru, Uruguay and Venezuela, as well as Canada, Spain and the United States of America.

60 AECID has also provided substantial support to Latin America in the field of international child abduction and intercountry adoption, in particular by organising biannual meetings of Central Authorities and other relevant actors.

L'année 2011 a également été très riche en événements dans la région. Deux manifestations ont été organisées successivement fin février à Mexico. Tout d'abord, le Réseau mexicain d'entraide judiciaire pour la protection des enfants s'est réuni pour la deuxième fois les 21 et 22 février 2011 à Mexico. Cette réunion de deux jours a permis de former des juges de première instance à la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 et de poursuivre les discussions sur le déploiement du récent Réseau mexicain d'entraide judiciaire afin de relever les défis futurs et de consolider les acquis. Organisé par l'Institut général d'études juridiques de la Cour supérieure de justice du District fédéral du Mexique avec le Bureau Permanent, cette manifestation a réuni 57 juges représentant 27 des 32 États mexicains. Au vu de son succès, une troisième réunion est prévue en 2012.

Ensuite, la réunion interaméricaine du Réseau international de juges de La Haye et des Autorités centrales sur l'enlèvement international d'enfants s'est tenue à Mexico du 23 au 25 février 2011 pour réfléchir aux pistes d'amélioration, dans les pays représentés, du fonctionnement de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 et de la mise en œuvre de la Convention Protection des enfants de 1996⁶¹. Les participants ont abordé les principaux obstacles à la mise en œuvre dans leur État et présenté d'utiles recommandations pour les surmonter. Ils ont également insisté sur le caractère urgent des communications entre les Autorités centrales, encouragé l'utilisation des technologies modernes, reconnu la valeur des outils de la Conférence (notamment les Guides de bonnes pratiques, la loi type sur la procédure d'application des Conventions sur l'enlèvement international d'enfants et INCADAT) et du Réseau international de juges dans l'amélioration du fonctionnement de la Convention et demandé instamment à la Conférence et à l'Institut interaméricain de l'enfant de mettre en place des formations pour les Autorités centrales et les juges⁶².

En décembre 2011, le Bureau Permanent, en coordination avec son Bureau d'Amérique latine, continuait d'apporter une assistance technique au Brésil, au Costa Rica et au Guatemala, entre autres États d'Amérique latine.

2 Processus de Malte

En 2011, le Groupe de travail sur la médiation dans le cadre du Processus de Malte a poursuivi son travail d'élaboration de structures de médiation, d'encouragement à l'adhésion aux Principes⁶³ et à leur application et de réflexion sur la poursuite de l'élaboration des Principes. Ce Groupe de travail a été constitué en 2009 conformément aux Conclusions et Recommandations du Conseil de 2009 sur les affaires générales et la politique de la Conférence afin de promouvoir la mise en place de structures facilitant la résolution des conflits transfrontières concernant le droit de garde ou le droit d'entretenir un contact impliquant des États non parties aux Conventions Enlèvement d'enfants de 1980 et Protection des enfants de 1996. Il est composé d'un petit nombre d'experts indépendants de 12 États – Allemagne, Australie, Canada, Égypte, États-Unis d'Amérique, France, Inde, Jordanie, Malaisie, Maroc, Pakistan et Royaume-Uni.

61 Cette réunion a accueilli 73 juges, fonctionnaires d'Autorités centrales et autres experts des pays suivants : Argentine, Bahamas, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, République dominicaine, El Salvador, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela, de l'Organisation des États américains (OEA), d'IberRed, de l'Institut interaméricain de l'enfant (IIN), du Ministère des Affaires étrangères mexicain et de la Conférence de La Haye de droit international privé.

62 Les Conclusions et Recommandations de la réunion sont disponibles sur le site de la Conférence à l'adresse < http://www.hcch.net/upload/temp/mex2011concl_f.pdf >. En décembre 2011, tous les États d'Amérique latine qui sont parties à la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 ont nommé des juges au RIJH.

63 Les Principes pour la mise en œuvre des structures de médiation dans le cadre du Processus de Malte et le Mémoire explicatif aux Principes sont disponibles en anglais, en français et en arabe sur le site de la Conférence, « Espace Enlèvement d'enfants », puis « Médiation », à l'adresse < http://www.hcch.net/index_fr.php?act=conventions.publications&dtid=52&cid=24 >.

The year also proved to be very productive in terms of programming in the region. Two events in Mexico City were held back-to-back in late February. The Mexican Judicial Network on Child Protection successfully convened for a second time in Mexico City on 21 and 22 February 2011. The two-day meeting provided training to first instance judges on the 1980 Child Abduction Convention and further discussed implementation of the recently created Mexican Judicial Network, with a view to addressing future challenges and advancing current achievements. Organised by the General Institute of Legal Studies of the Superior Court of Justice of Mexico D.F. in conjunction with the Permanent Bureau, the event was attended by 57 judges representing 27 of the 32 Mexican states. Owing to the success of this event, a third meeting is planned for 2012.

The Inter-American Meeting of International Hague Network Judges and Central Authorities on International Child Abduction was held in Mexico City from 23 to 25 February 2011 to discuss how to improve the operation of the 1980 Child Abduction Convention and the implementation of the 1996 Child Protection Convention among the countries represented.⁶¹ Participants addressed the main obstacles to implementation in their States and presented useful recommendations geared towards overcoming those obstacles. Participants also stressed the importance of urgent responses between Central Authorities; promoted the use of modern technologies; acknowledged the value of Hague Conference tools (including, among others, Guides to Good Practice, the Model Law on Procedure for the Application of the Conventions on International Child Abduction and INCADAT) as well as the International Network of Judges in improving the operation of the Convention; and urged the Hague Conference and the Inter-American Children's Institute to develop training courses for Central Authorities and judges.⁶²

As of December 2011, the Permanent Bureau, in co-ordination with its Latin American Office, is providing on-going technical assistance to Brazil, Costa Rica and Guatemala, among other Latin American States.

2 The Malta Process

The Working Party on Mediation in the context of the Malta Process continued to work on the development of mediation structures, to facilitate wider acceptance and implementation of the Principles⁶³ and to consider further elaboration of the Principles in 2011. Following the Conclusions and Recommendations of the 2009 Council on General Affairs and Policy of the Conference, the Working Party was established in 2009 to promote the development of mediation structures to help resolve cross-border disputes concerning custody of or contact with children involving States that are not a Party to the 1980 Child Abduction Convention and the 1996 Child Protection Convention. The Working Party consists of a small number of independent experts from 12 States, including Australia, Canada, Egypt, France, Germany, India, Jordan, Malaysia, Morocco, Pakistan, the United Kingdom and the United States of America.

61 The meeting was attended by 73 judges, Central Authority officials and other experts from Argentina, Bahamas, Brazil, Chile, Colombia, Costa Rica, the Dominican Republic, Ecuador, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico, Nicaragua, Panama, Paraguay, Peru, Trinidad and Tobago, Spain, the United States of America, Uruguay and Venezuela, and from the Organization of American States (OAS), IberRed, the Inter-American Children's Institute (IIN), the Ministry of Foreign Affairs of Mexico, as well as the Hague Conference on Private International Law.

62 The Conclusions and Recommendations of the meeting are available on the Hague Conference website at < <http://www.hcch.net/upload/temp/mex2011concl.pdf> >. As of December 2011, all Latin American States that are party to the 1980 Child Abduction Convention have designated Hague Network Judges.

63 The “Principles for the establishment of mediation structures in the context of the Malta Process”, as well as the Explanatory Memorandum on the Principles, are available on the Hague Conference website in English, French and Arabic under “Child Abduction Section” then “Mediation” at < http://www.hcch.net/index_en.php?act=conventions.publications&dtid=52&cid=24 >.

Les Principes élaborés par le groupe de travail ont été diffusés aux participants à la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique des Conventions de 1980 et de 1996 afin d’encourager le plus grand nombre d’États à adhérer à ce cadre élémentaire. Les États participants ont réservé un bon accueil aux Principes et souligné leur importance car ils aident les familles à trouver des solutions amiables dans le cadre des différends familiaux internationaux impliquant des États non contractants. Ils ont reconnu toutefois qu’en ce qui concerne l’avenir du groupe de travail, l’élaboration des Principes et la mise en place de points de contact centraux conformément à ces Principes n’étaient que les premières étapes d’un processus destiné à améliorer la situation des personnes concernées par des conflits familiaux internationaux relatifs à la garde et au droit d’entretenir un contact impliquant des États non contractants. À cet égard, la Commission spéciale a encouragé les États « à envisager la mise en place d’un Point de contact central ou la désignation de leur Autorité centrale comme Point de contact central »⁶⁴.

3 Afrique⁶⁵

Un atelier consacré à la Convention Apostille s’est déroulé le 7 mars 2011 à Nairobi, au Kenya. Organisé par *TradeMark East Africa* et le Secrétariat de la Communauté d’Afrique de l’Est (EAC) en coopération avec le Bureau Permanent, il visait à établir une stratégie pour la mise en œuvre de la Convention Apostille de 1961 dans tous les États partenaires de l’EAC. Des représentants des cinq États membres de l’EAC (Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda et Tanzanie) y ont participé. Depuis, le Bureau Permanent travaille avec *TradeMark East Africa* pour promouvoir la Convention Apostille au sein de l’EAC, et a participé à une série de visioconférences avec des fonctionnaires de plusieurs États partenaires de l’EAC afin d’approfondir les discussions relatives à la mise en œuvre.

D’autres activités ont été menées en Afrique en 2011 dans le cadre du Programme d’assistance technique en matière d’adoption internationale de la Conférence (voir p. 70).

4 Asie-Pacifique

a Quatrième conférence régionale Asie-Pacifique

L’action fructueuse du bureau régional de la Conférence en Amérique latine a incité le Bureau Permanent à intensifier ses efforts en 2011 en vue d’établir un bureau régional en Asie-Pacifique. Ce bureau conforterait la présence de la Conférence dans la région et permettrait une meilleure promotion des Conventions de La Haye ; il faciliterait les prestations de services post-conventionnels, assisterait les États de la région dans leurs préparatifs à l’adhésion aux Conventions de La Haye et à la Conférence et les accompagnerait dans leurs efforts de renforcement de leurs capacités (notamment par une assistance à l’établissement d’Autorités centrales). Au vu du succès des trois conférences sur les travaux de la Conférence organisées en Asie-Pacifique (Malaisie en 2005, Australie en 2007, Hong Kong en 2008), une quatrième conférence régionale s’est tenue à Manille en 2011 (Philippines) afin de discuter de l’intérêt, de la mise en œuvre et du fonctionnement pratique de plusieurs Conventions de La Haye majeures au sein de la région Asie-Pacifique⁶⁶.

64 Voir Doc. pré-l. No 14 de novembre 2011, disponible sur le site de la Conférence à l’adresse < <http://www.hcch.net/upload/wop/abduct2012pd14f.pdf> >.

65 Les pays suivants ont participé au Projet de La Haye pour l’Afrique : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Congo, Côte d’Ivoire, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Somalie, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Tunisie, Zambie et Zimbabwe.

66 Un séminaire a été organisé en octobre 2011 à Hanoi, au Vietnam, à la veille de la Quatrième conférence Asie-Pacifique de Manille. Associant assistance technique et activités de promotion et d’information visant à encourager le Vietnam à rejoindre la Conférence, ce séminaire a donné des informations sur les formes d’assistance technique dont le Vietnam pourrait bénéficier s’il devenait Membre.

The Principles developed by the Working Party were distributed to participants of Part I of the Sixth Meeting of the Special Commission on the practical operation of the 1980 and 1996 Hague Conventions, with a view to encouraging acceptance of this basic framework by a broader range of States. The participating States welcomed the Principles and highlighted their importance in assisting families in reaching amicable solutions in the context of cross-border family disputes involving non-Contracting States. However, participants recognised that, in relation to the future of the Working Party, the development of the Principles and the establishment of Central Contact Points in accordance with such Principles, were only the first steps in improving the situation for those involved in non-Hague cross-border family disputes concerning custody and contact. In this regard, the Special Commission encouraged States “to consider the establishment of such a Central Contact Point or the designation of their Central Authority as a Central Contact Point”.⁶⁴

3 Africa⁶⁵

A workshop on the Apostille Convention was held in Nairobi, Kenya, on 7 March 2011. The Workshop, which was organised by TradeMark East Africa and the East African Community (EAC) Secretariat in co-operation with the Permanent Bureau, was designed to produce a strategy for the implementation of the 1961 Apostille Convention throughout the EAC Partner States. Representatives from all five Member States of the EAC (Burundi, Kenya, Rwanda, Tanzania and Uganda) participated. Since then, the Permanent Bureau has been working with TradeMark East Africa to promote the Apostille Convention in the EAC, and has attended a series of follow-up videoconferences with officials from a number of EAC Partner States to discuss implementation issues in more depth.

Additional activities were conducted in Africa in 2011 under the Hague Conference’s Intercountry Adoption Technical Assistance Programme (see p. 71).

4 The Asia Pacific region

a Fourth Asia Pacific Regional Conference

Given the success of the presence of the Hague Conference in Latin America, 2011 saw increased efforts to bring a regional office to the Asia Pacific region. The new Asia Pacific Regional Office would reinforce and strengthen the presence of the Hague Conference at the regional level and contribute to a wider promotion of the Hague Conventions; facilitate the delivery of post-Convention services in the region; assist States in the region with preparations for joining Hague Conventions and the Hague Conference; and provide services which assist States with capacity-building (including the provision of assistance in setting up Central Authorities). Following the success of three regional conferences in the Asia Pacific on the work of the Hague Conference (Malaysia, 2005; Australia, 2007; Hong Kong, 2008), a fourth regional conference was convened in Manila, the Philippines in 2011 to discuss the relevance, implementation and practical operation of a number of important Hague Conventions within the Asia Pacific region.⁶⁶

64 See Prel. Doc. No 14 of November 2011, available at the Hague Conference website at < <http://www.hcch.net/upload/wop/abduct2012pd14e.pdf> >.

65 The Hague Project for Africa has in the past involved the following countries: Algeria, Angola, Benin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroon, Central African Republic, Chad, Congo, Côte d’Ivoire, Djibouti, Egypt, Equatorial Guinea, Eritrea, Ethiopia, Gabon, Ghana, Guinea, Guinea-Bissau, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritania, Mauritius, Morocco, Mozambique, Namibia, Niger, Rwanda, Senegal, Somalia, South Africa, Swaziland, Tanzania, Togo, Tunisia, Uganda, Zambia and Zimbabwe.

66 A Seminar in Hanoi, Vietnam, in October 2011, immediately preceded the Fourth Asia Pacific Conference in Manila. The Seminar combined technical assistance with promotional and informational activities aimed at encouraging Vietnam to become a Member of the Hague Conference, and provided guidance on the types of technical assistance available were Vietnam to become a Member.

Plus de 230 délégués et participants d'Arabie saoudite, d'Australie, du Bahreïn, du Bhoutan, du Brunei Darussalam, du Cambodge, de Chine, de la République de Corée, des Émirats arabes unis, de Fidji, d'Inde, d'Indonésie, du Japon, de Malaisie, du Myanmar, du Népal, de Nouvelle-Zélande, des Philippines, du Qatar, du Laos, de Samoa, du Sri Lanka, de Thaïlande, du Timor-Leste, de Vanuatu et du Vietnam, aux côtés d'observateurs d'Irak, des États-Unis d'Amérique et du Secrétariat de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) ainsi que d'huissiers de justice, d'universitaires, d'autres professionnels, de représentants d'organisations non gouvernementales et de membres du Bureau Permanent de la Conférence ont participé à la Conférence de Manille, qui était consacrée au droit de la famille, à l'entraide judiciaire et au contentieux international, et plus particulièrement aux Conventions Adoption internationale de 1993 et Apostille de 1961. Les aspects de droit international privé des migrations économiques temporaires et circulaires, sujet d'une grande importance pour la région et pour les Philippines en particulier, ont également été abordés. L'ouverture d'un bureau régional dans la région Asie-Pacifique à Hong-Kong a fait l'objet d'une discussion approfondie et il a été convenu qu'une proposition officielle d'établissement serait présentée au Conseil sur les affaires générales et la politique d'avril 2012.

b Consultation mondiale sur les services de protection de l'enfance

Toujours aux Philippines, un représentant du Bureau Permanent est intervenu lors de la Onzième consultation mondiale sur les services de protection de l'enfance en août 2011. Cette manifestation annuelle est le plus grand forum international en son genre dans la région Asie-Pacifique. Elle était consacrée cette année à la protection des droits des enfants par des partenariats internationaux dynamiques et visait à sensibiliser et à développer la coopération entre pays afin de prévenir la traite des enfants. Le Bureau Permanent est intervenu sur certains aspects de l'adoption internationale.

c Australie et Nouvelle-Zélande

Enfin, la Conférence a effectué une mission fin novembre en Australie et en Nouvelle-Zélande. En Nouvelle-Zélande, le Premier secrétaire de la Conférence, Marta Pertegás, a pris part à une série de réunions et de séminaires pour discuter des travaux de la Conférence dans la région⁶⁷. Ont été présentés et discutés l'intérêt régional pour la Convention Élection de for de 2005, l'utilisation et les effets des clauses d'élection de for, le soutien que le droit international privé peut apporter à la croissance économique et aux échanges commerciaux, le fonctionnement des accords de l'Union européenne dans le domaine de l'entraide judiciaire dans ce contexte, ainsi que les avantages que la reprise du projet sur les jugements offrirait à une nation commerçante comme la Nouvelle-Zélande, qui attache une grande importance aux liens entre les Conventions de La Haye et la promotion du commerce et des échanges internationaux.

En Australie, un séminaire intitulé « *Tackling the Legal Challenges in Cross-Border Transactions* » s'est tenu le 29 novembre 2011 à Melbourne pour examiner les problèmes juridiques qui se posent dans le contexte des transactions transfrontières. Ce séminaire portait en particulier sur le droit applicable dans les contrats commerciaux internationaux et l'utile référence que pourraient constituer les futurs Principes de La Haye sur le choix de la loi applicable en matière de contrats commerciaux internationaux. L'Australie et la Nouvelle-Zélande sont toutes deux favorables à la poursuite des travaux de la Conférence dans le domaine des contentieux internationaux.

Over 230 delegates and participants from Australia, Bahrain, Bhutan, Brunei Darussalam, Cambodia, China, Fiji, India, Indonesia, Japan, the Republic of Korea, Laos, Malaysia, Myanmar, Nepal, New Zealand, the Philippines, Qatar, Saudi Arabia, Samoa, Sri Lanka, Thailand, Timor-Leste, the United Arab Emirates, Vanuatu and Vietnam, together with observers from Iraq, the United States of America and the Association of South East Asian Nations (ASEAN) Secretariat, as well as judicial officers, academics, other professionals, representatives from non-governmental organisations and members of the Permanent Bureau of the Hague Conference attended the Manila Conference, which focused specifically on the areas of family law and legal co-operation and litigation, with particular emphasis on the 1993 Intercountry Adoption Convention and the 1961 Apostille Convention. The Conference also considered private international law aspects of temporary and circular economic migration, a topic of great practical importance to the region, and to the Philippines in particular. The establishment of an Asia Pacific Regional Office in Hong Kong was discussed at the Conference in great detail, and it was agreed that a formal proposal for its establishment will be presented to the Council on General Affairs and Policy in April 2012.

b Global Consultation on Child Welfare Services

Also in the Philippines, a representative of the Permanent Bureau spoke at the 11th Global Consultation on Child Welfare Services in August 2011. The Global Consultation, held every other year, is the largest international forum of its kind in the Asia Pacific region. The theme of this year's Consultation was "Securing Children's Rights through Dynamic International Partnerships" and aimed to raise awareness and co-operation among countries to prevent child trafficking. The Permanent Bureau attended to address issues specifically related to intercountry adoption.

c Australia and New Zealand

Finally, a Hague Conference mission to Australia and New Zealand took place in late November. In New Zealand, First Secretary Marta Pertegás of the Hague Conference took part in a series of meetings and seminars to discuss Hague Conference work in the region.⁶⁷ Issues presented on and discussed included regional interest in the 2005 Choice of Court Convention; the use and effects of choice of court clauses; how private international law can support economic growth and trade; how European Union agreements in the area of judicial co-operation have worked in this context; and the advantages that resuming the Judgments Project would offer a trading nation like New Zealand, which attaches great importance to the connection between the Hague Conventions and encouraging international trade and commerce.

In Australia, a seminar on "Tackling the Legal Challenges in Cross-Border Transactions" was held in Melbourne on 29 November 2011 to examine the legal issues that arise in the context of cross-border transactions. The event focused on applicable law issues in international commercial contracts and ways in which the future Hague Principles on Choice of Law in International Commercial Contracts can provide a useful reference. Both Australia and New Zealand are supportive of further Hague Conference work in the area of international litigation.

67 Mme Pertegás a participé au séminaire « Justice Horizons » de 2011 et au symposium « Innovative Models in International Commercial Dispute Resolution », sous les auspices du *Centre for Public Law* de la Nouvelle-Zélande à l'Université Victoria de Wellington et de l'*Australian and New Zealand Society of International Law* (ANZSIL).

67 Seminars attended by Ms Pertegás included the Justice Horizons Seminar 2011 Series and the Innovative Models in International Commercial Dispute Resolution Symposium, hosted by the New Zealand Centre for Public Law at Victoria University of Wellington and the Australian and New Zealand Society of International Law (ANZSIL).

5 Communauté des États indépendants et Europe de l’Est

Le Programme de La Haye pour la Communauté des États indépendants et l’Europe de l’Est est conçu pour apporter une assistance à la mise en œuvre et au fonctionnement des Conventions de La Haye aux États parties de la Communauté des États indépendants (CEI) et d’Europe de l’Est⁶⁸ sous forme de missions d’évaluation et de séminaires de formation ou d’information⁶⁹.

66

La Conférence d’examen sur la dimension humaine de l’Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) s’est tenue à Varsovie, Pologne, du 26 septembre au 7 octobre 2011. Cette réunion annuelle examine la mise en œuvre des engagements de l’OSCE relatifs à la dimension humaine de l’OSCE – notamment dans le domaine des droits de l’Homme et des libertés fondamentales – ainsi que les procédures et mécanismes de suivi et d’application de ces engagements. La participation de la Conférence à la réunion, au cours de laquelle les obligations en vertu de la Convention Enlèvement d’enfants de 1980 ont été abordées, a été rendue possible par le Département d’État des États-Unis d’Amérique.

Du 19 au 21 mai 2011, le Secrétaire général a pris part au Premier forum juridique international à Saint-Petersbourg, Russie, à l’invitation du Gouvernement de la Fédération de Russie. Il a évoqué les défis posés dans le domaine du droit international à l’ère de la mondialisation croissante dans un contexte de diversité juridique persistante⁷⁰.

6 Moyen-Orient

Le Moyen-Orient est une nouvelle région d’action pour la Conférence, cela en raison de l’intérêt suscité par le Processus de Malte, mais aussi de la sensibilisation croissante aux bienfaits de l’adhésion aux Conventions de La Haye dans le domaine du droit financier ou de l’entraide judiciaire et administrative. À cet égard, le Premier séminaire judiciaire sur l’entraide judiciaire transfrontière en matière civile et commerciale dans la région du Golfe s’est tenu à Doha, au Qatar, du 20 au 22 juin 2011. Environ 80 participants des États membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) – Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Koweït, Qatar et Oman (le Bahreïn était excusé) – comprenant des fonctionnaires ministériels, des professeurs et des professionnels, ainsi que des membres du Bureau Permanent se sont réunis pour débattre de l’intérêt et de la mise en œuvre éventuelle de certaines des Conventions adoptées sous les auspices de la Conférence de La Haye dans la région du CCG dans le domaine de l’entraide judiciaire, du contentieux international et de la protection des enfants. Ont été notamment évoqués les Conventions Enlèvement d’enfants de 1980 et Protection des enfants de 1996, le Processus de Malte, les Conventions Recouvrement des aliments de 2007, Notification de 1965, Obtention des preuves de 1970, Accès à la justice de 1980, Jugements de 1971⁷¹, Élection de for de 2005 et Apostille de 1961. À la lumière des échanges, les participants sont convenus d’étudier la possibilité de produire une traduction arabe de toutes les Conventions de La Haye, des documents connexes et de l’intégralité du site Internet de la Conférence et de relayer les informations et les autres bienfaits du séminaire aux organismes et autorités responsables des différents États. Il a été recommandé que ce séminaire soit organisé tous les deux ans, de préférence dans un État différent par rotation, en coordination avec le Secrétariat du CCG.

68 Les États concernés sont les suivants : Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldova, Ouzbékistan, Pologne, Fédération de Russie, Tadjikistan et Ukraine.
69 Voir p. 74 pour plus d’informations sur la formation animée au Kazakhstan.
70 Ce discours est disponible en anglais sur le site de la Conférence à l’adresse < <http://www.hcch.net/upload/petersburg2011.pdf> >.
71 *Convention de La Haye du Premier février 1971 sur la reconnaissance et l’exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale.*

5 Commonwealth of Independent States / Eastern Europe

The Hague Programme for the Commonwealth of Independent States / Eastern Europe is designed to provide assistance in respect of the implementation and operation of the Hague Conventions to States Parties from the Commonwealth of Independent States (CIS) and in Eastern Europe,⁶⁸ through both diagnostic missions and training or educational seminars.⁶⁹

The Human Dimension Implementation Meeting of the Organisation for Security and Co-operation in Europe (OSCE) was held in Warsaw, Poland, from 26 September to 7 October 2011. The annual meeting reviews the implementation of OSCE human dimension commitments – including in the areas of human rights and fundamental freedoms – as well as the procedures and mechanisms for monitoring and enhancing compliance with these commitments. Hague Conference participation at the meeting, where obligations under the 1980 Child Abduction Convention were discussed, was made possible by the State Department of the United States of the America.

67

From 19 to 21 May 2011, the Secretary General took part in the first International Legal Forum in St Petersburg, Russia at the invitation of the Government of the Russian Federation. He addressed the challenges posed to the field of international law in an age of increasing globalisation alongside continued legal diversity.⁷⁰

6 The Middle East

The Middle East region is a new area of focus for the Hague Conference, due in part to interest generated by the Malta Process, but also as a result of growing awareness of the benefits of joining Hague Conventions dealing with financial law or legal / administrative co-operation. In this regard, the First Gulf Judicial Seminar on Cross-Frontier Legal Co-operation in Civil and Commercial Matters was held in Doha, Qatar from 20 to 22 June 2011. Approximately 80 participants from Member States of the Gulf Co-operation Council (GCC) – Kuwait, Qatar, Saudi Arabia, the United Arab Emirates and Oman (Bahrain was excused) – including Ministry officials, academics and professionals, as well as members of the Permanent Bureau met to discuss the relevance and possible implementation of some of the Conventions adopted under the auspices of the Hague Conference within the GCC Region in the areas of legal co-operation and litigation, as well as child protection. The Conventions and projects discussed included the 1980 Child Abduction Convention, the 1996 Protection of Children Convention, the Malta Process, the 2007 Child Support Convention, the 1965 Service Convention, the 1970 Evidence Convention, the 1980 Access to Justice Convention, the 1971 Judgments Convention,⁷¹ the 2005 Choice of Court Convention and the 1961 Apostille Convention. In light of the topics discussed, participants agreed to explore possibilities of providing a translation in Arabic of all the Hague Conventions and related documents as well as the full Hague Conference website, and to share the information and other benefits obtained from the Seminar with the responsible bodies and authorities in the relevant States. It was recommended that such a seminar be held every two years, possibly in a different State on a rotating basis, in co-ordination with the GCC Secretariat.

68 States include: Armenia, Azerbaijan, Belarus, Georgia, Kazakhstan, Kyrgyzstan, Moldova, Poland, the Russian Federation, Tajikistan, Ukraine and Uzbekistan.
69 See p. 75 for more information on the training carried in Kazakhstan.
70 A copy of the speech can be accessed on the Hague Conference website at < <http://www.hcch.net/upload/petersburg2011.pdf> >.
71 *Hague Convention of 1 February 1971 on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments in Civil and Commercial Matters.*

Le Centre et ses programmes d’assistance technique spécifiques aux Conventions

Le Centre international d’études judiciaires et d’assistance technique de la Conférence (le « Centre ») coordonne des programmes d’assistance technique et de formation judiciaire qui apportent un soutien individualisé aux États qui sollicitent son assistance avant de devenir parties à une ou plusieurs Conventions de La Haye. Le Centre met également en place des programmes et des séminaires conçus pour des États qui ont exprimé le souhait d’une assistance à la mise en œuvre ou d’une formation sur le fonctionnement des Conventions de La Haye. Partie intégrante du Bureau Permanent, il est aujourd’hui dans sa cinquième année de fonctionnement et poursuit son expansion progressive.

En 2011, le Centre a apporté son appui à des programmes régionaux et à des activités de promotion et d’assistance technique dans les pays suivants :

Allemagne (pour un séminaire de formation destiné aux États d’Europe de l’Est et à la Communauté des États indépendants)*	Italie (pour une réunion avec des fonctionnaires népalais)
Bermudes	Kazakhstan
Brésil	Kenya
Cambodge	Malaisie
Chili	Mexique*
Costa Rica	Maroc*
Éthiopie	Panama
Guatemala	Philippines*
Haiti	Qatar*
	Zambie

* Indique qu’au moins un programme organisé dans l’État en 2011 était un événement régional, c’est-à-dire que d’autres États de la région ont été invités à y participer.

Le Centre aide de nombreux pays et les régions qui les entourent en repérant, formulant et déployant des projets, en apportant son aide à l’élaboration d’instruments juridiques, en améliorant les capacités institutionnelles des gouvernements et des agences d’exécution, en élaborant des stratégies de développement et des méthodes pour améliorer l’État de droit, en promouvant des technologies facilitant le fonctionnement des Conventions de La Haye et en favorisant la coopération régionale. Les résultats fructueux de ces activités et la croissance exponentielle des besoins ont entraîné une augmentation considérable des demandes d’assistance présentées au Bureau Permanent en quelques années.

À la demande du Conseil, un Groupe de travail sur l’assistance technique s’est réuni le 17 et le 18 novembre 2011 à La Haye afin d’examiner les problèmes liés à l’assistance technique apportée par la Conférence et formuler des recommandations, en particulier sur le rôle que l’Organisation doit jouer dans l’assistance technique, ses priorités internes et les priorités en matière d’assistance technique à différents États, les besoins en ressources humaines, le financement de l’assistance technique et le rôle des Membres, des experts et des bureaux régionaux dans l’assistance technique apportée dans leurs régions respectives.

The Centre and its Convention-specific Technical Assistance Programmes

The Hague Conference International Centre for Judicial Studies and Technical Assistance (Centre) co-ordinates technical assistance and judicial training programmes in the form of customised support to States seeking assistance before becoming a Party to one or more of the Hague Conventions. The Centre also assists with programmes or seminars designed for States which have expressed a desire for assistance with the implementation of or training on the operation of Hague Conventions. Now almost in its fifth year of operation, the Centre continues to gradually build its role as an integral part of the Permanent Bureau.

In 2011, the Centre supported regional programmes and / or technical assistance activities in the following countries:

Bermuda	Italy (for a meeting with Nepalese officials)
Brazil	Kazakhstan
Cambodia	Kenya
Chile	Malaysia
Costa Rica	Mexico*
Ethiopia	Morocco*
Germany (for a training seminar for Eastern European jurisdictions and the Commonwealth of Independent States)*	Panama
Guatemala	The Philippines*
Haiti	Qatar*
	Zambia

* Indicates that at least one programme organised in the jurisdiction during 2011 was a regional event, i.e., other States in the region were invited to participate.

In short, through its operations, the Centre has supported assistance given to numerous countries and the surrounding regions by: identifying, formulating, and implementing projects; assisting in the drafting of legal instruments; improving the institutional capabilities of governments and executing agencies; formulating development strategies and methods for improving the rule of law; promoting useful technologies to facilitate operation of the Hague Conventions; and fostering regional co-operation. In light of the successful implementation of these tasks, and exponentially growing needs, the past few years have seen a substantial increase in requests for assistance made to the Permanent Bureau.

On 17 and 18 November 2011, at the request of the Council, a Working Group on Technical Assistance was convened in The Hague. This Working Group was asked to address the issues involved in the provision of technical assistance by the Hague Conference and to examine and make recommendations in particular on: the role of the Conference in providing technical assistance; the priorities both within the Organisation and with respect to providing technical assistance to various States; human resource requirements; funding in relation to technical assistance; and the role of Members, experts and regional offices in providing technical assistance in their respective regions.

Ce Groupe de travail était formé d'experts de 23 Membres, représentants de l'Allemagne, de l'Argentine, de l'Australie, du Brésil, du Canada, du Chili, de la Chine, de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de la Finlande, de la France, de l'Inde, du Japon, du Mexique, des Pays-Bas, de la Pologne (en sa capacité d'État exerçant la présidence de l'Union européenne en 2011), de la Roumanie, du Royaume-Uni, de la Fédération de Russie, de la République slovaque, de la Suède, de la Suisse et de l'Union européenne. Les experts ont dans l'ensemble exprimé un fort soutien aux activités d'assistance technique de la Conférence, mais ils ont jugé que d'autres travaux étaient nécessaires pour résoudre les points les plus difficiles concernant le rôle du Bureau Permanent dans l'assistance technique, la hiérarchisation des priorités des demandes d'assistance technique ainsi que le financement et d'autres questions portant sur les ressources.

I Programme d'assistance en matière de protection des enfants (CPAP)

Dans le cadre du Programme d'assistance en matière de protection des enfants (CPAP), le Centre apporte une assistance technique et dispense des formations ciblées sur les Conventions de La Haye relatives aux enfants, en particulier les Conventions Adoption internationale de 1993, Enlèvement d'enfants de 1980, Protection des enfants de 1996 et Recouvrement des aliments de 2007 et son Protocole. Ces Conventions offrent un cadre pratique pour la réalisation des droits des enfants et de leur famille – notamment des personnes qui ont principalement la charge des enfants, des femmes le plus souvent. En mettant efficacement en œuvre les Conventions de La Haye relatives aux enfants et en respectant leurs obligations, les États donnent effet à de nombreux droits contenus dans la *Convention des Nations Unies du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant*.

Prenant appui sur un réseau mondial de contacts et d'experts, ce programme s'efforce de trouver des solutions adaptées aux besoins locaux. L'assistance apportée peut consister à conseiller sur la législation et l'organisation structurelle, à renforcer les capacités, à diagnostiquer et éliminer les mauvaises pratiques, à former les personnes chargées de la mise en œuvre des Conventions de La Haye relatives aux enfants telles que les juges, les fonctionnaires et les travailleurs sociaux et, de manière générale, à développer les capacités du système de protection de l'enfance.

a Programme d'assistance technique en matière d'adoption internationale (ICATAP)

Le Programme d'assistance technique en matière d'adoption internationale (ICATAP), qui s'inscrit dans le programme CPAP, a donné d'excellents résultats dans plusieurs États ayant sollicité une assistance. Ce programme vise à protéger les enfants vulnérables privés de protection parentale en renforçant les systèmes d'adoption judiciaires et administratifs internes. Coordonné par la Coordinatrice du programme ICATAP avec le soutien du Centre, il fait appel à des consultants et experts internationaux extérieurs en étroite concertation avec l'Unicef.

Cambodge⁷² | S'appuyant sur le travail accompli les années précédentes, plusieurs activités du programme ICATAP ont été déployées pour continuer d'accompagner le Gouvernement cambodgien dans la mise en œuvre de la Convention Adoption internationale de 1993. En 2011, une consultante extérieure a fourni une assistance technique au Cambodge dans le cadre d'ICATAP, en étroite concertation avec le Bureau Permanent et l'Unicef. Elle a apporté l'assistance et le soutien nécessaires à la mise en œuvre de la nouvelle Loi sur l'adoption internationale, des règlements d'application (*Prakas*) et de la Convention Adoption internationale de 1993 à l'Autorité centrale cambodgienne (au sein du Ministère des Affaires sociales, des Vétérans et de la Réhabilitation des jeunes). En outre, elle a rédigé un manuel de procédure pour aider le personnel de l'Autorité centrale à appliquer la loi et la réglementation

The Working Group comprised experts from 23 Members, including representatives from Argentina, Australia, Brazil, Canada, Chile, China, the European Union, Finland, France, Germany, India, Japan, Mexico, the Netherlands, Poland (in its capacity as the State holding the European Union Presidency in 2011), Romania, the Russian Federation, the Slovak Republic, Spain, Sweden, Switzerland, the United Kingdom and the United States of America. Experts generally indicated strong support for the Hague Conference's technical assistance activities but took the view that additional work was needed to resolve the more difficult issues pertaining to the extent of the Permanent Bureau's commitment to technical assistance, prioritisation of technical assistance requests and funding and other resource issues.

I Child Protection Assistance Programme (CPAP)

The Child Protection Assistance Programme (CPAP) provides technical assistance and develops training programmes focused on the Hague Children's Conventions, in particular the 1993 Intercountry Adoption Convention, the 1980 Child Abduction Convention, the 1996 Child Protection Convention and the 2007 Child Support Convention and its Protocol. These Children's Conventions provide a practical framework for the realisation of the rights of children and their families – including their primary carers, which in most cases are women. By effectively implementing the Hague Children's Conventions and by complying with their obligations, States give effect to many rights contained in the *United Nations Convention of 20 November 1989 on the Rights of the Child*.

Using a global network of contacts and experts, CPAP strives to develop solutions which address local needs. Assistance might involve providing advice on legislation and structural organisation and building capacity; identifying and overcoming bad practices; and educating individuals responsible for implementing the Hague Children's Conventions such as judges, government officials and welfare workers as well as building capacity in the child protection system in general.

a Intercountry Adoption Technical Assistance Programme (ICATAP)

Within CPAP is the highly successful Intercountry Adoption Technical Assistance Programme (ICATAP), which has produced positive results in a number of States that have sought assistance. ICATAP aims to protect vulnerable children deprived of parental care by strengthening domestic legal and administrative adoption systems. The Programme is co-ordinated by the ICATAP Co-ordinator with the support of the Centre, with the use of external international consultants and experts and in close co-operation with UNICEF.

Cambodia⁷² | Building on the work undertaken in previous years, a number of ICATAP activities have been carried out to continue supporting the Government of Cambodia as it implements the 1993 Intercountry Adoption Convention. During 2011, an external consultant continued to provide technical assistance to Cambodia, under ICATAP, in close co-operation with the Permanent Bureau and UNICEF. She provided assistance and support needed to implement the new Law on Intercountry Adoption, the Regulations (*Prakas*) and the 1993 Intercountry Adoption Convention to the Cambodian Central Authority (within the Ministry of Social Affairs, Veterans and Youth Rehabilitation). In addition, she drafted a Procedure Manual to assist Central Authority staff to apply the law and regulations to adoption cases. A member of the Permanent Bureau also assisted through several missions to give advice on the drafting of relevant regulations. The Government of Cambodia intends to resume intercountry adoptions on 1 April 2012, and the Permanent Bureau, through ICATAP partners and UNICEF, will continue its efforts to provide the necessary training, capacity building and fundraising for resources.

72 L'Australie, les États-Unis d'Amérique et les Pays-Bas ont apporté un généreux soutien aux activités menées au Cambodge.

72 Financial support for the activities in Cambodia was generously provided by Australia, the Netherlands and the United States of America.

aux dossiers d'adoption. Un membre du Bureau Permanent a également effectué plusieurs missions de conseil et d'assistance à la rédaction de la réglementation. Le Gouvernement cambodgien compte reprendre les adoptions internationales le 1er avril 2012 et le Bureau Permanent, à travers les partenaires d'ICATAP et l'Unicef, poursuivra ses efforts pour dispenser la formation nécessaire, aider au renforcement des capacités et lever des fonds.

Chili | En 2009, un membre du Bureau Permanent a coordonné une étude comparative sur l'adoption internationale dans une sélection d'États et a recommandé des mesures pour améliorer le système d'adoption au Chili. Financé par l'Autorité centrale chilienne pour les adoptions (SENAME) et la *Deutsche Stiftung für Technische Zusammenarbeit* (GTZ), ce projet s'est conclu en 2011 par une assistance technique à la rédaction de la nouvelle Loi sur les adoptions.

Éthiopie⁷³ | En mai 2011, la Coordinatrice du Programme d'assistance technique en matière d'adoption internationale de la Conférence a rencontré les autorités éthiopiennes et l'Unicef pour faire le point sur la situation en matière de protection des enfants privés de protection parentale, sur les possibilités d'adopter ces enfants et sur l'aide que la Conférence pourrait apporter à l'Éthiopie si elle adhérerait à la Convention Adoption internationale de 1993. Les échanges ont mis en lumière les pressions exercées par les États d'accueil pour adopter des enfants éthiopiens, la nécessité d'une meilleure coordination entre les autorités éthiopiennes et les autres difficultés que rencontrent l'adoption internationale et le système global de protection de l'enfance dans le pays. Les autorités éthiopiennes ont souligné que des modifications législatives et procédurales doivent être apportées au système d'adoption avant de pouvoir adhérer à la Convention.

Guatemala⁷⁴ | En 2011, les autorités guatémaltèques et d'autres organes ont continué d'œuvrer au renforcement du système d'adoption (renforcement des garanties concernant la déclaration d'adoptabilité des enfants, élaboration des règlements d'application de la Loi sur l'adoption, conclusion des dossiers d'adoption qui avaient été ouverts avant l'entrée en vigueur de la Convention, etc.). Un membre du Bureau Permanent s'est rendu dans le pays en juillet 2011 et a rencontré l'Autorité centrale, l'Unicef et la Commission internationale des Nations Unies contre l'impunité au Guatemala (CICIG) pour faire le point sur les développements en matière d'adoption internationale au Guatemala. Il a été convenu que les conditions n'étaient pas encore réunies pour reprendre le « Projet pilote » pour l'application de la Convention de 1993 (toujours dans l'attente de la sélection d'organismes étrangers agréés pour l'adoption et des Autorités centrales) et qu'à court terme, la priorité est de poursuivre le renforcement du système d'adoption, en particulier en i) adoptant un nouveau règlement d'application de la Loi sur l'adoption et ii) en concluant les dossiers en suspens.

Haïti⁷⁵ | En 2010, le Gouvernement haïtien a sollicité l'assistance du Bureau Permanent pour ratifier la Convention Adoption internationale de 1993. Dans un premier temps, Haïti a signé la Convention en mars 2011. L'Unicef a demandé au Bureau Permanent de travailler avec des partenaires à la révision du projet de loi sur l'adoption de 2010 et de transmettre ses commentaires aux autorités haïtiennes.

Chile | In 2009, a member of the Permanent Bureau co-ordinated a comparative study on intercountry adoption in selected States and gave recommendations as to how the adoption system in Chile could be improved. The project, funded by the Central Authority on adoptions of Chile (SENAME) and the *Deutsche Stiftung für Technische Zusammenarbeit* (GTZ) concluded in 2011 with the delivery of technical assistance in the drafting of the new Bill on Adoptions.

Ethiopia⁷³ | In May 2011 the Co-ordinator of the Adoption Technical Assistance Programme of the Hague Conference met with Ethiopian authorities and UNICEF to discuss the situation in Ethiopia in relation to the protection of children deprived of parental care and their adoption possibilities as well as how the Hague Conference could best support Ethiopia in its possible accession to the 1993 Intercountry Adoption Convention. Discussions highlighted the pressure from receiving States to adopt children from Ethiopia; the need for better co-ordination among Ethiopian authorities; and other challenges facing intercountry adoption and the overall child protection system in Ethiopia. The Ethiopian authorities underlined that legislative and procedural changes in the adoption system are needed before accession may take place.

Guatemala⁷⁴ | The Guatemalan authorities and other bodies continued working towards the strengthening of the adoption system (*e.g.*, providing more guarantees for the declaration of adoptability of children; developing the Adoption Law regulations; finalising transition adoption cases that had been initiated before the Convention had entered into force, etc.) in 2011. A member of the Permanent Bureau was in the country in July 2011 and had meetings with the Central Authority, UNICEF and the UN International Commission Against Impunity in Guatemala (CICIG) to discuss developments regarding intercountry adoptions in Guatemala. It was agreed that conditions were not yet there to resume the “Pilot Project” for the application of the 1993 Convention (still pending selection of foreign adoption accredited bodies and Central Authorities), and that the priorities in the short term should be to continue strengthening the adoption system, in particular by i) passing a new regulation for the Adoption Law and ii) finalising the transition cases.

Haiti⁷⁵ | In 2010, the Permanent Bureau was asked by the Government of Haiti to assist with the ratification of the 1993 Intercountry Adoption Convention. As a first step, Haiti signed the Convention in March 2011. UNICEF asked the Permanent Bureau to collaborate with partners in the revision of the 2010 draft adoption law and provide comments to Haitian authorities.

73 La France et les Pays-Bas ont apporté un généreux soutien aux activités menées en Éthiopie.
74 L'Australie, les États-Unis d'Amérique et la Norvège ont apporté un généreux soutien financier aux activités menées au Guatemala.
75 Les Pays-Bas ont octroyé une généreuse subvention de 150 000 euros en décembre 2011 à l'appui du travail de la Conférence en Haïti.

73 Financial support for the activities in Ethiopia was generously provided by France and the Netherlands.
74 Financial support for the activities in Guatemala was generously provided by Australia, Norway and the United States of America.
75 A grant of 150,000 Euros was generously provided by the Netherlands in December 2011 to support Hague Conference work in Haiti.

Le Bureau Permanent et l'Unicef ont participé à des réunions organisées par le Groupe de Montréal, qui réunit les Autorités centrales du Québec et de la France et celles de l'Allemagne, de la Belgique, du Canada, du Chili, de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Suisse. Trois réunions ont été organisées, à Montréal (décembre 2010), en Haïti (juin 2011) et à Rome (novembre 2011), les autorités haïtiennes (en particulier l'Institut du bien-être social et de recherches (IBESR)) ayant également participé à certaines d'entre elles. Un projet de plan d'action conjoint aux fins de la ratification de la Convention a été élaboré et le Gouvernement haïtien a exprimé la volonté de mettre en place des procédures d'adoption légitimes et reconnues à l'international. Le projet de plan d'action indique qu'il faut continuer à soutenir le Gouvernement haïtien à long terme afin de renforcer le système de protection de l'enfance et d'appliquer des procédures conformes à la Convention Adoption internationale de 1993 qui permettront à terme de reprendre les adoptions internationales en Haïti.

En décembre 2011, un membre du Bureau Permanent a participé à un séminaire d'information sur la Convention Adoption internationale de 1993 à l'intention des autorités et organes haïtiens organisé en Haïti par les Autorités centrales française et québécoise avec la participation des autorités suisses et chiliennes. Des réunions avec les autorités haïtiennes (IBESR, des juges, un sénateur) ont également été organisées pour discuter de la situation actuelle et de l'aide que pourrait apporter le Bureau Permanent à Haïti en cas d'accord sur le plan d'action évoqué plus haut.

Kazakhstan⁷⁶ | Le Gouvernement du Kazakhstan, par l'intermédiaire de l'Unicef, a sollicité l'assistance du Bureau Permanent pour la mise aux normes internationales du nouveau système qu'il est en train d'instaurer aux fins de la mise en œuvre de la Convention Adoption internationale de 1993. Deux membres du Bureau Permanent ont effectué une mission d'assistance technique à Astana en mai 2011 afin d'aider en particulier le Comité de protection des droits des enfants en partageant l'expérience internationale d'États parties à la Convention de 1993 et en conseillant sur l'élaboration de politiques, de structures et de capacités pour la mise en œuvre de la Convention. Un séminaire plus important s'est tenu le dernier jour auquel ont participé des représentants d'autorités régionales autour d'Astana et des représentants d'Ambassades.

Mexique⁷⁷ | Après le *Report of the Fact-finding Mission on the Protection and Adoption of Children in Mexico* rédigé par le Bureau Permanent en octobre 2010, un membre du Bureau Permanent a participé à un atelier réunissant des avocats spécialistes de la protection de l'enfance et du droit de la famille de 31 états du Mexique (sur 32). Les conclusions et recommandations du rapport destinées à relever les normes de protection des droits de l'enfant dans le cadre des procédures de protection et d'adoption au Mexique ont été présentées et discutées. De plus, tous les participants ont été formés sur les objectifs, les principes, les difficultés et les bonnes pratiques en matière d'adoption. L'un des grands objectifs de l'atelier était de présenter les raisons pour lesquelles les adoptions privées doivent être abolies. Les autorités mexicaines ont également présenté les progrès accomplis depuis la publication du rapport en octobre 2010, notamment l'approbation d'une Loi dans l'état de Veracruz qui abolit les adoptions privées et rend obligatoire l'intervention des autorités publiques mexicaines (DIF) dans toutes les adoptions nationales et internationales.

The Permanent Bureau and UNICEF participated in meetings convened by the Montreal Group that involves the Central Authorities of Quebec and France with the Central Authorities of Belgium, Canada, Chile, Germany, Italy, the Netherlands, Spain, Switzerland and the United States of America. A first meeting was held in Montreal (December 2010), a second one in Haiti (June 2011) and a third one in Rome (November 2011). Haitian authorities (in particular the Social Welfare and Research Institute (IBESR)) also participated in some of the meetings. A joint Action Plan in preparation for Haiti's ratification of the Convention was drafted and the Government of Haiti expressed its commitment to develop legitimate and internationally-accepted adoption procedures. The draft Action Plan indicates that support for the Government of Haiti must continue for the long term in order to strengthen the child protection system and implement procedures consistent with the 1993 Intercountry Adoption Convention that will eventually enable the resumption of international adoptions in Haiti.

A member of the Permanent Bureau participated in an informational seminar for Haitian authorities and bodies on the 1993 Intercountry Adoption Convention in December 2011 held in Haiti and organised by the Central Authorities of France and Quebec, with the participation of the authorities of Switzerland and Chile. Meetings with the Haitian authorities (IBESR, judiciary, a senator) and UNICEF were also organised to discuss the current situation and how best the Permanent Bureau could assist Haiti, in the event that there is an agreement on the above mentioned Action Plan.

Kazakhstan⁷⁶ | The Government of Kazakhstan, through UNICEF, requested the Permanent Bureau's assistance to achieve compliance with international norms and standards while setting up a new system to implement the 1993 Intercountry Adoption Convention. Two members of the Permanent Bureau carried a mission to Astana in May 2011 to provide technical assistance, in particular to the Children's Rights Protection Committee, by sharing the international experience from States who are Parties to the 1993 Convention and advising on development of policies, structures and capacities for the implementation of the Convention. A larger seminar was held on the last day involving some representatives from regional authorities around Astana, as well as representatives from Embassies.

Mexico⁷⁷ | Following the *Report of the Fact-finding Mission on the Protection and Adoption of Children in Mexico* written by the Permanent Bureau in October 2010, one member of the Permanent Bureau participated in a workshop of Child Protection and Family Attorneys of 31 (out of 32) states of Mexico. During the workshop the conclusions and recommendations of the report designed to raise the standards of protection of the rights of the child in protection and adoption processes in Mexico were presented and discussed. In addition, all participants were trained regarding the objectives, principles, challenges and good practices in relation to adoption. Presenting the reasons why private adoptions should be abolished was one of the major objectives of the workshop. The Mexican authorities also presented the major achievements since the report was published in October 2010, among them, the approval of a Law in the state of Veracruz which abolished private adoptions and which makes compulsory the intervention of the Mexican public authorities (DIF) in all domestic and intercountry adoptions.

76 L'Unicef a généreusement financé le travail mené au Kazakhstan.

77 Les Pays-Bas ont généreusement soutenu le travail en matière d'adoption entrepris par la Conférence au Mexique.

76 The work in Kazakhstan was generously funded by UNICEF.

77 Financial support for Hague Conference adoption work in Mexico was generously funded by the Netherlands.

Népal⁷⁸ | La *Commissione per le Adozioni Internazionali* (l'Autorité centrale italienne) et la Conférence ont coorganisé une réunion à Rome le 30 mars et le 1er avril 2011 sur les enfants privés de protection parentale au Népal et sur les possibilités offertes pour leur prise en charge, notamment l'adoption, à laquelle ont participé une délégation du Népal, des envoyés de l'Unicef et de la fondation Terre des Hommes, des représentants d'États d'accueil dont l'Allemagne, la Belgique, le Canada, les États-Unis d'Amérique, la France, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse, et des représentants du Bureau Permanent. Les autorités népalaises ont souligné leurs efforts pour instaurer un système de protection de l'enfance comprenant une politique de prise en charge alternative pour les enfants privés de protection parentale. Les discussions ont insisté sur l'importance de l'étude attentive et de l'authentification de toutes les procédures et de la documentation entourant le statut et l'adoption d'un enfant et sur la nécessité d'une réglementation plus stricte et d'une transparence accrue concernant les frais et dépenses liés à l'adoption internationale. Les participants sont convenus de conclusions et de mesures à prendre que le Gouvernement népalais a commencé à mettre en œuvre. De plus, d'autres échanges entre les autorités népalaises et le Bureau Permanent ont conduit à une discussion sur les améliorations possibles et les difficultés qui se posent au Népal.

Zambie | L'ancien Secrétaire général adjoint de la Conférence est intervenu lors d'une conférence sur les règles internationales en matière d'adoption et d'enlèvement organisée en avril 2011 à Lusaka, Zambie, sous les auspices de l'ambassade des États-Unis d'Amérique, du Ministère du Développement communautaire et des Services sociaux et de la Haute Commission britannique. L'objectif de la présentation et de la conférence était d'informer les parties prenantes sur les réformes qu'il convient d'apporter à la législation zambienne afin de la rapprocher des normes internationales.

b Programme d'assistance en matière d'enlèvement international et de protection des enfants (CPCAP)

Il est fondamental pour les Conventions Enlèvement d'enfants de 1980 et Protection des enfants de 1996 que les juges connaissent parfaitement leur fonctionnement et que les Autorités centrales puissent coopérer pour garantir le prompt retour des enfants. De nombreux pays sollicitent l'assistance du Bureau Permanent à cet égard.

Compte tenu des préparatifs de la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale, le programme de cette année et les efforts de conseil, de formation et d'assistance se sont concentrés sur les demandes coordonnées urgentes.

Une mission a ainsi été entreprise en novembre 2011 dans la Fédération de Russie, qui a adhéré à la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 le 28 juillet 2011, afin d'échanger avec des membres de Ministères russes particulièrement importants, notamment le Ministère des Affaires étrangères et le Ministère de l'Éducation et des Sciences. Le Bureau Permanent a insisté sur la nécessité d'une désignation rapide de l'Autorité centrale. Les fonctionnaires ont suivi des formations d'appui à la mise en œuvre de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 animées par un expert du Bureau Permanent. À la conclusion de la conférence, il a été convenu d'organiser une autre réunion avec la participation d'un expert du Bureau Permanent au printemps 2012. Une autre conférence d'experts concernant le droit international de l'enfance et de la famille a été organisée à Helsinki en mars 2011 en partenariat avec la Finlande.

Népal⁷⁸ | The *Commissione per le Adozioni Internazionali* (the Italian Central Authority) organised, together with the Hague Conference, a meeting in Rome on 30 March to 1 April 2011 on children deprived of parental care in Nepal and available care for them, including adoption. Participants included a delegation from Nepal; envoys from UNICEF and the *Terre des Hommes* Foundation; and representatives of receiving States, including, among others, representatives from Belgium, Canada, France, Germany, Switzerland, Sweden, the United Kingdom and the United States of America, as well as representatives of the Permanent Bureau. The Nepalese authorities underlined their current efforts to develop a child protection system, including an alternative childcare policy for children without parental care. Discussions placed emphasis on the importance of being assured that all procedures and documentation surrounding a child's status and adoption are carefully scrutinised and authenticated, as well as on the need for greater regulation and transparency of costs and fees relating to the financial aspects of intercountry adoption. The participants agreed on Conclusions and Action Points that the Government of Nepal has begun to implement. In addition, further communication between Nepalese authorities and the Permanent Bureau led to a discussion of Nepal's prospective improvements and challenges.

Zambia | A conference on international standards in adoptions and abductions was held in Lusaka, Zambia in April 2011. The United States Embassy, together with the Ministry of Community Development and Social Services and the British High Commission, hosted the conference, which included a presentation by the then Deputy Secretary General of the Hague Conference. The presentation and conference were designed to inform stakeholders on appropriate reform of the relevant Zambian legislation in order to bring it more closely in line with international standards.

b Child Abduction and Child Protection Conventions Assistance Programme (CPCAP)

The 1980 Child Abduction Convention and the 1996 Child Protection Convention depend heavily on a judiciary having a full understanding of the operation of the Conventions as well as Central Authorities with the capacity to co-operate with one another to secure the prompt return of children. Many countries request the Permanent Bureau for assistance in this regard.

With preparations for Part I of the Sixth Meeting of the Special Commission the focus of this year's work programme, efforts to provide advice, training and assistance were concentrated on urgent, co-ordinated requests.

For example, a mission was undertaken in November 2011 to the Russian Federation, which acceded to the 1980 Convention on 28 July 2011. The purpose of the mission was to address members of key Russian Ministries, including the Ministry of Foreign Affairs and the Ministry of Education and Science. The Permanent Bureau emphasised the need for a speedy designation of a Central Authority. Officials participated in trainings led by an expert from the Permanent Bureau designed to support the implementation of the 1980 Child Abduction Convention. At the conclusion of the conference, concrete plans were made to hold another meeting with the participation of an expert from the Permanent Bureau in the spring of 2012. Another expert conference, held in partnership with Finland regarding International Child and Family Law, was convened in Helsinki in March 2011.

78 Les Pays-Bas et l'Australie ont apporté un généreux soutien financier au travail lié au Népal.

78 Financial support for work undertaken in relation to Nepal was generously provided by the Netherlands and Australia.

2 Programme d'assistance en matière d'entraide judiciaire et de contentieux international (LCAP)

Le Programme d'assistance en matière d'entraide judiciaire et de contentieux international (LCAP) apporte une assistance technique et conçoit des programmes de formation ciblés sur les Conventions de La Haye relatives à l'entraide judiciaire et administrative. Ces Conventions visent à supprimer les obstacles dans les contentieux internationaux en favorisant l'accès aux procédures judiciaires et à réduire les risques de fraude et d'abus de procédure. Le cadre formé par les Conventions de La Haye relatives à l'entraide judiciaire et administrative et au contentieux international – les Conventions Apostille de 1961, Notification de 1965, Obtention des preuves de 1970, Accès à la justice de 1980 et Élection de for de 2005 – apporte une sécurité juridique accrue, génératrice de bienfaits tels que l'instauration d'un environnement juridique propice à l'investissement étranger et au commerce. L'objectif du programme LCAP est d'améliorer le fonctionnement et la mise en œuvre de ces Conventions au moyen de missions d'évaluation visant à étudier les situations locales et cerner les besoins précis d'assistance technique, de conseils sur l'application pratique des Conventions, notamment sur les questions législatives, structurelles et organisationnelles, et de formations destinées aux juges et aux fonctionnaires chargés de la mise en œuvre des Conventions.

Séminaire régional d'Afrique de l'Est (Kenya) | Le 7 mars 2011, le Bureau Permanent a participé à un atelier à Nairobi sur la Convention Apostille de 1961 et à la Communauté d'Afrique de l'Est (pour plus d'informations sur cette manifestation, voir p. 62).

Amériques | En juillet 2011, le Secrétaire général adjoint s'est entretenu du fonctionnement de la Convention Apostille de 1961 avec plusieurs experts lors de la Conférence d'été de la *National Association of Secretaries of State* (NASS) en Virginie-Occidentale, États-Unis d'Amérique. Les échanges ont notamment porté sur l'e-APP, qui est progressivement déployée dans les états américains.

Costa Rica | Le 23 novembre 2011, plus de 100 experts, comprenant des membres du Bureau Permanent, ont participé à un séminaire au Costa Rica sur les Conventions de La Haye relatives à l'entraide judiciaire et au contentieux international, en particulier la Convention Apostille de 1961 à laquelle le Costa Rica a récemment adhéré. Coorganisé par le Bureau Permanent, le Ministère des Affaires étrangères et le Ministère de la Justice du Costa Rica aux côtés de la Commission interinstitutionnelle pour la mise en œuvre de la Convention Apostille de 1961 au Costa Rica, ce séminaire avait pour objectif de dispenser des conseils complémentaires sur la mise en œuvre de la Convention Apostille de 1961 avant son entrée en vigueur au Costa Rica et de permettre au Bureau Permanent de rencontrer les principaux acteurs de la délivrance d'actes publics et de futures Apostilles au Costa Rica. Le Bureau Permanent a également pu s'informer des mesures prises par le Costa Rica pour l'instauration de l'e-Registre, l'une des deux composantes de l'e-APP (que plusieurs États de la région envisagent de mettre en place parallèlement à leur adhésion à la Convention). Une réunion consacrée aux Conventions relatives à l'entraide judiciaire et au contentieux international a également été organisée avec le Ministre de la Justice du Costa Rica.

Mexique | Le 28 novembre 2011, plus de 140 experts, juges, fonctionnaires, huissiers, professeurs et membres du Bureau Permanent de la Conférence ont suivi un atelier à Mexico sur le fonctionnement pratique de la Convention Notification de 1965. Cet atelier, qui s'est déroulé à la *Consultoría Jurídica* du Ministère des Affaires étrangères du Mexique, était coorganisé par le Bureau Permanent et l'Autorité centrale mexicaine (Direction générale des affaires juridiques du Ministère des Affaires étrangères). L'objectif était de faire le point sur le fonctionnement de la Convention au Mexique et de promouvoir de bonnes pratiques dans la gestion des demandes de notification émanant des Autorités centrales.

2 Legal Co-operation and Litigation Assistance Programme (LCAP)

The Legal Co-operation and Litigation Assistance Programme (LCAP) provides technical assistance and develops training programmes focused on the Hague Legal Co-operation Conventions. These Conventions are aimed at removing obstacles encountered in cross-border litigation, providing easy access to court proceedings and reducing risk of fraud and abuse of the legal process. The framework of the Hague Legal Co-operation and Litigation Conventions provides increased legal security and certainty resulting in benefits such as creating a legal environment which is conducive to foreign investment and trade. The Conventions concerned include the 1961 Apostille Convention, the 1965 Service Convention, the 1970 Evidence Convention, the 1980 Access to Justice Convention as well as the 2005 Choice of Court Convention. LCAP seeks to improve the consistent operation and implementation of these Conventions and may include: diagnostic missions to explore local situations and identify specific needs for technical assistance; providing advice on the practical application of the Conventions, such as legislative, structural and organisational issues; and developing training programmes for judicial and government officials responsible for implementing the Conventions.

East African Regional Seminar (Kenya) | On 7 March 2011, the Permanent Bureau participated in a workshop in Nairobi on the 1961 Apostille Convention and the East African Community. (For more details on this event, see p. 63.)

The Americas | In July 2011, the Deputy Secretary General discussed the operation of the 1961 Apostille Convention with various experts at the 2011 Summer Conference of the National Association of Secretaries of State (NASS) in West Virginia, United States. Discussions included the e-APP, which is being progressively implemented in jurisdictions across the United States of America.

Costa Rica | On 23 November 2011, over 100 experts, including members of the Permanent Bureau, participated in a seminar held in Costa Rica regarding the Hague Conventions on legal co-operation and litigation. The seminar put particular emphasis on the 1961 Apostille Convention given Costa Rica's recent accession. The seminar was jointly organised by the Permanent Bureau, the Ministry of Foreign Affairs and the Ministry of Justice of Costa Rica together with the Inter-Institutional Commission for the implementation of the 1961 Apostille Convention in Costa Rica. The purpose of the seminar was to provide further guidance on the implementation of the 1961 Apostille Convention before its entry into force for Costa Rica and to allow the Permanent Bureau to meet key actors involved in the issuance of public documents and (future) Apostilles in Costa Rica. The seminar also gave the Permanent Bureau an opportunity to find out more about steps taken in Costa Rica to implement the e-Register component of the e-APP (which a number of other States in the region are looking to do in parallel with planned accession to the Convention). A side meeting was also convened with the Minister of Justice of Costa Rica to discuss the legal co-operation and litigation Conventions.

Mexico | On 28 November 2011, over 140 experts, judges, government officials, process servers, professors and members of the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law attended a workshop in Mexico City on the practical operation of the 1965 Service Convention. The workshop was hosted by the *Consultoría Jurídica* of the Ministry of Foreign Affairs of Mexico and organised in collaboration with the Permanent Bureau and the Central Authority of Mexico (Directorate-General of Legal Affairs of the Ministry of Foreign Affairs). The main purpose of the workshop was to review the operation of the Convention in Mexico and promote good practice in the handling of requests for service by Central Authorities.

3 *Programme d'assistance en matière de droit commercial et financier (ComAP)*

Dans le cadre de ce programme, une assistance technique est apportée au regard de la Convention Titres de 2006. La mise en place de mécanismes permettant d'éliminer l'incertitude juridique peut améliorer et renforcer les systèmes juridiques et financiers internes et encourager ainsi l'investissement étranger et le commerce. Cependant, les efforts concertés d'assistance technique concernant cette Convention ont dû être suspendus en 2011 dans l'attente de nouveaux développements liés à son entrée en vigueur.

Financement du Centre

80

Le fonctionnement du Centre repose sur des contributions volontaires administrées dans le cadre du Budget supplémentaire de la Conférence. En 2011, l'Allemagne, l'Argentine, le Canada, la Chine, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, la France, l'Italie, la Malaisie, Monaco, le Panama, les Pays-Bas et les Philippines, ainsi que l'Union européenne (subvention de la Commission européenne) lui ont apporté un généreux soutien financier. D'autre part, plusieurs organisations et États ont soutenu son travail par des contributions en nature.

Conformément à ce qui avait été annoncé en 2008, le Gouvernement des Pays-Bas (Ministère des Affaires étrangères, Ministère de la Coopération pour le développement) a décidé de verser 500 000 euros sur quatre ans pour soutenir les travaux du Centre. Ce montant est expressément destiné aux activités du Centre en matière de renforcement des capacités juridiques et de l'État de droit et de bonne gouvernance dans des pays en développement bénéficiaires de l'aide publique au développement (APD) ou pour leur compte⁷⁹. La troisième année de financement des Pays-Bas, qui s'est achevée en 2011, a permis au Centre d'entreprendre un important travail d'assistance technique et des activités de planification et de collecte de fonds. Les contributions des autres États membres ont permis quant à elles de conduire des activités et d'apporter un soutien aux États demandeurs d'une assistance technique. Cependant, cette généreuse subvention prend fin le 30 juin 2012. Sans autre soutien financier des Membres, la fin de ce financement pourrait mettre un terme à des programmes très fructueux menés par le Centre, notamment le programme ICATAP. Dès lors, les États qui sollicitent une assistance liée à la mise en œuvre et au fonctionnement des Conventions de La Haye ne pourraient plus bénéficier de l'assistance ciblée ou de l'expertise du Bureau Permanent et connaîtraient donc des difficultés de mise en œuvre et de fonctionnement des Conventions de La Haye concernées. De plus, une carence dans le fonctionnement d'une Convention dans un État contractant affecte tous les États qui y sont parties. La valeur de la Convention en tant qu'instrument multilatéral – et la réputation de l'Organisation – sont menacées. Il est donc vital de poursuivre les discussions et les réflexions sur l'avenir de ce travail afin de trouver des solutions acceptables.

3 *Commercial and Finance Law Assistance Programme (ComAP)*

Commercial and finance law assistance currently provides technical assistance in respect of the 2006 Securities Convention. Overcoming legal uncertainty through these mechanisms can improve and strengthen domestic legal and financial systems to encourage foreign investment and trade. Concerted efforts to provide technical assistance on the the 2006 Securities Convention in 2011, however, were put on hold pending further developments in relation to the entry into force of the Convention.

Centre funding

The Centre depends on funding from voluntary contributions administered through the Supplementary Budget of the Hague Conference. Generous financial support was provided by a number of States in 2011: Argentina, Canada, China, France, Germany, Italy, Malaysia, Monaco, the Netherlands, Panama, the Philippines, Spain and the United States of America, as well as the European Union (European Commission grant). In addition, several organisations and States provided in-kind contributions to support the Centre's work.

As announced in 2008, the Government of the Netherlands (Ministry of Foreign Affairs, Minister for Development Co-operation) decided to contribute 500,000 Euros over four years to support the work of the Centre. The contribution is specifically intended to support the Centre's activities that relate to legal capacity building, reinforcing the rule of law and good governance in or on behalf of developing countries qualifying as Official Development Assistance (ODA) recipients.⁷⁹ The third year of funding from the Netherlands, which concluded in 2011, enabled the Centre to undertake important technical assistance work as well as planning and fund-raising activities. Contributions from other Member States enabled the Centre to engage in activities and provide support to States seeking technical assistance. This generous grant of assistance, however, expires on 30 June 2012. Absent additional financial support from Members, the end of this funding could mean the termination of highly successful Centre programmes, including ICATAP. This would mean that States seeking assistance related to the implementation and operation of the Hague Conventions would be unable to receive targeted Permanent Bureau assistance or expertise and would hence experience difficulties with the proper implementation and operation of the relevant Hague Conventions. In addition, all Parties to a Hague Convention are adversely affected when the Convention does not operate properly in other Contracting States. As a consequence, the value of the Convention as a multilateral instrument — as well as the reputation of the Organisation — is at risk. It is therefore vital for the discussions and reflections on the future of this work to continue with a view to finding acceptable solutions.

81

79 En septembre 2008, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a approuvé la nouvelle liste des bénéficiaires de l'aide publique au développement (APD). Elle régira la notification de l'APD pendant trois ans.

79 In September 2008, the OECD's Development Assistance Committee (DAC) approved the new List of Recipients of Official Development Assistance (ODA). It will govern ODA reporting for three years.

Le Bureau Permanent au 31 décembre 2011

<i>Secrétaire général</i>	M. Hans VAN LOON
<i>Secrétaire général adjoint¹</i>	M. Christophe BERNASCONI
<i>Premiers secrétaires</i>	M. Philippe LORTIE Mme Marta PERTEGÁS Mme Louise Ellen TEITZ
<i>Secrétaire</i>	Mme Jennifer DEGELING
<i>Collaborateurs juridiques principaux</i>	M. Ignacio GOICOECHEA, Collaborateur juridique de liaison pour l'Amérique latine Mme Laura MARTÍNEZ-MORA, Coordinatrice du Programme Adoption
<i>Collaborateurs juridiques seniors</i>	Mme Mayela CELIS Mme Juliane HIRSCH Mme Hannah BAKER
<i>Collaborateurs juridiques²</i>	Mme Maja GROFF Mme Emmanuelle HARANG Mme Joëlle KÜNG M. Alexander KUNZELMANN
<i>Directeur du Centre international d'études judiciaires et d'assistance technique³</i>	Mme Micah THORNER
<i>Responsable de l'administration</i>	Mme Anna KOELEWIJN
<i>Administratrice du site Internet</i>	Mme Gerda BOERMAN
<i>Comptable</i>	Mme Karin HIMPENS
<i>Aide-comptable</i>	Mme Bernadine RINKEL TEGGELAAR
<i>Collaboratrice administrative</i>	Mme Laura MOLENAAR
<i>Assistante personnelle du Secrétaire général</i>	Mme Sophie PINEAU
<i>Assistants administratives</i>	Mme Willy DE ZOETE Mme Mathilde WASZINK-PRÉNAS M. Stuart HAWKINS Mme Maryze BERKHOUT (Ressources humaines)
<i>Réviseur / Correcteur</i>	Mme Lydie de LOOF
<i>Traducteur / Réviseur</i>	Mme Jenny Klein MEULEKAMP
<i>Chargée de la gestion de l'information</i>	Mme Marie-Charlotte DARBAS
<i>Services généraux</i>	M. Willem VAN DER ENDT

1 M. William Duncan a quitté le Bureau Permanent en 2011.
2 M. Nicolas Sauvage et Mme Sandrine Pépit ont quitté le Bureau Permanent en 2011.
3 Mme Fredrike Stikkelbroech est partie du Bureau Permanent en 2011.

The Permanent Bureau as per 31 December 2011

<i>Secretary General</i>	Mr Hans VAN LOON
<i>Deputy Secretary General¹</i>	Mr Christophe BERNASCONI
<i>First Secretaries</i>	Mr Philippe LORTIE Ms Marta PERTEGÁS Ms Louise Ellen TEITZ
<i>Secretarie</i>	Ms Jennifer DEGELING
<i>Principal Legal Officers</i>	Mr Ignacio GOICOECHEA, Liaison Legal Officer for Latin America Ms Laura MARTÍNEZ-MORA, Adoption Programme Co-ordinator
<i>Senior Legal Officers</i>	Ms Mayela CELIS Ms Juliane HIRSCH Ms Hannah BAKER
<i>Legal Officers²</i>	Ms Maja GROFF Ms Emmanuelle HARANG Ms Joëlle KÜNG Mr Alexander KUNZELMANN
<i>Director, International Centre for Judicial Studies and Technical Assistance³</i>	Ms Micah Thorner
<i>Head of Administration</i>	Ms Anna KOELEWIJN
<i>Website Manager</i>	Ms Gerda BOERMAN
<i>Financial Officer</i>	Ms Karin HIMPENS
<i>Financial Assistant</i>	Ms Bernadine RINKEL TEGGELAAR
<i>Administrative Officer</i>	Ms Laura MOLENAAR
<i>Personal Assistant to the Secretary General</i>	Ms Sophie PINEAU
<i>Administrative Assistants</i>	Ms Willy DE ZOETE Ms Mathilde WASZINK-PRÉNAS Mr Stuart HAWKINS Ms Maryze BERKHOUT (Human Resources)
<i>Reviser / Editor</i>	Ms Lydie de LOOF
<i>Translator / Reviser</i>	Ms Jenny Klein MEULEKAMP
<i>Information Management Officer</i>	Ms Marie-Charlotte DARBAS
<i>General Service Officer</i>	Mr Willem VAN DER ENDT

1 Mr William Duncan left the Permanent Bureau in 2011.
2 Mr Nicolas Sauvage and Ms Sandrine Pépit left the Permanent Bureau in 2011.
3 Ms Frederike Stikkelbroeck left the Permanent Bureau in 2011.

Conférence de La Haye : faits et chiffres (31 décembre 2011)

Origine : 1893

Première session de la Conférence de La Haye (12-27 septembre 1893), présidée par M. T.M.C. Asser.

Statut : Organisation intergouvernementale

Organisation intergouvernementale permanente depuis le 31 octobre 1951 (Septième session, 9-31 octobre). Entrée en vigueur du Statut le 15 juillet 1955 ; entrée en vigueur du Statut modifié le 1er janvier 2007.

États membres : 71

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Chypre, République de Corée, Croatie, Danemark, Égypte, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Ex République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Fédération de Russie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, République tchèque, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela.

Organisation membre : 1

Union européenne

Admissions en qualité de Membres : 4

Zambie (2004), Colombie (2006), Lebanon (2009), Burkina Faso (2011)

États non membres parties à une ou plusieurs Conventions : 68

Andorre, Antigua-et-Barbuda, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie, Botswana, Brunei Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cape Vert, Colombie, Cuba, République dominicaine, Dominique, El Salvador, Fidji, Gabon, Grenade, Guatemala, Guinée, Haïti, Honduras, Îles Cook, Îles Marshall, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Liechtenstein, Madagascar, Malawi, Mali, République de Moldova, Mongolie, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Niue, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Saint-Siège, Saint-Vincent et les Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Singapour, Swaziland, Thaïlande, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Turkménistan, Vanuatu, Viet Nam, Zimbabwe.

Conventions : 38

Structure : organes directeurs

- Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence de La Haye (réunion annuelle au printemps)
- Conseil des Représentants diplomatiques (réunion budgétaire annuelle en été)
- Commission d'État néerlandaise de droit international privé (art. 4 et 5 du Statut)

Nombre d'Organes nationaux / Autorités (centrales ou autres) : 3 000+

Réseau mondial d'experts auprès de la Conférence de La Haye : 10 000+, y compris le Réseau international de juges de La Haye (69 membres)

Effectif du Bureau Permanent : 25,7 équivalents temps plein (financés sur le Budget régulier) et 1,8 équivalents temps plein (financés sur le Budget supplémentaire)

Budget : Budget régulier et supplémentaire (Exercice du premier juillet au 30 juin)

Exercice 2010-2011 : Budget régulier 3 643 032 EUR ; Budget supplémentaire : 452 043 EUR
Exercice 2011-2012 : Budget régulier 3 732 288 EUR ; Budget supplémentaire : 345 530 EUR*

* au 31 décembre 2011

The Hague Conference: Facts and Figures (31 December 2011)

Origin: 1893

First Session of the Hague Conference (12-27 September 1893) with Mr T.M.C. Asser as President.

Status: Intergovernmental Organisation

A permanent intergovernmental organisation since 31 October 1951 (Seventh Session, 9-31 October). The Statute entered into force on 15 July 1955, the amended Statute on 1 January 2007.

Member States: 71

Albania, Argentina, Australia, Austria, Belarus, Belgium, Bosnia and Herzegovina, Brazil, Bulgaria, Canada, Chile, China, Costa Rica, Croatia, Cyprus, Czech Republic, Denmark, Ecuador, Egypt, Estonia, Finland, France, Georgia, Germany, Greece, Hungary, Iceland, India, Ireland, Israel, Italy, Japan, Jordan, Republic of Korea, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Malaysia, Malta, Mauritius, Mexico, Monaco, Montenegro, Morocco, Netherlands, New Zealand, Norway, Panama, Paraguay, Peru, Philippines, Poland, Portugal, Romania, Russian Federation, Serbia, Slovakia, Slovenia, South Africa, Spain, Sri Lanka, Suriname, Sweden, Switzerland, the former Yugoslav Republic of Macedonia, Turkey, Ukraine, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, United States of America, Uruguay, Venezuela.

Member Organisation: 1

European Union

Admitted as Members: 4

Zambia (2004), Colombia (2006), Lebanon (2009), Burkina Faso (2011)

Non-Member States that are Party to one or more Hague Conventions: 68

Andorra, Antigua and Barbuda, Armenia, Azerbaijan, Bahamas, Barbados, Belize, Bolivia, Botswana, Brunei Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cambodia, Cape Verde, Colombia, Cook Islands, Cuba, Dominica, Dominican Republic, El Salvador, Fiji, Gabon, Grenada, Guatemala, Guinea, Haiti, Holy See, Honduras, Kazakhstan, Kenya, Kuwait, Kyrgyzstan, Lebanon, Lesotho, Liberia, Liechtenstein, Madagascar, Malawi, Mali, Marshall Islands, Republic of Moldova, Mongolia, Namibia, Nepal, Nicaragua, Niger, Niue, Oman, Pakistan, St. Kitts and Nevis, St. Lucia, St. Vincent and the Grenadines, Samoa, San Marino, Sao Tome and Principe, Senegal, Seychelles, Singapore, Swaziland, Thailand, Togo, Tonga, Trinidad and Tobago, Turkmenistan, Uzbekistan, Vanuatu, Viet Nam, Zimbabwe.

Conventions: 38

Structure: Governing bodies

- Council on General Affairs and Policy of the Hague Conference (annual meeting in spring)
- Council of Diplomatic Representatives (annual budget meeting in summer)
- Netherlands Standing Government Committee on Private International Law (Arts 4 and 5 of the Statute)

Number of National Organs / (Central and other) Authorities: 3,000+

World Wide Network of experts to the Hague Conference: 10,000+, including the International Hague Network of Judges (69 Members)

Staff of the Permanent Bureau: 25.7 Full-Time Equivalent (funded through the Regular Budget) and 1.8 Full-Time Equivalent (funded through the Supplementary Budget)

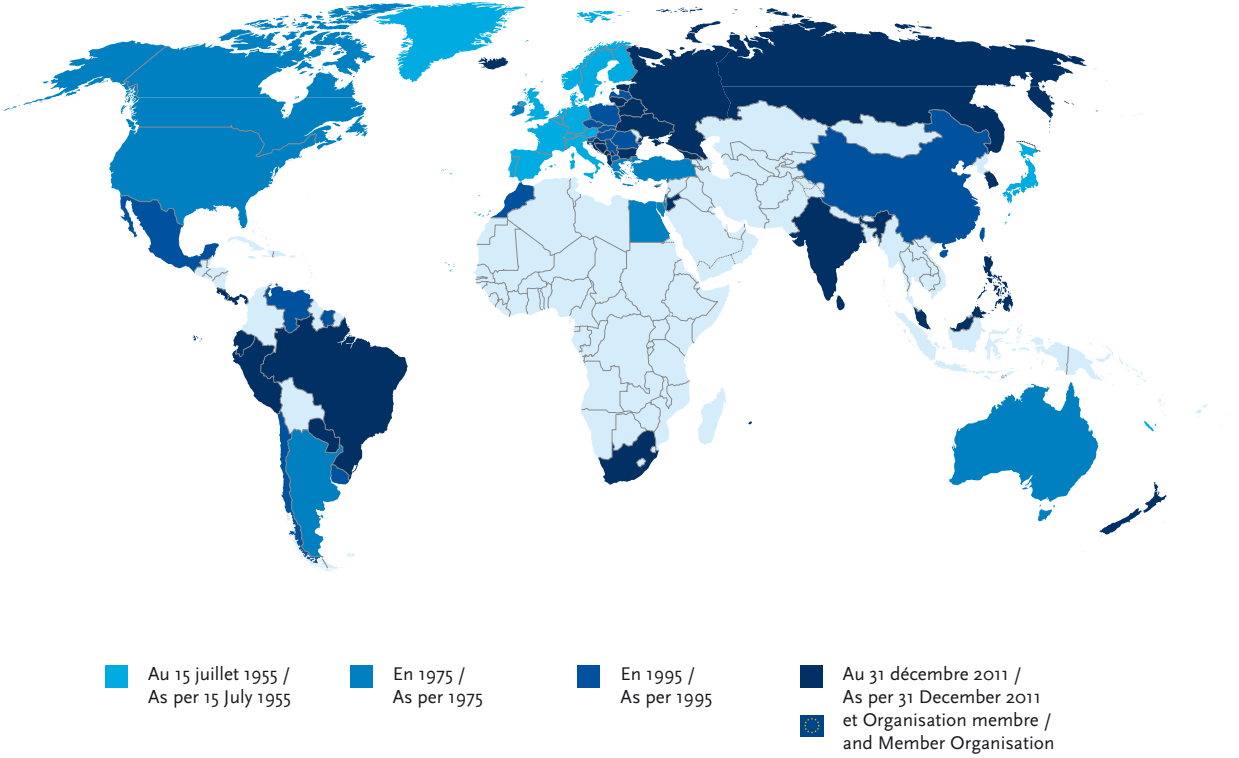
Budget: Regular and Supplementary Budget (FY 1 July – 30 June)

FY 2010-2011: Regular Budget EUR 3,643,032; Supplementary Budget: EUR 452,043 EUR
FY 2011-2012: Regular Budget EUR 3,732,288; Supplementary Budget EUR 345,530*

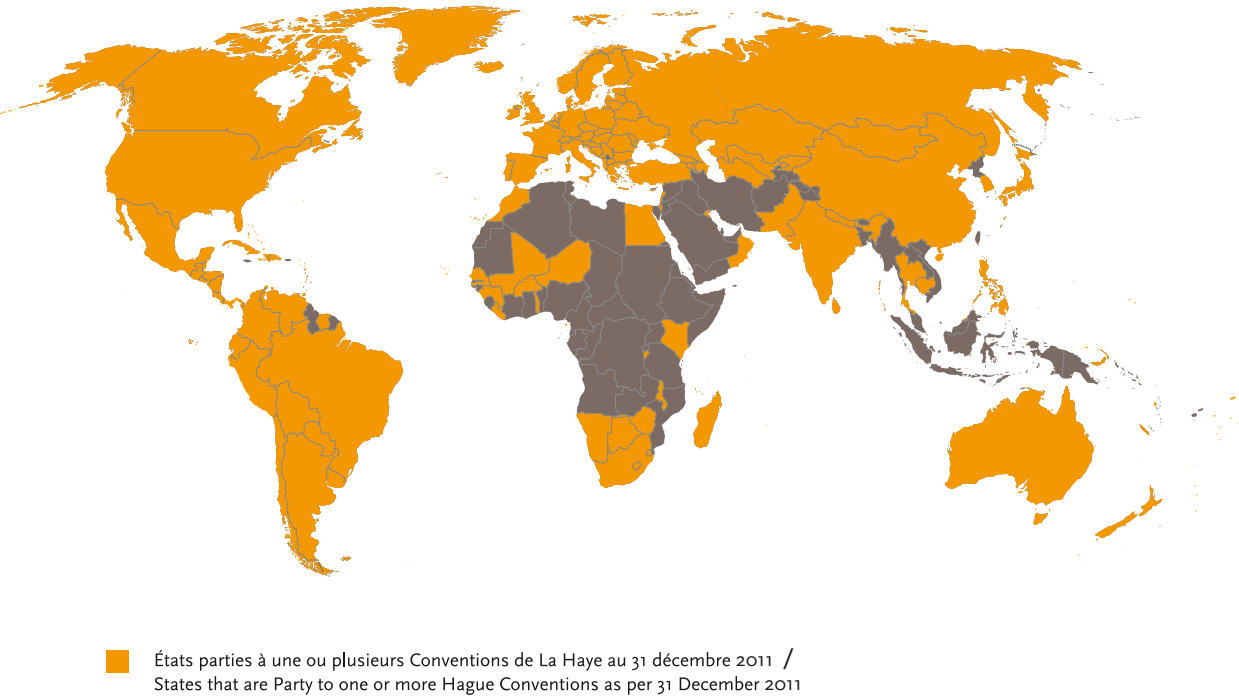
* as of 31 December 2011

États membres / Member States

86

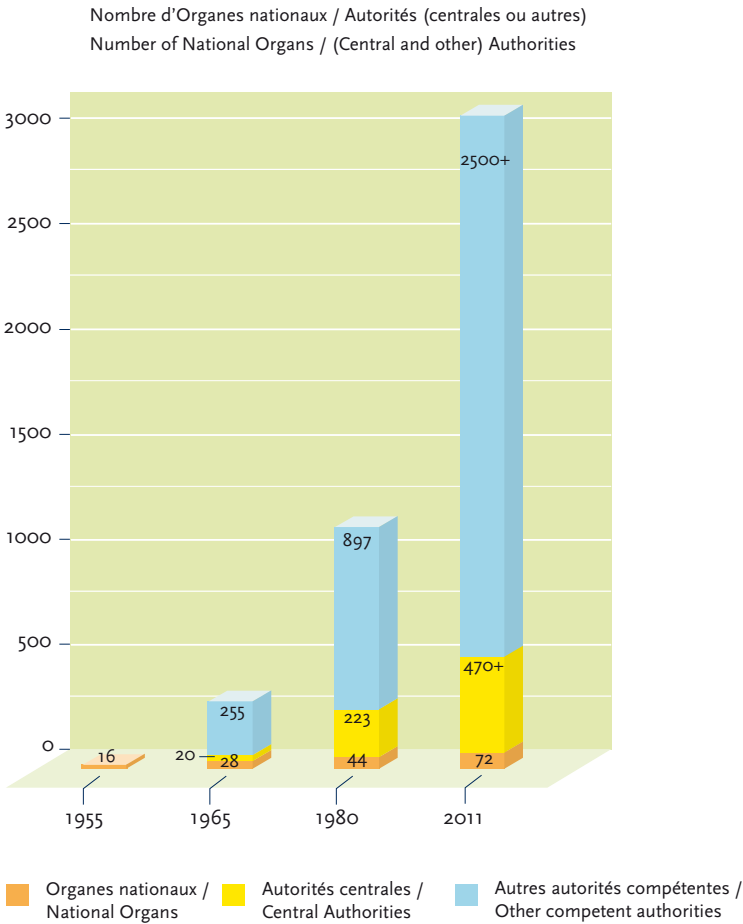
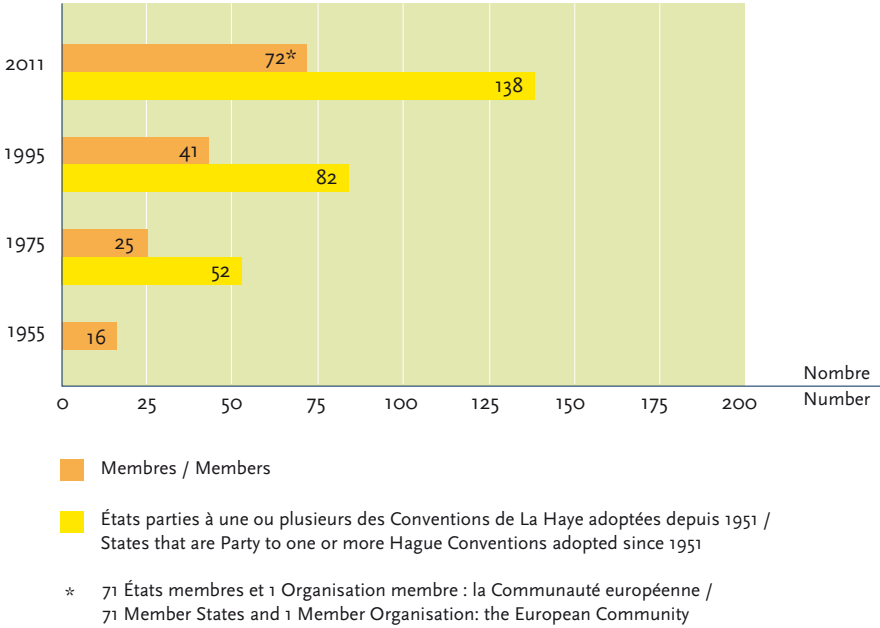


États parties / States Parties



Statistiques / Statistics

87



Hague Conference on Private International Law

Permanent Bureau

6, Scheveningsweg
2517 KT The Hague
The Netherlands

Telephone: +31 70 363 3303
Fax: +31 70 360 4867
e-mail: secretariat@hcch.net
website: www.hcch.net

Authors: Micah Thorner, Director of the International Centre for
Judicial Studies and Technical Assistance, Sophie Pineau, Personal Assistant to the Secretary General
and Abigail Ludwig, Consultant to the Permanent Bureau

Graphic designer: Bertine Colsen

Translation: Christine Mercier

Photos

- p. 6, Den Haag Marketing / Jurjen Drenth
- p. 12, Secretariat of the Hague Conference (Robert-Jan Dam, Highlens)
- p. 24, Special Commission of the Hague Conference (John Thuring)
- p. 34, Young children, Colombia (Asesoría de Adopciones / Sabine Hofman)
- p. 56, Young girl, Thailand (Micah Thorner)

Copyright © 2012 Hague Conference on Private International Law
All rights reserved
ISBN 978-94-90265-00-7

Conférence de La Haye de droit international privé

Bureau Permanent

6, Scheveningsweg
2517 KT La Haye
Pays-Bas

téléphone : +31 70 363 3303
fax : +31 70 360 4867
courriel : secretariat@hcch.net
site internet : www.hcch.net

Rédaction : Micah Thorner, Directeur du Centre d'études judiciaires et d'assistance technique,
Sophie Pineau, Assistante personnelle du Secrétaire général et Abigail Ludwig, Consultante
auprès du Bureau Permanent

Graphiste : Bertine Colsen

Traduction : Christine Mercier

Photos

- p. 6, La Haye Marketing / Jurjen Drenth
- p. 12, Secrétariat de la Conférence de La Haye (Robert-Jan Dam, Highlens)
- p. 24, Commission spéciale de la Conférence de La Haye (John Thuring)
- p. 34, Jeunes enfants, Colombie (Asesoría de Adopciones / Sabine Hofman)
- p. 56, Petite fille, Thaïlande (Micah Thorner)

Copyright © 2012 Conférence de La Haye de droit international privé
Tous droits réservés
ISBN 978-94-90265-00-7